

Pierre Salama<sup>1</sup>

## Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine<sup>2</sup>



---

<sup>1</sup>Latino-américaniste, Professeur émérite, Université Sorbonne Paris Nord

<sup>2</sup> Merci à Marion Aubrée, à Nicolas Béniès, Jean-Raphaël Chaponnière, Sulamis Dain, Guilhem Fabre, Nora Garita, Xavier Richet, Julien Vercueil et pour leurs commentaires à différents chapitres de ce livre

## Sommaire

### **Chapitre 1 : Adieu à l'hyper-globalisation ?**

I. D'une hyper-globalisation à un ralentissement des échanges commerciaux

II. Dans les années 1990, l'éclatement international de la chaîne de valeur entraîne une plus grande vulnérabilité et une perte de souveraineté dangereuse

III. Hyper-globalisation et fragmentations au sein des nations

IV. De l'essoufflement de la globalisation à l'effondrement des échanges

### **Chapitre 2 : Pourquoi les pays latino-américains souffrent-ils d'une stagnation économique sur longue période ?**

Introduction

I. Une tendance à la stagnation économique : données statistiques

II. La stagnation expliquée par le courant structuraliste latino-américain

III. Les thèses « para keynésiennes » peuvent-elles s'appliquer aux économies semi-industrialisées ?

IV. La désindustrialisation explique-t-elle le faible taux de croissance du PIB par tête sur longue période ?

V. La forte volatilité explique-t-elle le faible taux de croissance du PIB par tête sur longue période ?

VI. Causes de la tendance à la stagnation du taux de croissance du PIB selon les pays

### **Chapitre 3 : Du Sras-CoV-2 à un virus social en Amérique latine**

Introduction

I. Quelles ont été les politiques décidées pour faire face aux conséquences sociales et économiques de la pandémie en Amérique latine ?

II. Les premières conséquences économiques et sociales de la pandémie : un tsunami

## **Chapitre 4 : Contagion virale, risques politiques en Amérique latine**

Introduction

I. Des populismes des années 2000

II. Eglises évangéliques, l'ultra-conservatisme renforcé avec la pandémie ?

**Conclusion générale**

**Bibliographie général**

## Introduction générale

*« Un mal qui répand la terreur, Mal que le Ciel en sa fureur Inventa pour punir les crimes de la terre... Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés... » ...« Selon que vous serez puissant ou misérable, Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir »*

*Jean de la Fontaine : Les animaux malades de la peste*

La pandémie est en cours en Amérique latine, peut-être sera-t-elle terminée au moment où vous lirez ces lignes, je l'espère. Au moment où j'écris ce livre, elle paraît loin de l'être et son pic ne semble pas encore atteint au Pérou, au Mexique, au Brésil, déjà fortement impactés. On pourrait se demander pourquoi ne pas attendre avant d'écrire ce livre et quelques-uns de mes amis m'ont posé cette question. Un peu périlleux de se lancer dans cette analyse alors que l'Histoire n'est pas encore écrite. Il est toujours plus facile de la raconter une fois qu'on la connaît. En ce qui me concerne, je suis de ceux qui ne pense pas que l'Histoire suit un chemin inéluctable, il y a des bifurcations d'ordres économiques et ou politiques toujours possibles et je préfère donc me situer avant, au risque de me tromper, plutôt qu'après. Paraphrasant Marx : « les Hommes font librement leur Histoire mais dans des conditions qui ne sont pas librement décidées par eux ». Autrement dit, il y a de la marge entre l'idéalisme et le déterminisme. L'Histoire qui se fait est à la fois le produit de cet idéalisme des Hommes, de leur volonté et du déterminisme des lois économiques. On ne peut ignorer ni l'un ni l'autre sauf à sombrer dans le pur idéalisme ou bien dans le déterminisme vulgaire. C'est cette marge qui m'intéresse, elle est passionnante et surtout peut être utile à ceux qui pensent qu'à partir d'une analyse approfondie on peut soit agir sur le cours des événements, soit se préparer à affronter une répétition de la pandémie ou bien l'apparition d'un nouveau virus.

Pourquoi ce sujet, pourquoi la pandémie ? Parce qu'aucun économiste, aucun sociologue n'avait prévu qu'elle pouvait avoir un tel effet sur l'économie, sur la société. Certes des virologues, épidémiologistes et quelques rares personnalités avaient souligné le risque, mais encore une fois personne, moi y compris, n'avait pensé qu'une pandémie pouvait paralyser à ce point l'économie mondiale.

La pandémie a agi comme un révélateur des fragilités d'un système. L'ensemble des fragilités, des dépendances nouvelles, était en pointillé avec l'hyper-globalisation. Ce n'est pas la mondialisation qui a produit la pandémie, encore qu'elle y ait participé par les souffrances faites à la Nature et l'apparition de nouveaux virus. Les pandémies existaient avant la mondialisation. Mais cette dernière a été un véhicule très important de diffusion du virus et de contagion. Avec la pandémie, et sa diffusion au niveau mondial, les fragilités, les vulnérabilités intrinsèques à l'hyper-globalisation ont émergé. Les conséquences de la contagion en termes de souveraineté sur certaines productions essentielles comme la production de médicaments, mais aussi celle de l'industrie automobile devenue impossible, non pas faute de demande suffisante, mais d'impossibilité de réaliser les offres ...se sont imposées comme des évidences. Ce que n'avaient pas réussi à obtenir des mobilisations

pour une alter mondialisation contre la mondialisation sauvage, la pandémie le faisait... Certes, depuis la crise financière de 2008-2009, l'élection de Trump à la présidence des Etats-Unis, la crainte de voir la montée en puissance de la Chine, des freins à l'essor à l'hyper-globalisation se mettaient en place. La fragmentation des territoires au sein des Nations, entre ceux qui perdent et ceux qui gagnent, avec la désindustrialisation plus ou moins prononcée ici ou là, la précarité et les nouvelles formes d'organisation du travail, le chômage dans certains pays, la crainte d'un futur plus ou moins cauchemardesque, ont légitimé des mesures protectionnistes, favorisé des relocalisations encore timides et permis que l'hyper-globalisation redevienne une globalisation des échanges, freinant ainsi la montée en puissance de la Chine surtout sur les nouvelles technologies. Révélatrice des fragilités du système mais aussi des conséquences socio-économiques, des périls sur la démocratie aux Etats-Unis, dans quelques pays européens, la pandémie est également révélatrice de l'extrême fragilité des économies latino-américaines et de la solidité de leur système politiques.

Le virus SARS-CoV-2 a agi sur un « corps déjà malade » en Amérique latine. Déjà malade ? La réponse est malheureusement positive. Depuis la fin des années 1980, la fameuse « décennie perdue » pour l'Amérique latine, le taux de croissance du PIB par tête en moyenne est plus que modeste, il est le plus souvent inférieur à 1 %. Alors que nombre d'économies asiatiques connaissent leur « miracle » économique avec l'aide d'un Etat développeur ces quarante dernières années, une tendance à la stagnation économique prenait racine en Amérique latine, contrastant avec les années de forte croissance de l'après-guerre aux années 1970. On pourrait penser qu'une faible croissance serait une forme de décroissance bénéfique à l'environnement, mais ce serait oublier qu'avec une croissance de 1 % il faut à peu près soixante-dix ans pour que le revenu par tête double et que même avec une croissance si modérée, les dégâts sur la Nature et sur les Hommes par contrecoup ont été considérables. C'est dire qu'avec un tel taux, la mobilité sociale devient quasi-impossible. Un individu né pauvre ne peut se déraciner de cette condition que s'il devient un excellent footballeur, un très bon chanteur, un homme politique n'hésitant pas à flirter avec la corruption, un membre de la mafia mais encore faut-il qu'il soit excellent pour ne pas tomber sous les balles d'adversaires ou de la police, l'espérance de vie étant en général courte. D'autres possibilités existent certes de sortir de la pauvreté : celles de redistribuer les richesses ou /et d'avoir un taux de croissance élevé et durable. Cette dernière n'a pas été possible : des causes structurelles freinant la croissance. Reste la redistribution des revenus en faveur des pauvres, et au détriment non pas tant des riches mais d'une fraction des classes moyennes. Ce fut fait dans les dix premières années des années 2000 par quelques gouvernements progressistes. Cette politique a cependant rencontré des obstacles d'ordre politiques et après l'onde de gauche est arrivée une onde de droite dans nombre de pays. Peu avant que n'apparaisse le virus, des mouvements sociaux importants sont apparus, laissant présager un retour du progressisme dans plusieurs pays latino-américains.

Pourquoi cette faible croissance ? Pour plusieurs raisons liées à l'Histoire que nous avons désignées comme les huit plaies de l'Amérique latine et dont il est si difficile de se débarrasser : des inégalités de revenus et de patrimoines parmi les plus importantes du monde, une informalité du travail absolument considérable, une contrainte externe particulièrement élevée dans quelques pays qui provoque des irrégularités de croissance de type *stop and go*, une ouverture aux mouvements de capitaux bien plus importantes que celle des échanges de marchandises, une désindustrialisation dite précoce couplée d'un reprimarisation des exportations, un niveau de violence considérable. Chacune de ces plaies a sa responsabilité particulière, différente selon les pays. Le résultat est que le

virus agit sur un corps malade, peu apte à réagir avec force et produisant un cortège de morts impressionnant.

Un cortège de morts impressionnant ? Certes, mais il faut aller plus loin. La pandémie dite du Covid-19 atteint l'ensemble de la population dans les *clusters*-, lieux où se propage la pandémie - où elle surgit. D'abord apparaissent des *clusters*. Certaines régions sont épargnées, d'autres non ou peu sans qu'on ne sache trop pourquoi, sinon que des mesures préventives n'ont pas été prises à temps (mesures barrières, port du masque, tests, enquêtes) pour paralyser sa diffusion, le plus souvent par faute de moyens et d'erreurs d'appréciation. Au sein de ces *clusters*, une différenciation sociale opère. Tous sont certes impactés, mais les catégories sociales les plus pauvres, les plus modestes sont les plus atteintes pour plusieurs raisons. Les pauvres sont bien plus démunis. Ils habitent dans des bidonvilles, plus ou moins consolidés, où la densité au sol est très élevée. La promiscuité rend quasi-impossible de pratiquer les « gestes barrières ». L'accès à l'eau est parfois difficile et le lavage fréquent des mains pour éliminer le virus devient difficile. Les pauvres ont le plus souvent peu accès aux hôpitaux publics, ou trop tard et pas d'accès aux hôpitaux privés mieux fournis en respirateurs. Et quand cela est possible, les dépenses en santé, publique et privée, en moyenne beaucoup plus faibles que celles observées dans les pays avancés, génère une faible efficacité pour stopper le virus, surtout dans les hôpitaux publics. Enfin, pour les pauvres et les catégories modestes, le choix est souvent entre rester confiné et ne plus avoir de revenus tout en risquant d'attraper le virus, ou bien continuer à travailler dans l'informel, avec peu de revenus et une forte probabilité d'attraper le virus. La pandémie provoque la chute de la production, l'augmentation du chômage, l'accentuation des inégalités de revenus, l'accroissement de la pauvreté.

Les perspectives d'un rebond restent floues d'autant plus que les capacités que celles-ci puissent se réaliser avec force sont faibles à cause de corps devenu malade. Quelques gouvernements tentent l'impossible, amoindrir les conséquences sociales de la pandémie, d'autres de manière plus ou moins cohérente ou bien pis, incohérentes, sous estiment la pandémie et militent cyniquement pour l'ouverture des entreprises, la reprise du travail avant même que la pandémie n'ait atteint son pic. Une telle crise n'est pas neutre. Il n'y aura pas de reprise lorsque le virus aura disparu comme si de rien n'était, comme si on pouvait effacer ces moments pénibles. La mémoire collective est teintée de ces souffrances, les emplois ont chuté, les revenus avec la fermeture de nombre d'entreprises considérées comme non essentielles, les dettes publiques ont gonflé au-delà de ce qui était considéré hier comme raisonnable.

Il sera difficile de refaire le monde d'après comme l'était celui d'hier. C'est néanmoins possible et de nombreux entrepreneurs le réclament. Mais, comme le disait Marx dans le 18 Brumaire en critiquant Hegel, lorsque l'Histoire se répète, c'est « la première fois comme une grande tragédie, la seconde fois comme une farce sordide ».

La recherche de souveraineté perdue se fera probablement dans certains secteurs dits stratégiques, comme la santé, moins dans d'autres comme l'industrie automobile. Elle ne sera ni autarcie ni libre échange, mais davantage un « protectionnisme-protection ». Ce pourra être une souveraineté régionale plutôt que nationale sur certains secteurs. Les frontières entre le marché et l'Etat vont bouger. La place du curseur entre le privé-le public, entre les marchandises et les biens communs, dépendra de l'évolution du Politique après cette tragédie.

Déjà le virus mute en un virus politique. L'Histoire n'est pas écrite mais des tendances œuvrent de manière souterraine, des linéaments, des prémices de bouleversements politiques se font jour. L'apparition d'un populisme d'extrême droite, voire d'un « illibéralisme » menacent. Aussi pour analyser ces possibilités, un retour analytique sur les populismes du XXI<sup>e</sup> siècle devient nécessaire et une analyse approfondie des églises évangéliques sur lesquelles s'appuient nombre d'élus et ce d'autant plus qu'elles sont en forte croissance en Amérique latine. La comparaison avec les mouvements d'extrême droite européens quant à la composition sociale de leur électors ou de leurs adhérents, leurs croyances, leurs rapports à l'autre, aux minorités, aux politiques, à l'importance de l'intervention de l'Etat et à la corruption, leurs traditions culturelles et culturelles réactionnaires voire fondamentalistes, est riche d'enseignements. Avec toutes les nuances qui s'imposent, toutes les églises évangéliques ne sont pas identiques, les adhérents ne sont pas de « petits soldats » obéissants aux directives des autorités religieuses. Il reste que les évangéliques en forte croissance peuvent constituer une « armée de l'ombre », propice à l'avènement d'un populisme d'extrême droite ou de gouvernement « illibéraux » sauf si... Sauf si un renouvellement en profondeur des propositions progressistes est élaboré tenant compte de l'Histoire telle qu'elle s'est déroulée ces trente dernières années. C'est un peu l'objet de ce livre, écrit dans le feu du déroulement de l'Histoire par quelqu'un qui aime particulièrement l'Amérique latine, son deuxième pays.

## Chapitre 1

### Adieu à l'hyper-globalisation ?

Il y a une accélération des épidémies au niveau mondial. Elles ont été multipliées par dix depuis 1940 selon Morand S., écologue au Cirad. L'exploitation sauvage des ressources naturelles, la déforestation effrénée, bouleversent la biodiversité (écosystèmes, plantes, animaux..) avec la mise à mal des milieux naturels. Des animaux sauvages, chassés de leurs habitats naturels et porteurs de virus, entrent en contact avec d'autres animaux. De nouvelles chaînes de transmissions apparaissent, des mutations de virus se font jour, et *via* d'autres animaux transporteurs de virus comme la chauve-souris, des transmissions aux êtres humains deviennent possibles. C'a été le cas pour le SRAS, le sida, l'Ebola et aujourd'hui le SRAS-CoV-2<sup>3</sup>.

Est-ce que cette accélération des épidémies a un lien avec la globalisation des échanges ? La réponse est positive, mais elle n'est pas directe. Il y a certes une forte corrélation entre l'accélération des échanges et celle des épidémies. Pour autant une corrélation n'est pas nécessairement une causalité. Dans ce cas elle l'est directement pour partie et indirectement pour une autre. La déforestation, l'extraction de minerais à l'aide de produits polluants répond à des besoins, en l'occurrence aujourd'hui principalement ceux des pays asiatiques. Elle dégrade la biodiversité. La destruction de l'environnement a un coût non supporté par les pays acheteurs de matières premières, mais a des conséquences dramatiques sur la santé des populations indigènes et environnantes. La globalisation, puis l'hyper-globalisation, se sont traduits par la multiplication des échanges commerciaux, facilités par une réduction sensible du coût des transports maritimes. Le transport maritime des matières premières et des segments de lignes de production éclatés au niveau mondial a également un coût sur l'environnement. Le dégagement de CO<sub>2</sub>, et les effets de serre agissent en effet sur le réchauffement climatique et sur la fragilité des écosystèmes. Enfin la production dans les pays dits de la périphérie de certains segments de lignes de production a pour objectif - ce n'est pas le seul - de réduire les coûts salariaux en bénéficiant de salaires plus faibles et surtout de profiter de conditions de travail interdites

---

<sup>3</sup> Comme le rappelle Mouterde P. (Le Monde du 7 Avril 2020), Quammen D. avait écrit avec force dans le New York Times : « Nous envahissons les forêts tropicales et autres paysages sauvages, qui abritent tant d'espèces animales et végétales – et au sein de ces créatures, tant de virus inconnus. Nous coupons les arbres ; nous tuons les animaux ou les envoyons sur des marchés. Nous perturbons les écosystèmes et débarrassons les virus de leurs hôtes naturels. Lorsque cela se produit, ils ont besoin d'un nouvel hôte. Souvent, cet hôte, c'est nous. »



dans les pays d'origine, que ce soit au niveau des rythmes de production, de durée du travail, de manipulations de produits dangereux pour la santé. Dit autrement la globalisation profite de détournements légaux des codes du travail. Comme pour la fiscalité, les transnationales optimisent ces détournements en jouant sur l'ensemble des codes du travail de la planète, d'autant plus que dans plusieurs pays ceux-ci sont formels et bien peu appliqués. Aussi peut-on considérer que directement et indirectement la globalisation est un véhicule de pandémies possibles. Et dialectique oblige, la pandémie peut impacter fortement la globalisation en révélant l'ensemble de ses fragilités.

La contagion mondiale du virus SRAS-CoV-2 a fortement perturbé les échanges internationaux et nationaux de marchandises. La globalisation des marchandises, telle qu'elle s'est développée, a montré son extrême vulnérabilité macro-économique, a révélé des biais sociaux considérables et des pertes de souveraineté sur des produits stratégiques. La crise actuelle montre combien on est loin des discours officiels sur la « mondialisation heureuse ».

La chute du commerce international s'explique par trois chocs successifs. Le premier a lieu en Asie et plus particulièrement en Chine. La pandémie conduit au confinement, lequel provoque une crise économique. Des segments de la chaîne internationale de valeur ne sont plus produits et exportés. Le second choc se situe dans les pays avancés. Avant même l'apparition de la pandémie, ces pays ne peuvent plus recevoir des produits semi-ouvrés dont leurs entreprises ont besoin. L'industrie automobile, par exemple, utilise le peu de ses stocks disponibles, une fois ceux-ci épuisés, la production cesse. Il en est de même pour d'autres secteurs avec des degrés variables selon l'intensité de leur participation à la chaîne internationale de valeur. La troisième phase débute avec les mesures de confinement prises dans les pays avancés. Celles-ci précipitent fortement une crise économique qui commençait à se développer. La fin de la pandémie en Chine et la reprise de la production ne trouve pas alors suffisamment de débouchés à l'exportation parce que l'entrée en profonde crise des pays avancés réduit massivement leurs demandes d'importations, à l'exception des produits liés à leurs besoins de santé. Ainsi en est-il des produits pharmaceutiques dont les principes réactifs avaient été le plus souvent délocalisés, ainsi que les masques et respirateurs. L'Amérique latine subit d'abord le choc externe de la crise en Chine et la réduction de ses importations de matières premières, ensuite par celle des pays avancés. Le taux de croissance de ses exportations baisse dès 2017. La crise du Covid -19 précipite ce mouvement à la baisse et la croissance de ses exportations devient négative.

Le manque de perspective sur la fin de la crise dans les pays avancés, sa profondeur et les formes possibles de la reprise économique – rebond ou lente récupération – ajoutent à l'incertitude sur l'évolution du commerce international. Certes les pays seront différemment affectés selon leur degré d'ouverture, leur niveaux de concentration de leurs exportations –importations, l'état de leur économie. A la différence de la crise de 2008, la crise actuelle n'a pas une origine financière. Son origine est virale. La crise de l'offre du l'arrêt de la production et de la demande qui la suit de très près, conséquence de la baisse des revenus, l'augmentation de l'épargne de précaution consécutive à la modification des modes de consommation avec le confinement et à la crainte de l'avenir, provoquent une crise économique extrêmement profonde. En Amérique latine elle arrive sur un tissu industriel affaibli par une stagnation de longue durée, voire des crises ouvertes ou latentes. Elle est et sera d'autant plus importante surtout si les politiques contra-cycliques ne sont pas à la hauteur de cet événement

exceptionnel. Elle ne peut être sans conséquence sur le système financier. La succession contagion – chute de la production – appauvrissement – crise financière devient de plus en plus probable à mesure que la crise dans le monde réel s'accroît et dure.

#### Un exemple de vulnérabilité : le Mexique

Le Mexique devrait être profondément affecté par la crise produite par la contagion du covid-19. Il est plus ouvert que les autres pays latino-américains. Ses exportations sont très concentrées sur les Etats-Unis et le Canada, ses importations un peu moins mais une partie croissante de celles-ci provenant de Chine sont destinées, une fois transformées, à être vendues aux Etats-Unis. Début avril, l'OMC prévoyait que les exportations mexicaines devaient chuter de 4,8% en 2020 et son PIB de 6,6%. Cette prévision, optimiste, est depuis revue à la baisse. La Banque du Mexique prévoit ainsi une baisse de 14% de l'activité au second trimestre 2020 et une poursuite de la crise en 2021, la BBVA prévoit une chute du PIB de 12,8% au second trimestre de 2020. (chapitre 3).

Jusqu'en février 2020, les exportations mexicaines vers les Etats Unis croissent. Avec les mesures de confinement prises et la fermeture de nombreuses entreprises, elles régressent fortement. On observe en effet un effondrement des exportations mexicaines en Avril par rapport à mars 2020 : - 40, 9%. Limitées aux seules exportations hors pétrole, cette chute est de -39,4% et en données ajustées (stationnarité), la chute est un peu forte mais elle est tout de même importante : 37,6% et 37,54% respectivement selon l'INEGI.

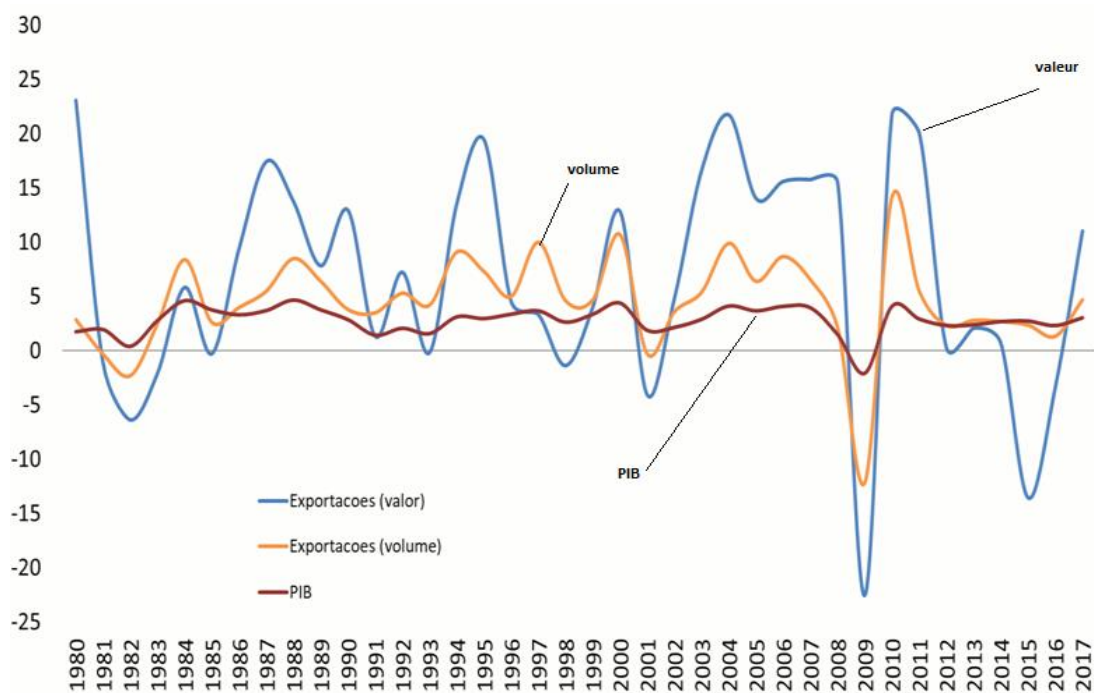
Devant cette chute des exportations, et plus particulièrement celles des *maquiladoras* (entreprises qui exportent vers les Etats-Unis des produits assemblés de l'industrie automobile, de produits électroniques principalement), l'administration américaine fait des pressions sur le gouvernement mexicain pour que les entreprises exportant vers les Etats-Unis reprennent le travail, - alors que le pays est au *pic* de la contagion - et fournissent en produits semi-ouvrés aux entreprises de ce pays. Celles-ci sont en effet devenues très vulnérables des décisions de protection prises au Mexique, devenu le premier partenaire des Etats-Unis au premier trimestre 2020, devant de peu le Canada et de beaucoup la Chine.

## 1. D'une hyper-globalisation à un ralentissement des échanges commerciaux,

### a. D'une hyper-globalisation...

A partir de années 1990 jusqu'à la crise de 2008, le taux de croissance des exportations en valeur croît en moyenne deux fois plus rapidement que le taux de croissance du PIB mondial. Cette croissance est irrégulière sur la période et elle est plus élevée que la croissance en volume de ces exportations ainsi qu'on peut le voir dans la graphique 1. En 2008, du fait de la crise des *subprime* et de sa contagion à l'économie réelle, la croissance en valeur des exportations devient fortement négative, mais dès 2009-2010, le rebond est impressionnant mais dure peu de temps. Cette première période a parfois été caractérisée d'hyper globalisation.

Figure 1 : taux de croissance du PIB mondial, des exportations mondiales, en valeur et en volume, 1980 – 2017

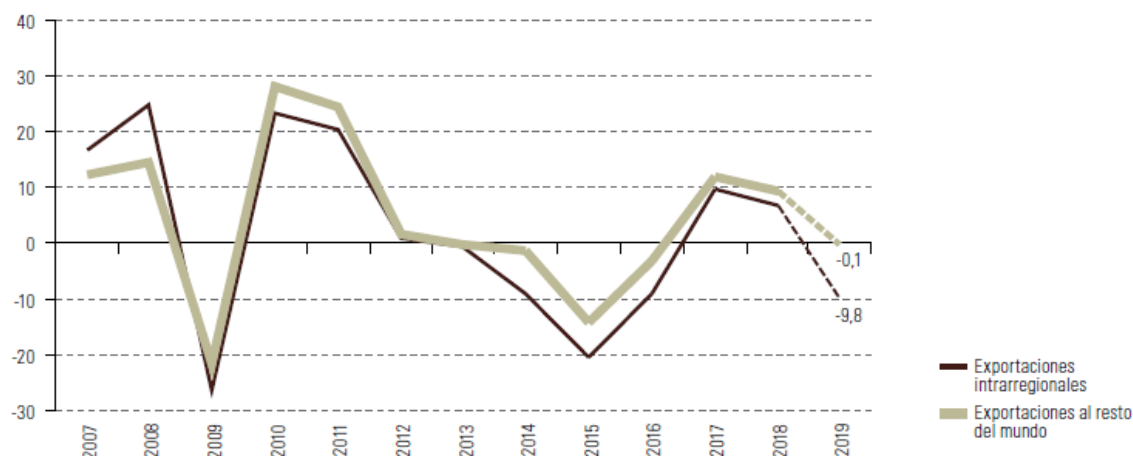


Source : WTR/OMC

#### b. ...à un ralentissement

Commence un phase de ralentissement prononcé de la croissance des exportations en valeur qui s'explique à la fois par la volatilité du cours des matières premières orientées à la baisse pour nombre d'entre elles, par les effets des premières mesures protectionnistes décidées par l'administration Trump, celles en retour de la Chine et enfin le ralentissement de l'économie chinoise. La croissance des exportations mondiale ne dépasse plus celle du PIB mondial. En Amérique latine, la contrainte externe réapparaît avec plus ou moins de force. Les exportations sont plus chaotiques, le solde de la balance des comptes courants est plus ou moins négatif selon les pays et les entrées de capitaux peinent à compenser ces déficits.

América Latina y el Caribe: variación anual del valor de las exportaciones intrarregionales y al resto del mundo, 2007-2019<sup>a</sup>  
(En porcentajes)



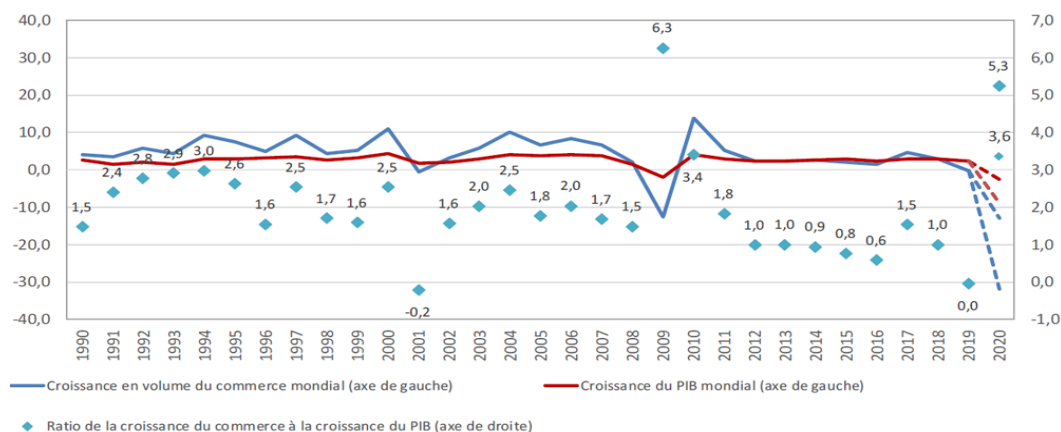
Fuente: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), sobre la base de información oficial de los bancos centrales, las oficinas de aduanas y los institutos nacionales de estadística de los países.

<sup>a</sup> Las cifras para 2019 son proyecciones.

Source Cepal, 2019, Perspectivas del comercio internacional de America latinal y el Caribe, p.18

En 2020 les premiers effets de crise provoquée d’abord par la pandémie en Chine (arrêt brutal des entreprises, chute très importante du PIB chinois, de ses exportations et importations) puis de la contagion de la pandémie au niveau mondial, d’abord en Europe, ensuite aux Etats-Unis et en Amérique latine, les exportations mondiales chutent très fortement ainsi qu’on peut le voir dans le graphique 2

Figure 2 : croissance en volume du commerce mondial et taux de croissance du PIB mondial



source : données OMC

## 2. Dans les années 1990, l’éclatement international de la chaîne de valeur entraîne une plus grande vulnérabilité et une perte de souveraineté dangereuse

Dans les années 1990 et surtout 2000, on assiste à un bouleversement de la division internationale du travail. Dans les économies latino-américaines, avec la montée en puissance de la demande de matières premières de la Chine en forte croissance, leurs cours et leurs volumes exportés augmentent considérablement. Les pays latino-américains pourvus de richesses naturelles se spécialisent à

nouveau dans la production et l'exportation des matières premières. Ce faisant leur contrainte externe se relâche et leurs importations de produits manufacturés progressent fortement au détriment de leur industrie nationale de moins en moins compétitive. Elles se reprimarisent très rapidement<sup>4</sup> et dans le même mouvement se désindustrialisent. Cette nouvelle insertion dans la division internationale du travail n'est pas cependant un retour en arrière. A la différence du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècles, les techniques de production sont sophistiquées. La main d'œuvre est salariée le plus souvent. Mais à l'égal de cette période, celle d'aujourd'hui est éminemment polluante et détruit et l'environnement et affecte la santé des salariés et des paysans avoisinants.

#### *Un cas type de reprimarisation : l'Argentine*

L'Argentine a des ressources naturelles moins diversifiées que celles du Pérou ou du Brésil et exporte pour l'instant surtout du soja en espérant demain exporter également du gaz de schistes et accroître celles des minerais.

L'Argentine ne suit pas le parcours emprunté par les pays asiatiques, elle se spécialise sur les produits de rente au détriment de son tissu industriel. La valeur ajoutée par tête de son industrie baisse de manière absolue (-0.43%) alors qu'elle augmente sur la même période de 1235% en Chine et de 1230% en Corée du sud entre 1975 et 2001. Avec la présidence de N. Kirchner (2003-2007) puis, plus modestement, avec celle de Cristina Kirchner 1 (2007-2011), l'industrie connaît un certain essor mais dans l'ensemble, sur longue période, on est en présence d'une désindustrialisation précoce (chapitre 2). Le constat est implacable. Le parcours économique de l'Argentine ne lui permet pas de s'insérer de manière positive dans la division internationale du travail (Albrieu et *alii*, 2015). La reprimarisation de son économie a favorisé une désindustrialisation précoce et une léthargie de la croissance (Salama P., 2012).

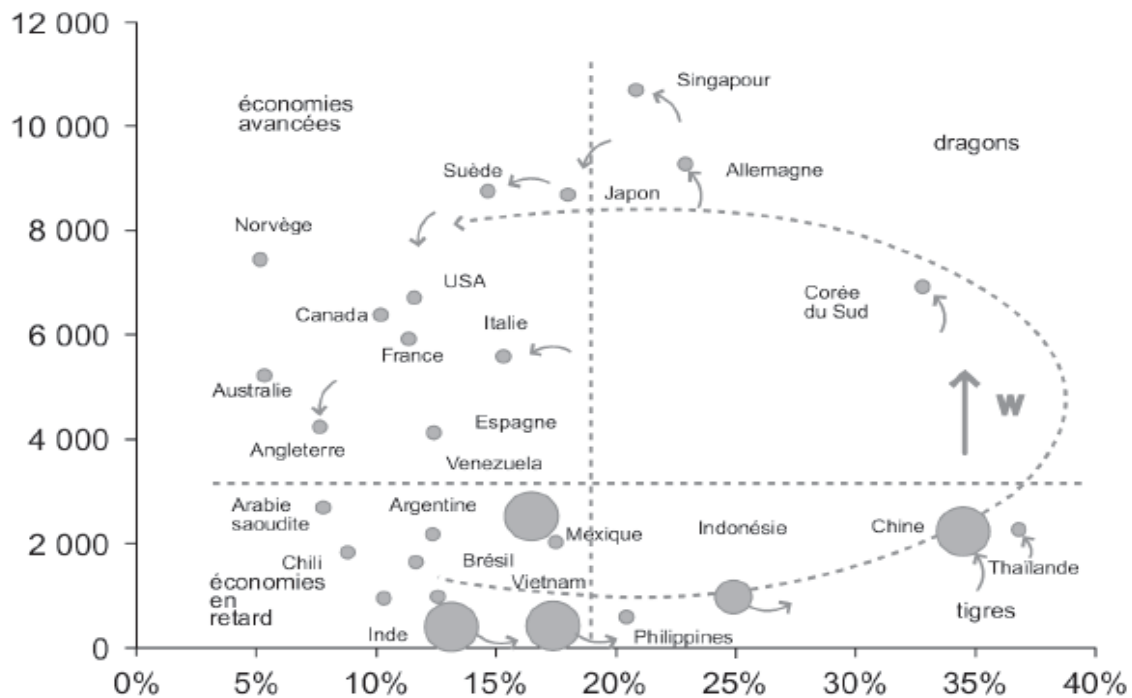
Nombre de pays asiatiques ont connu ces quarante dernières années une industrialisation rapide et un taux de croissance élevé. A l'inverse, les pays latino-américains sont restés quasi figés dans le quadrant où se trouvent les pays attardés : faible densité industrielle par tête, faible ratio valeur ajoutée de l'industrie sur PIB. Mieux, ce rapport a régressé, et la croissance est restée modeste alors qu'ailleurs elle augmentait. Ainsi au lieu de prendre le chemin emprunté par les tigres puis les champions

<sup>4</sup> Les exportations de produits manufacturés s'élevaient à 51% de l'ensemble des exportations en 2006 au Brésil - 70% pour les importations-, les autres exportations étant composées de produits agricoles et de matières premières (mines et combustibles). Un peu plus de dix ans plus tard, en 2017, les exportations de produits manufacturés s'élèvent à 36% -74% pour les importations- (source IEDI, n°892, 2018). A l'inverse, au niveau mondial, les exportations de produits manufacturés s'élèvent à 70% de l'ensemble des exportations en 2017, auxquels il faut ajouter 12% correspondant à la catégorie « autres produits manufacturés, selon l'OMC. Enfin, 80% des exportations mondiales sont effectuées par les dix pays parmi lesquels on trouve le Mexique en queue de peloton qui s'est lui, moins riche en matières premières, spécialisé dans les exportations de produits industriels. Cependant, à la différence de nombre de pays asiatiques, le Mexique et les pays d'Amérique centrale se sont cantonnés pour l'essentiel à des activités d'assemblage à l'exception en partie de certains secteurs comme l'industrie automobile où le nombre d'équipementier a augmenté grâce, non pas à une politique industrielle mais à la venue d'entreprises transnationales. L'ouverture croissante n'a pas eu d'effets positifs sur la croissance, les effets multiplicateurs sur le PIB étant de ce fait faibles ce qui explique que parmi les grands pays latino-américains, il ait été celui dont la croissance a été la plus faible ces vingt-cinq dernières années (voir chapitre 2). La complexification de son tissu industriel est également faible et ou/bien apparente et trompeuse comme on peut le constater lorsqu'au lieu de considérer les exportations brutes, on prend seul en compte la valeur ajoutée exportée.

favorisant leur industrie, les pays latino-américains sont restés... sur place alors que les pays asiatiques les pays asiatiques progressent en misant sur l'industrialisation fondée de plus en plus sur des produits de haute technologie et des exportations de produits complexes<sup>5</sup>.

Figure 3 :

**Positionnement des économies d'Amérique latine**  
(poids du secteur manufacturier par rapport au PIB en abscisse et densité industrielle, en valeur ajoutée, en dollars par habitant en ordonnée, configuration pour 2013)



Source : Albrieu et al. (2015).

<sup>5</sup> Les exportations ont deux caractéristiques : leur ubiquité et leur diversification. L'ubiquité dépend de la rareté, laquelle dépend soit des ressources naturelles que le pays a ou n'a pas, soit de la capacité à produire des biens sophistiqués que seuls quelques pays peuvent faire. Afin d'isoler cette dernière et construire un indicateur de complexité, on cherche à utiliser la diversité des exportations pour mesurer le degré d'ubiquité et donc de complexité. Donnons un exemple : le Pakistan et Singapour ont un PIB semblable et exportent chacun 133 grands produits, la diversité de leurs exportations est donc semblable, mais les produits exportés par le Pakistan le sont également par 28 autres pays, dont les exportations sont par ailleurs peu diversifiées. Tel n'est pas le cas de Singapour : seuls 17 autres pays exportent des produits semblables aux siens et leurs exportations sont très diversifiées. Le degré de complexité de l'économie de Singapour est donc plus élevé que celui du Pakistan, dont le revenu par tête est largement inférieur. La complexité d'une économie dépend de l'effort effectué en recherche développement, plus celui-ci est élevé, plus la probabilité que l'économie puisse produire des produits complexes est élevée. Le degré de complexité des exportations latino-américaines est faible et décroissant, à l'inverse de ce qu'on observe dans de nombreux pays asiatiques. Hausmann R., Hidalgo C. et alii (2014), *The Atlas of Economic Complexity, Mapping Paths to Perspectives*, Center for International Development, Harvard University, Harvard Kennedy School, Macro Connections MIT Media Lab

a. La chaîne de valeur s'internationalise : les segments d'une ligne de production s'externalisent dans différents pays pour tout un ensemble de secteurs productifs.

A lieu d'avoir une relation entre deux acteurs, le donneur d'ordre à sa filiale ou à un sous-traitant à l'étranger, on passe à une relation entre un acteur, le donneur d'ordre, et « n » acteurs, situés dans différents pays, au Sud et au Nord, filiales et ou sous-traitants locaux. La chaîne de valeur est dès lors, éclatée dans différents pays, elle s'internationalise. En même temps tendent à se développer plus ou moins rapidement selon les secteurs, des modifications importantes à la fois dans l'organisation industrielle (stocks minimum et généralisation du « *just in time* »), l'organisation du travail (montée du *toyotisme* au détriment du *fordisme*) et dans les conditions de travail (flexibilité accrue, contrats précaires), et enfin dans les rapports des managers vis-à-vis des actionnaires.

L'entreprise mère, transnationale, gagne en termes d'efficacité, de baisse de coûts, mais devient de plus en plus dépendante et vulnérable de ses fournisseurs. Elle ne contrôle pas les paysages macroéconomiques et macro politiques où opèrent ses fournisseurs. C'est pourquoi, dans le choix des pays et dans le but de minimiser les risques, le critère de la solidité des institutions gagne en importance. On sait cependant qu'il a suffi d'une pandémie pour paralyser l'entièreté des chaînes de production et provoquer une crise économique majeure au niveau mondial.

Cette mutation a été rendu possible grâce à la fois au développement d'internet, à la baisse du coût des transports, et aux capacités de certains pays asiatiques d'adapter leur offre très rapidement aux brusques changements de la demande mondiale. Alors que les dragons asiatiques (Corée du sud, Taïwan, Singapour) avaient initié ce processus pour un nombre réduit de produits dans les années 1980 et début des années 1990, la Chine, par sa dimension et ses capacités liées à sa taille, l'élargit et devient ce qu'on a pu appeler « l'atelier du monde ». Comme la Corée du Sud, Taïwan hier, la Chine monte en gamme progressivement, délaisse les produits à forte intensité en travail peu rémunéré, les plus simples à fabriquer ou à assembler, les réservant à de nouveaux venus asiatiques comme le Bangladesh, le Vietnam, pour s'inscrire sur des produits à plus forte intensité capitaliste, et à contenu en Recherche et développement plus élevé.

Tableau 1 : Commerce internationale de produits manufacturés, exportations et importations en milliards de dollars, rang et pourcentage par rapport au commerce mondial de ces produits, 2017

Pays	Rang	exportations	En %	Pays	Rang	importations	En %
Chine	1	2.125	16.8	EUA	1	1.874	14.8
Allemagne	2	1.263	10	Chine	2	1.152	9.1
EUA	3	1.127	8.9	Allemagne	3	887	7
Japon	4	604	4.8	Hong – Kong	4	511	4
Corée du Sud	5	511	4.1	France	5	478	3.8

Mexique	10	333	2.6	Mexique	10	330	2.6
Brésil	30	77	0.6	Brésil	30	112	0.9

Source : Carta IEDI, n°892, 2018 à partir des données de l'OMC

### *Eclatement international de la chaîne de valeur : un exemple parmi d'autres, celui de Apple*

Il était indiqué dans les premiers *Iphone* d'Apple qu'ils étaient «*Made in China* ». Aujourd'hui on peut lire «*Assembled in China* » plus proche de la réalité. L'*I phone* d'Apple est en effet conçu aux Etats-Unis dans ses bureaux de recherche. Sa production nécessite l'extraction et la transformation de matières premières telles que le lithium, le cuivre, le cobalt, provenant de deux pays africains (la République démocratique du Congo et la Zambie), la Chine, l'Australie, le Brésil et le Chili). Les composants (écrans, mémoires, gyroscope, batteries, processeurs et circuits imprimés) sont produits aux Etats-Unis, en Europe, au Japon, en Corée du sud et en Indonésie), l'assemblage enfin est effectué en Chine surtout par des entreprises Taiwanaises (Foxconn, Pegatron).

Ce ne sont pas seulement les biens sophistiqués qui sont concernés par les chaînes internationales de valeurs, mais également des produits relativement simples comme le vélo électrique « produit » au Vietnam par Pedatron.



source Banque Mondiale, 2020, Trading for development in the age of

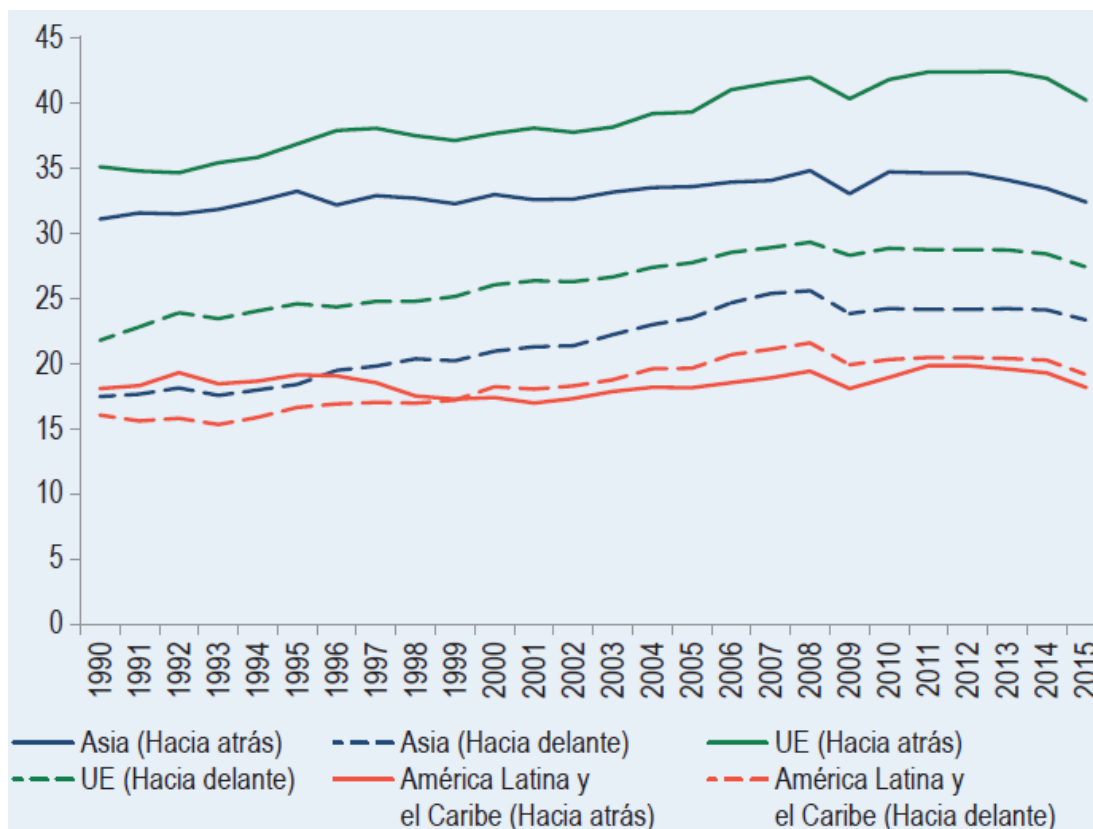
global value chains, p.120

b. *Les échanges de biens industriels Sud – Sud se sont développés. Cependant, les pays latino-américains, en général, ont peu participé au processus d'éclatement de la chaîne de valeur.*

Selon la Cepal, en 2015, les exportations de l'Union européenne entrant dans les chaînes internationales de valeur étaient les plus faibles en Amérique latine lorsqu'on les compare à celles des Etats-Unis, de l'Union Européenne, et de l'Asie. Il est intéressant à la fois de distinguer 1/ les participations dans cette chaîne selon la part de la valeur ajoutée étrangère dans la production nationale destinée à l'exportation (désignées comme arrières) ou bien, selon le pourcentage de la valeur ajoutée interne dans les exportations étrangères (désignées par devant) ; 2/ selon que ces exportations sont intrarégionale OU extrarégionale ou extrarégionale.

Participation dans la chaîne internationale de valeur, en pourcentage des exportations nationales et étrangères, 1990-2015





Source BID, 2019, *Desarrollo en las Americas, de promesas a resultados en el comercio internacional*, sous la direction de Mosquita Moreira M et Stein E., à partir des calculs de Blyde et Trachtenberg, 2019, p.57

Participation dans la chaîne internationale de valeur, en pourcentage, intra et extrarégionales, 2015

	Par derrière			Par l'avant		
	Intra régionale	extrarégionale	total	Intrarégionale	extrarégionale	Total
Union Européenne	25	15	40	22	6	28
Asie	18	14	32	15	8	23
Amérique latine	4	12	16	3	14	17

Source BID op. cit, p.58

On observe 1/ que la part des exportations de l'Amérique latine dans la chaîne internationale de valeur est plus faible relativement à celles d'autres régions et croit faiblement sur la période 1990-2015, que ce soit par « derrière » ou par « devant » ; 2/ que le commerce intrarégionale est faible relativement. L'Amérique latine participe relativement peu à la chaîne internationale de valeur, L'essor du commerce sud-sud n'est pas ou peu de son fait mais plutôt des pays asiatiques entre eux. Enfin, ses exportations servent pour une part à enrichir en valeur ajoutée les exportations des pays les recevant. On sait en effet que lors des négociations avec la Chine, celle-ci cherche à importer des matières premières peu ouvrées, un peu comme le pratiquait le Royaume Uni au XIX<sup>e</sup> siècle, pour les enrichir ensuite soit pour son marché interne soit et pour ses exportations.

c. Nouvelles vulnérabilités en Amérique latine?

L'Amérique latine, à l'exception du Mexique, serait-elle moins vulnérable parce que moins exposée au commerce international et peu engagée dans l'éclatement international de la chaîne de valeur? *Ce n'est pas le cas*. A cette vulnérabilité, moins élevée que pour d'autres pays, s'ajoute une autre vulnérabilité : celle de s'être à nouveau spécialisé sur la production de matières premières dont les volumes exportés et les prix dépendent essentiellement de la croissance des pays asiatiques. Il suffit que celle-ci fléchisse pour que les volumes et les prix baissent. A la différence des produits manufacturés dont les exportations dépendent certes de la conjoncture internationale, mais dont l'essor dépend également et surtout de la compétitivité, de la capacité de monter en gamme et de bénéficier d'élasticité de la demande par rapport au revenu plus élevées.

L'hyper globalisation par le haut, celle des échanges de marchandises et de capitaux, s'étend des années 1990 à 2008 environ. La Chine, le Bangladesh..., et le Mexique, sont devenus des « ateliers du monde ». Les firmes multinationales se sont installées dans ces pays, ou ont cherché des sous-traitants locaux pour produire dans des conditions de travail non décentes des marchandises au coût le plus bas possible, ne respectant ni la sécurité des travailleurs ni l'environnement. Ce processus est légal si on s'en tient aux législations, tant sur le travail que sur l'environnement, de ces pays. Cependant, il est à l'origine d'un *contournement du droit* dans les pays avancés, car produire dans les pays avancés dans les conditions de travail et de respect de l'environnement en vigueur dans des entreprises situées dans des pays moins avancés serait complètement illégal. *Le légal s'entrelace avec l'illégal, prohibé dans un pays mais autorisé dans un autre*. Cette optimisation des codes du travail à une échelle internationale est à l'origine des gains substantiels<sup>6</sup>.

Ce n'est pas la seule raison pour laquelle les firmes multinationales procèdent à l'éclatement internationale de leur chaîne de production. Quelques pays maîtrisent des technologies nouvelles, comme la production des puces (Taïwan, Corée du sud). Produire des puces de dernière génération nécessite des investissements colossaux, de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards de dollars où les économies d'échelle (de dimension) sont extrêmement importantes, aussi peut-il être rentable de faire appel aux entreprises les produisant. C'est le cas d'Apple par exemple (cf. encadré). Mais la production de ces puces se fait également grâce à des inputs produits dans d'autres pays.

La recherche d'optimisation fiscale pousse à installer des filiales à l'étranger, à établir des accords avec des firmes locales dans les pays dans lesquels les taux d'impositions sont attractifs.

Sans aller jusque la production des produits ultra sophistiqués, quelques pays constituent des chainons de la chaîne internationale de valeur parce qu'ils se sont spécialisés sur certains produits à haute

---

<sup>6</sup> La globalisation par le haut appelle une globalisation par le bas, celle des comportements des individus, surtout dans les pays en voie de développement. Le brouillage entre l'illicite et le licite devient d'autant plus important que la globalisation par le haut progresse, l'illicite dans les pays avancés étant licite dans les pays en développement. L'illicite est alors subjectivement estimé comme légitime et de fait légal et ouvre la voie à l'essor de la contrebande, des copies (CD, DVD, appareils électroniques ou de luxe, etc) dans de vastes marchés comme celui de Tepito à Mexico. Comme les sociétés sont loin d'être inclusives et que nombre de personnes ne se reconnaissent pas dans l'Etat, absent de toute une série de services publics, incapable de faire régner le droit, de poursuivre les meurtriers, de connivence souvent avec le narcotrafic, les pauvres, qui ne doivent leur survie qu'à ce titre d'emploi, ne peuvent comprendre en quoi cet emploi peut être illégitime parce qu'interdit. La légitimité de leurs emplois repose sur sa capacité à faire survivre ces travailleurs et non sur des catégories légales versus illégales, catégories apparaissant de plus en plus abstraites avec l'essor de la globalisation. Voir Mathews G, Lins Ribeiro G., Alba Vega C (sour la dir.de), 2012, *Globalization from below, The World's other Economy*, Routledge

composante recherche. L'éclatement international de la chaîne de valeur repose donc sur un ensemble de considérants que ce soit la main d'œuvre peu qualifiée et peu coûteuse, qualifiée mais moins coûteuse que dans les pays avancés, les conditions de travail, les technologies, les spécialisations, la fiscalité, les infrastructures parfois. Ces processus d'optimisation sont la clé de la réussite en termes de rentabilité, mais aussi le talon d'Achille. Il suffit qu'un des maillons, disposant d'une situation de quasi-monopole, fasse défaut, pour que le système dans sa totalité soit paralysé. De nouvelles dépendances sont ainsi créées, et donc de nouvelles vulnérabilités.

Leurs économies latino-américaines se sont certes un peu ouvertes mais au final elles restent encore relativement fermées à l'exception du Mexique et quelques pays d'Amérique centrale. Leur poids dans les exportations mondiales est faible et reste stable, toujours à l'exception du Mexique. C'est dire que leur ouverture s'est faite au rythme moyen de l'ouverture mondiale. Le poids relatif des exportations brésiliennes dans les exportations mondiales est ainsi passé de 1% à 1,2% de 1980 à 2012, alors que celles de la Chine passaient de 1% à 12% entre les mêmes dates.

Cependant, dans l'ensemble les pays latino-américains ont pu davantage s'ouvrir à l'extérieur sans que ne pèse la contrainte externe comme par le passé, grâce aux gains procurés par l'exploitation de matières premières vers la Chine principalement, ce qui leur a permis d'importer davantage de biens manufacturés. Cette phase semble terminée et les contraintes externes réapparaissent avec force dans des économies devenues moins industrialisées et plus vulnérables aux évolutions des volumes exportés et des prix des matières premières.

### **3. Hyper-globalisation et fragmentations au sein des nations**

#### **a. Pays et fragmentation territoriale**

Les termes de « gagnants » et de « perdants », sont souvent utilisés dans la littérature économique. Les pays qui « gagnent » seraient ceux qui connaissent une augmentation de leur participation dans le commerce mondial et inversement. Quelques pays, surtout asiatiques, accroissent leur participation relative dans le produit intérieur brut mondial entre 1980 et 2018. A l'inverse, les pays d'Amérique latine ont vu leur part décroître de plusieurs points, nous l'avons vu.

Considérer que des pays puissent être gagnants et d'autres perdants est un raccourci pouvant prêter à confusion. La globalisation s'accompagne de fragmentations territoriales au sein des Etats/Nations. Les nations sont en effet composées de territoires où se concentrent les gains venant de la mondialisation et d'autres où ce sont plutôt les pertes qui prédominent et inversement. La globalisation produit donc des conséquences négatives sur le tissu industriel et le marché du travail y compris dans les nations qui sont apparemment gagnantes par la mise en concurrence généralisée, notamment des législations.

Dans les territoires qui gagnent avec la mondialisation la proportion de ceux qui connaissent une évolution favorable de leurs salaires est plus importante que dans les territoires qui perdent. Chez ces derniers, il y a en termes relatifs davantage d'emplois peu qualifiés et peu rémunérés, des menaces sur l'emploi, une précarisation plus forte que dans les régions qui « gagnent ». Dans les territoires qui perdent avec la globalisation se produit une désindustrialisation - désertification plus importante que dans ceux qui gagnent faute de capacité de mutation de l'appareil industriel et de demande d'emplois

suffisamment qualifiés. Les conséquences peuvent être tragiques : disparition d'entreprises dans une ville<sup>7</sup>, difficultés accrues de trouver un emploi sauf à déménager dans les pires conditions (leur maison ayant perdu en général de sa valeur), difficultés accrues également à cause de l'âge, d'une insuffisance de qualification et de la préférence des entreprises d'embaucher des jeunes. Reste alors dans les pays d'Amérique latine, le plus souvent, que la recherche d'emplois informels, parfois de stricte survie.

#### b. Ouverture peu ou prou contrôlée, des vertus mythiques du libre échange

Avec la globalisation commerciale, on assiste à une reconfiguration de l'industrie mondiale. Dans la plupart des pays asiatiques le poids de l'industrie croît relativement aux PIB. Le rôle de l'Etat comme « développeur » de l'industrie est important et nombre de ces pays ont initié une forte croissance en devenant des « ateliers du monde », produisant des biens à faible technologie, à contenu de travail peu qualifié et peu rémunérés importants, pour ensuite monter progressivement en gamme et produire des biens plus intensifs en capital utilisant une main d'œuvre plus qualifiée et des technologies de plus en plus modernes. Ainsi que nous l'avons indiqué, en Amérique latine on assiste dans la plupart des pays à une reprimarisation des activités couplée d'une désindustrialisation dite précoce, dans d'autres, à un essor des exportations industrielles sans que cela ait des effets positifs sur la croissance (*cf. supra*, chapitre 2). Dans les pays avancés, la globalisation précipite un processus de désindustrialisation déjà engagé sauf en Allemagne.

Nous ne tirons pas de conclusions sur les avantages supposés du libre échange sur la croissance ainsi qu'on le fait souvent dans les institutions internationales. Celles-ci ont cru voir dans l'ouverture croissante aux échanges internationaux la cause du dynamisme de la croissance et à l'inverse la faible ouverture la cause première de la faible croissance en Amérique latine. Cette relation est contestée non seulement théoriquement, mais aussi factuellement. Dans leur approche théorique ainsi que dans leurs analyses descriptives, il manque une variable entre l'ouverture et la croissance : celle du rôle joué par l'Etat (Salama P., 2006<sup>8</sup>, pour une présentation de la littérature, pages 87-112 et pour une analyse historique, voir Bairoch<sup>9</sup> P., 2005).

La thèse liant la croissance tirée par l'exportation au jeu libre des forces du marché a, de prime abord, l'attrait de l'évidence. Pour ses partisans, adopter une politique économique volontariste visant à substituer des importations par la production locale favoriserait l'économie de rente (*rent seeking*), l'excès d'État et la bureaucratie, le clientélisme et la corruption et conduirait à une allocation non optimale des ressources. L'observation historique révèle pourtant que les grandes périodes d'industrialisation en Amérique latine, mais aussi en Asie, ont été caractérisées par une intervention conséquente de l'État<sup>16</sup> – certes accompagnée de corruption et de clientélisme, phénomènes qui ne constituent pas pourtant nécessairement une entrave à l'industrialisation. Quel que soit le jugement de valeur qu'on peut porter sur de telles pratiques, force est d'observer qu'en deçà de certains seuils – au-delà desquels le fonctionnement de l'économie est très gravement altéré, au profit du seul enrichissement personnel des maîtres de la rente –, elles peuvent favoriser la croissance et constituer un mécanisme de légitimité grâce à la redistribution

<sup>7</sup> Il suffit d'aller dans plusieurs endroits du Grand Buenos Aires pour observer nombre de terrains en friche, traces d'entreprises aujourd'hui disparues

<sup>8</sup> Salama P., 2006, *le défi des inégalités, Amérique latine/Asie : une comparaison économique*, La Découverte

<sup>9</sup> Bairoch P., 1994, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte.

L'économiste américain d'origine malaise Wing Thye Woo, [in Akkerman et Teunissen, 2004<sup>10</sup>], a analysé de manière critique les fondements théoriques de la relation positive établie par le courant orthodoxe entre libéralisation commerciale et croissance, en particulier dans la comparaison entre les performances économiques asiatiques et latino-américaines. Il y a une intervention de l'Etat en Asie, mais les effets négatifs de celle-ci sont neutralisés, ce qui n'est pas le cas des pays latino-américains.

La démonstration repose sur trois piliers : a) la moyenne des droits de douane était moins élevée en Asie qu'en Amérique latine ; b) l'écart type de ces droits était plus élevée en Amérique latine qu'en Asie, ce qui signifierait que l'intervention de l'État dans le premier cas avait un caractère « intempestif », et que moins de marché se traduit par moins d'efficacité et davantage de gagnants et de perdants qu'en Asie<sup>11</sup> ; c) en Asie, le taux de protection effectif était approximativement le même que le taux d'aides aux exportations, alors qu'en Amérique latine le premier taux l'aurait emporté largement sur le second. La proximité des taux en Asie produirait un effet semblable à l'absence des taux, les deux effets produits par ces taux s'annulant, ce qui ne serait pas le cas en Amérique latine. Dans les pays d'Asie, le jeu des forces du marché serait retrouvé, ce qui expliquerait la vivacité de leur croissance, alors que dans ceux d'Amérique latine, l'intervention de l'État freinerait la croissance en privilégiant le marché intérieur.

Wing Thye Woo critique fortement ce dernier point et démontre son caractère erroné : la proximité des taux de protection des importations et des taux de subvention aux exportations, observée dans les économies asiatiques, n'est pas suffisante pour conclure à la neutralisation des effets de ces deux taux et déduire que les économies asiatiques connaissent une croissance élevée grâce au *free trade*, à l'inverse des économies latino-américaines. (pour une démonstration à l'aide d'un petit modèle voir Salama P, 2006, p.92 et suivantes). Ce qui fait que la croissance puisse être alimentée par celle de la production des biens *tradable* au détriment des autres biens est que la première a une valorisation plus élevée – grâce à une politique d'appui à ce secteur – que la seconde, plus archaïque, représentée en général par l'agriculture non modernisée, de subsistance. Dès lors, toute politique industrielle visant à l'expansion de la première, par le biais de subventions sélectives et temporaires, peut être favorable à la croissance. La conclusion est donc exactement à l'inverse de celle tirée par les auteurs du courant dominant (*mainstream*) : ce n'est pas l'allocation optimale produite par le libre jeu du marché qui explique la forte croissance, mais un combiné d'intervention de l'État et des forces du marché.

L'ouverture peut être contrôlée par une politique industrielle. C'est ce que firent et font encore les pays asiatiques. A l'inverse, l'ouverture, sans politique industrielle, sans contrôle, peut ne pas favoriser la croissance, c'est ce qui s'est passé au Mexique, par exemple.

#### **4. De l'essoufflement de la globalisation à l'effondrement des échanges**

Depuis 2008 la globalisation s'essouffle. Les exportations mondiales croissent désormais à un rythme proche de celui du PIB mondial. Des mesures protectionnistes se multiplient depuis 2012. Avec, l'accession de Trump à la présidence des Etats-Unis (2017), elles tendent à se généraliser. L'objectif est de freiner la montée en puissance de la Chine, de réduire le déficit abyssal des échanges commerciaux, de relocaliser des entreprises aux Etats-Unis et de fournir des emplois et des revenus à

---

<sup>10</sup> in Akkerman et Teunissen, 2004, *Diversity in Development. Reconsidering the Washington Consensus*, Fondad, La Haye.

ceux qui ont souffert de la fragmentation provoqué par l'hyper-globalisation. Cette guerre commerciale est source de dangers multiples pour l'Amérique latine et l'Europe : les mesures annoncées par l'administration américaine appellent en effet des contre-mesures, lesquelles incitent à surenchérir. A la différence du jeu d'échec où les règles sont fixées et où les joueurs peuvent prévoir les réactions possibles à leur décision et les moduler en fonction de celles-ci, ici les règles ne sont pas fixées et le « jeu » peut vite déraiser et ce d'autant plus que le « jeu » ne met pas face à face deux acteurs (Etats-Unis et Chine) mais plusieurs acteurs dont l'Europe, le Japon et bien sûr les autres pays : les effets sur les uns se répercutent sur les autres, soit directement – la Chine par exemple cherchant à trouver de nouveaux débouchés à ceux rendus plus difficiles aux Etats-Unis, soit indirectement via la baisse de la croissance, la montée du chômage, les crises politiques alimentant le populisme de droite. Avec la pandémie, la guerre commerciale avec la Chine est relancée et s'approche du point de non- retour menaçant de se transformer en une crise financière, la Chine étant créancière des Etats-Unis<sup>11</sup>. Affaiblie, l'Amérique latine est peu préparée pour faire face à tous ces défis.

a. La pandémie provoque une chute considérable des échanges.

L'ironie de l'Histoire est que la crise de la globalisation est arrivée là où aucun économiste, aucun sociologue, aucun politique<sup>12</sup> ne l'avaient prévue. Aucun, à la différence de plusieurs virologues, épidémiologistes et écologues. Même si dès à présent certains tentent de faire croire qu'eux l'avaient prévue. Certes, qu'elles viennent de droite, souvent extrême, ou de gauche, les critiques de la globalisation étaient nombreuses. Certains mettant en avant leur conception de la nation, préconisaient un retour au protectionnisme qui, parfois, pouvait s'apparenter à de l'autarcie. D'autres, plutôt de gauche et issus des rangs écologistes, plaidaient pour un altermondialisme, refusant les frontières, recherchant la coopération entre Etats pour imposer des normes éthiques (comme le travail décent) et environnementale beaucoup plus rigoureuses. Mais aucun ne pouvait penser que les formes nouvelles prises par la globalisation, à savoir l'éclatement international de la chaîne de valeur de la production, pouvait à ce point fragiliser les différentes économies au point de les rendre extrêmement vulnérables. *Il a suffi d'une pandémie pour que d'un coup d'épaule le système économique actuel s'effondre par des*

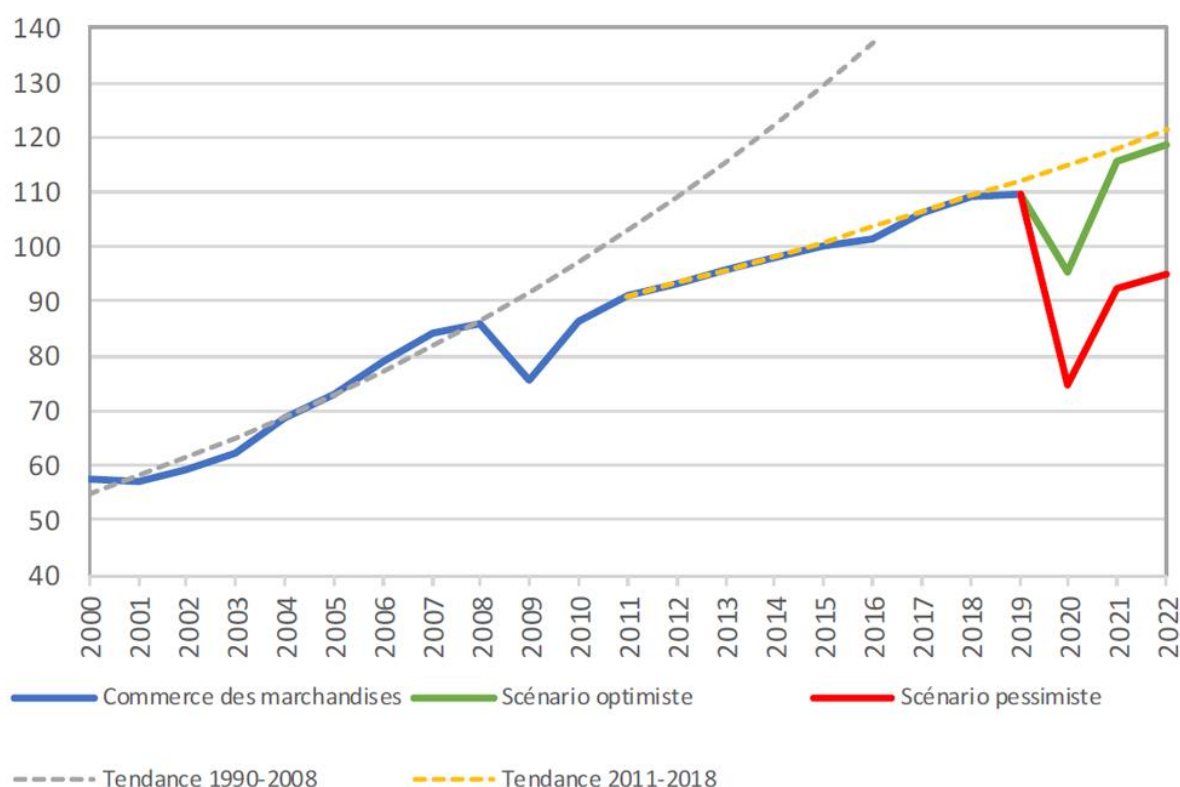
---

<sup>11</sup> Comme l'écrit le *Financial Times* du 8 mai 2020: « Il est de plus en plus évident que 2006 a été l'année de pointe de la mondialisation. À l'époque, ce n'était pas le cas. Mais depuis lors, l'histoire a été celle d'un plateau incliné vers le bas après la crise financière de 2007-2008, suivie d'un ralentissement plus marqué après l'élection de Donald Trump, qui s'est transformé en une crise bien plus grave, aujourd'hui la première pandémie véritablement moderne. Dans l'ensemble, l'effritement du mondialisme devrait être une source de profonde inquiétude. Si vous voulez savoir ce qui est bon dans le mondialisme, vous devriez le mesurer à ses ennemis : des hommes comme Trump, Viktor Orban et Jair Bolsonaro. Ils veulent un monde de nationalismes à somme nulle qui laissera tout le monde dans une situation pire et moins sûre, mais qui renforcera leurs propres pouvoirs nationaux. « L'Amérique d'abord » alimente la « Chine d'abord » et vice versa. ... La dé-intégration mondiale (accent mis sur le trait d'union) était déjà en cours. C'était suffisamment évident pour que je l'écrive il y a six ans. Trump et maintenant le Covid-19 ont considérablement accéléré son cours...il rendra le monde moins sûr » (traduit de l'anglais pas PS)

<sup>12</sup> A l'exception notable de Al Gore, ancien vice-président des Etats-Unis, et aussi de Bill Gates et de sa fondation. Certes les critiques à la globalisation étaient nombreuses, qu'elles viennent de droite, souvent extrême, ou de gauche. Certains, mettant en avant leur conception de la Nation, préconisaient un retour au protectionnisme qui parfois pouvait s'apparenter à de l'autarcie, d'autres, plutôt de gauche et verts, plaidaient pour un altermondialisme, refusant les frontières, recherchant la coopération entre Etats pour imposer des normes éthiques (travail décent) et environnementale beaucoup plus rigoureuses.

*effets en chaîne se nourrissant les uns des autres.* L'incapacité de fournir ici des segments de produits d'une chaîne de valeur internationale dispersée au gré de faibles coûts de main-d'œuvre, entraîne ailleurs, c'est-à-dire dans d'autres pays, des arrêts de la production plus ou moins importants, une augmentation du chômage et, de ce fait, une baisse de la demande précipitant une dépression économique. Ce battement d'ailes du papillon révèle surtout que la désindustrialisation, le symétrique de cette globalisation, la perte considérable de souveraineté, notamment et surtout dans l'industrie pharmaceutique, ne se traduit pas seulement par des coûts financiers, mais surtout par un amoncellement de morts.

### Prévisions sur les échanges commerciaux



Source : OMC

Les rapports entre le marché et l'Etat sont remis en question. Le retour de l'Etat limite le pouvoir décisionnel des grandes firmes multinationales. Les rapports entre les échanges extérieurs et la protection du marché intérieur sont mis en lumière à travers du prisme du retour de la souveraineté nationale sur toute une série de productions stratégiques. Les rapports enfin entre le marché et l'environnement sont davantage questionnés que par le passé, les transports maritimes et aériens ayant un coût écologique en termes d'émission de CO2 non pris en compte dans les prix. Aussi la question est de savoir si une fois la pandémie passée, les échanges internationaux reprendront comme si rien ne s'était passé, ou bien s'il s'agit d'un point de rupture.

#### b. Une relocalisation à plusieurs vitesses

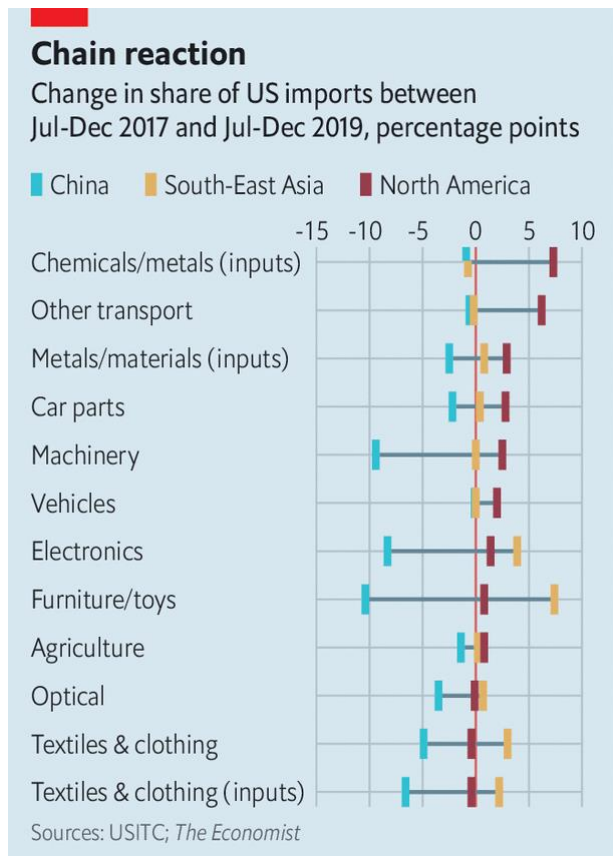
La tendance, encore modeste, à la relocalisation, remettant en cause la forme même de la globalisation, tient en trois raisons. La révolution numérique, l'intelligence artificielle rendent possible

des relocalisations « compétitives ». Il est possible de relocaliser la production de certaines activités dans les pays avancés grâce à l'essor de la révolution numérique, cette même révolution qui hier permettait de délocaliser plus facilement. Des relocalisations « compétitives » sont aujourd'hui rendues possibles grâce à l'intelligence artificielle, la robotisation, l'imprimante 3D et les modes de travail plus flexibles que par le passé qui à partir de plateformes numériques « ubérisent » des emplois. Elles ne sont toutefois pas toutes rentables, la production de certains biens est plus coûteuse avec des robots qu'en utilisant une main d'œuvre peu chère et adaptable<sup>13</sup>. Aujourd'hui, la prise de conscience de la réalité de la globalisation avec son cortège de vulnérabilités et de pertes de souverainetés particulièrement dans le domaine de la santé pourrait entraîner un mouvement de relocalisations. La force de la Chine... pourrait devenir sa faiblesse demain à moins que le gouvernement chinois n'accélère la route vers un autre modèle de développement. Si les relocalisations augmentent de manière significative – surtout en faveur d'autres pays asiatiques –, les exportations de la Chine en pâtiront. Comme elle n'a pas pour l'instant d'autres sources de croissance que les exportations et l'investissement, qu'elle est incapable d'augmenter la consommation interne de manière significative, la croissance chinoise continuera à fléchir. La seconde raison tient aux effets délétères de la globalisation sur la cohésion sociale : davantage d'inégalités de revenus, emplois supprimés et mobilité réduite se traduit souvent un protectionnisme de plus en plus prononcé. La troisième raison est d'ordre stratégique. Le déclin relatif de l'empire américain et la montée en puissance de la Chine dans la maîtrise des nouvelles technologies conduit les premiers à des mesures de rétorsion vis-à-vis des seconds. Le gouvernement américain tente par exemple d'imposer le principe d'extraterritorialité pour bloquer l'accès à des produits technologiquement sophistiqués incorporant des intrants nord-américains.

---

<sup>13</sup> C'est le cas de l'habillement. La part du marché mondial de la Chine dans est passée de 40% à 32% mais au profit du Bangladesh et du Vietnam





The Economist

La crise va-t-elle signer la fin de l'hyper-globalisation, la remise en question de l'éclatement internationale de la chaîne de valeur ? La revue *The Economist* (8 avril) semble parfois le penser. La crise provoquée par la pandémie du covid-19 va amplifier le mouvement de relocalisation pour trois raisons: « First, a quicker adoption of new technologies. The planet is having a crash course in e-commerce, digital payments and remote working. More medical innovations beckon, including gene-editing technologies. Second, global supply chains will be recast, speeding the shift since the trade war began. (Third) Apple has just ten days' worth of inventory, and its main supplier in Asia, Foxconn, 41 days. Firms will seek bigger safety buffers and a critical mass of production close to home using highly automated factories. Cross-border business investment could drop by 30-40% this year. Global firms will become less profitable but more resilient. »

A l'inverse, on peut aussi penser qu'ainsi que le dit le proverbe: « il est plus facile à faire qu'à défaire ». Comme nous l'avons souligné la relocalisation de certaines entreprises a eu pour origine une décision politique : celle d'une part de freiner les effets négatifs sur la société de la globalisation effrénée et celle d'autre part à freiner la montée en puissance de la Chine en lui refusant l'accès aux hautes technologies, de crainte demain d'être fortement concurrencée sur la production de produits de haute technologie comme elle commence déjà l'être et comme elle l'a été hier sur des produits de faible technologie. Cette relocalisation est rendue par ailleurs possible par ce qui a permis les délocalisations, à savoir la révolution numérique. Elle permet dès à présent de répondre immédiatement à certaines demandes, économisant ainsi les temps de transport intercontinentaux.

La difficulté est que cette inversion n'est pas aisée pour plusieurs raisons. Ce qu'il a été possible de faire en l'espace d'une trentaine d'années, est difficile à défaire pour plusieurs raisons. La chute

drastique de la production dans les pays avancés s'explique à la fois par la baisse de la demande, l'incapacité de se fournir auprès des autres pays comme par le passé et la baisse de la productivité du travail venant des nouvelles contraintes sanitaires imposées pour protéger les salariés. Comme le souligne Natixis dans une note (15 mai 2020, n°598), les entreprises, fortement impactées par la crise économique, chercheront à délocaliser davantage que par le passé afin de réduire davantage leurs coûts salariaux, accentueront l'austérité salariale, chercheront à augmenter leur endettement afin d'accroître la rentabilité sur fonds propres et satisfaire ainsi leurs actionnaires, objectif central des managers, accentueront la concurrence fiscale et, « cerise sur le gâteau » chercheront à s'exempter des contraintes environnementales. Dans cette version pessimiste, les entreprises feront exactement le contraire de ce que d'aucun pouvait espérer. Laisser à leur libre choix, la leçon serait donc de faire la même chose qu'avant mais en pire. Le court-termisme dominant, le long terme avec ses vulnérabilités révélées par la crise du covid-19 pèserait peu de poids. Néolibérale, le tout marché, les entreprises incluent ironiquement le précepte de Keynes selon lequel dans le long terme nous serons tous morts.

Cette tendance naturelle à répéter le passé est d'autant plus forte qu'il est techniquement difficile de se défaire des liens passés. L'exemple de Huawei est intéressant à plus d'un titre. Les Etats-Unis mettent le maximum d'obstacles à ce que cette entreprise de haute technologie puisse continuer à se développer et maîtriser la production de micro-processeurs. Seules trois entreprises dans le monde peuvent produire des microprocesseurs d'une taille inférieure à 10 nanomètres : une est américaine, une coréenne et une autre taïwanaise. L'idée est d'un côté de pousser ces entreprises à produire aux Etats-Unis et de les empêcher à vendre à la Chine en imposant le principe d'extraterritorialité qui consiste à interdire à une entreprise d'exporter en Chine des produits qui intègrent des pièces américaines et ainsi à « étouffer » les entreprises de télécom chinoises, friandes de ces produits. Le problème est que cela a été relativement possible pour l'entreprise ZTE, mais beaucoup plus difficile pour Huawei qui a pu continuer à utiliser de la technologie américaine pour développer des semi-conducteurs. La part des composants chinois (41%) a continué à croître. La 5 G contient 41% de composants chinois contre 1% de composants américains directs. Celle des semi-conducteurs chinois augmente également.

Si la crise est surmontée rapidement alors la probabilité que la situation antérieure revienne est élevée. Par contre si elle dure et si la reprise est lente et que perdure voire s'aggrave les problèmes sociaux, alors il sera difficile de recommencer comme si rien ne s'était passé. La globalisation ne sera pas pour autant impactée de la même manière dans l'ensemble des secteurs. On peut penser que la production de médicaments et de biens d'équipement liés à la santé sera la plus impactée, la perte de souveraineté s'étant traduite par un nombre de décès très important. Le secteur de l'automobile pourrait être également impacté, mais pas au même niveau ainsi que les secteurs de l'informatique, de l'électronique lourde, la dimension de leur offre imposant un marché mondial pour bénéficier des économies d'échelle liées à l'évolution de la technologie.

Il est également possible que les positions de monopoles sur certains produits semi-ouvrés fabriqués soient remises en question et que les entreprises transnationales optent pour davantage de diversification. La production continuerait à être éclatée au niveau international mais certains segments produits dans des situations de quasi-monopole, en Chine le plus souvent, soient désormais produits dans plusieurs pays, afin de diminuer les effets des aléas de production d'une entreprise ayant une situation de monopole dans la fourniture de ces segments. Au lieu d'une relocalisation dans les pays avancés, la diversification accrue pourrait ainsi devenir l'option préférée des firmes multinationales. On

passerait ainsi d'un protectionnisme non désiré à un « précautionnisme » souhaité, sans pour autant résoudre les problèmes que nous avons soulevés.

Le futur de la globalisation vers une globalisation disciplinée, régulée, plus respectueuse de l'environnement, du travail décent, de la souveraineté, dépend au final du politique, c'est-à-dire du rapport des gouvernements avec leur population, des rapports des gouvernements entre eux quant à la définition de mesures protectionnistes, dans un contexte de basculement des hégémonies entre la Chine, l'Europe et la Chine. Mais ce qui est certain, c'est qu'il ne pourra s'agir de recherche de souveraineté limités aux seules nations pour les productions à fort contenu technologique, mais nécessairement de souveraineté régionale, européen pour les pays d'Europe, latino-américain pour quelques pays d'Amérique latine avec le renforcement des traités régionaux plutôt que leur dilapidation.

Le choc économique, social et politique est cependant à ce point élevé qu'il semble difficile d'accepter un retour aux pratiques passées. L'issue est politique. L'insatisfaction devant l'incapacité relative des gouvernements à surmonter la crise et limiter ses conséquences sociales sont de nature à alimenter des postures populistes (chapitre 4). L'opposition entre Gouvernements et firmes transnationales se concrétise aujourd'hui sur des problèmes de souveraineté. L'hyper-globalisation s'est traduite par un pouvoir accru des firmes transnationales au détriment des gouvernements nationaux. Celles-ci en ont tiré un profit versé en grande partie à leurs actionnaires, le prix en a été la perte de souveraineté. La crise a mis en avant cette perte de souveraineté qui cachée, n'apparaissait pas. Elle se traduit par un retour de l'Etat au détriment des firmes multinationales, plus ou moins prononcé selon les secteurs économiques. Elle a montré l'extrême fragilité de l'hyper-globalisation. Elle exacerbe le conflit commercial, voire politique entre les Etats-Unis et la Chine.

## Chapitre 2

# Pourquoi les pays latino-américains souffrent-ils d'une stagnation économique sur longue période ?

### *Introduction*

#### *Un contexte peu favorable pour résister aux effets de la pandémie*

La propagation mondiale du virus SRAS-CoV-2 a précipité, et non provoqué, une crise économique, sociale et demain politique très importante en Amérique latine, plus grave que celle des années 1930. En effet, dans de nombreux pays la crise existait avant le déferlement de la pandémie : c'est le cas de l'Argentine, du Venezuela et du Mexique entré en récession en 2019. Dans d'autres pays, un ralentissement de l'activité économique préexistait et sur longue période, toutes les économies souffraient d'une tendance à la stagnation de la croissance de leur PIB par tête. Si on considère que la pandémie a provoqué une crise économique alors on pourrait penser qu'une fois la contagion disparue, il serait possible de « recommencer comme avant », la cause exogène de la crise ayant disparu. Ce n'est pas la thèse que nous développons dans ce chapitre.

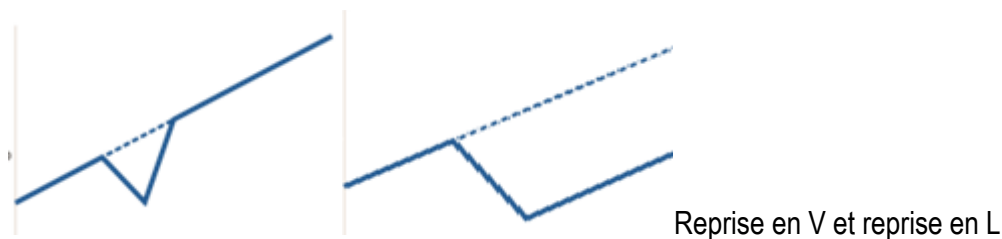
La pandémie, *via* les mesures confinement, l'arrêt des entreprises hors celles essentielles au quotidien et à la santé, a mis en relief les dysfonctionnements de l'hyper-globalisation. Cette pandémie est révélatrice de l'échec de la globalisation telle qu'elle s'est étendue, imposée ses règles du jeu depuis une vingtaine d'années. L'ironie de l'Histoire est que la crise de la globalisation est arrivée là où aucun économiste, aucun sociologue, aucun politique ne l'avaient prévu. Aucun. Même si dès à présent certains tentent de faire croire qu'eux l'avaient prévu<sup>14</sup>. Personne ne pensait que les formes nouvelles prises par la globalisation, à savoir l'éclatement international de la chaîne de valeur, pouvait à ce point fragiliser les différentes économies au point de les rendre extrêmement vulnérables. Les théoriciens du chaos avaient montré que le battement d'ailes d'un papillon pouvait entraîner à l'autre bout du monde, un effondrement et que cette épée de Damoclès pouvait tomber à n'importe quel moment et entraîner des catastrophes. Mais cette thèse, appliquée à la finance, ne l'était pas à la globalisation. Il a suffi

---

<sup>14</sup> Certes les critiques à la globalisation étaient nombreuses, qu'elles viennent de droite, souvent extrême, ou de gauche. Certains, mettant en avant leur conception de la Nation, préconisaient un retour au protectionnisme qui parfois pouvait s'apparenter à de l'autarcie, d'autres, plutôt de gauche et verts, plaidaient pour un altermondialisme, refusant les frontières, recherchant la coopération entre Etats pour imposer des normes éthiques (travail décent) et environnementale beaucoup plus rigoureuses.

d'une pandémie pour que *d'un coup d'épaule* le système économique actuel s'effondre par des effets en chaîne se nourrissant les uns des autres. L'incapacité de fournir des segments de la chaîne internationale de valeur ici (la Chine, la première affectée par la pandémie, l'arrêt de la plupart de ses usines<sup>15</sup> et les conséquences du confinement de la population hors celle travaillant dans les secteurs de la santé, de l'alimentation et des transports), entraîne ailleurs, dans d'autres pays, des arrêts de la production plus ou moins importants, une augmentation du chômage et de ce fait une baisse de la demande précipitant une dépression économique dans des économies déjà affaiblies. Ce « battement d'aile du papillon » révèle surtout que la désindustrialisation, le symétrique de cette globalisation, est désastreux en termes de souveraineté - notamment et surtout dans l'industrie pharmaceutique – et se traduit par un amoncellement de morts.

La crise a plusieurs dimensions. Elle n'arrive pas sur un « corps sain » prêt à rebondir une fois la pandémie passée. Les conséquences sociales, déjà importantes, seront extrêmement sévères tant il est vrai qu'une crise affecte surtout les plus vulnérables, un peu moins les classes moyennes, et beaucoup moins les couches les plus élevées, en termes de revenus et de patrimoine, de la population. Comme toute crise, celle-ci accentuera les inégalités de revenus : plus de pauvres, davantage d'informalité et probablement de violence. La pandémie exacerbe tous les maux qui préexistaient à son apparition. Contexte peu favorable, exacerbation des difficultés expliquent que la perspective d'une reprise demain en L plutôt qu'en V est la plus crédible, sauf si la crise provoque des bouleversements sociaux et politiques de nature à modifier profondément ces perspectives pessimistes.



*Les pays latino-américains sont différents et semblables.*

Quelques pays ont une population importante (le Brésil avec 207 millions d'habitants, le Mexique avec 132 millions), à l'inverse d'autres, comme l'Uruguay ou les pays d'Amérique centrale, sont relativement peu peuplés. Le PIB par tête est élevé au Brésil, en Argentine, au Mexique (entre le quart et le tiers de celui des Etats-Unis) *etc.*, un peu moins en Colombie et au Pérou, beaucoup moins dans d'autres. Certains pays sont riches en ressources naturelles, d'autres beaucoup moins. Enfin les populations n'ont pas toutes la même origine, davantage européenne dans le cône sud de l'Amérique latine, davantage d'origine indienne dans les pays andins, en Amérique centrale et au Mexique ou d'origine africaine dans d'autres pays comme le Brésil, dans les Caraïbes. Leurs histoires ne sont pas exactement semblables même si au long du XX<sup>e</sup> siècle les plus importants d'entre eux ont pu avoir des

<sup>15</sup> Avec quelques exceptions : l'usine de Wuhan de mémoires a continué à fonctionner en pleine période de confinement et plus généralement celle produisant des circuits intégrés bien que la demande occidentale ait faibli.

expériences proches tant au niveau politique (Perón en Argentine, Vargas au Brésil, Cardenas au Mexique) et au niveau économique (régime de croissance tourné vers le marché intérieur dit de substitution des importations).

D'un point de vue structurel, la plupart des pays latino-américains ont de nombreux points communs qui constituent en quelle que sorte *les huit plaies de l'Amérique latine*<sup>16</sup> : 1/ inégalités de patrimoine et de revenus très importantes ; 2/ une informalité des emplois et un taux de pauvreté conséquents ; 3/ une reprimarisation de l'économie ; 4/ une détérioration de l'environnement importante ; 5/ une ouverture financière plus importante que l'ouverture commerciale ; 6/ Une désindustrialisation précoce ; 7/ Une tendance à la stagnation économique ; 8/ Un niveau de violence extrêmement important surtout au Mexique, au Brésil, au Salvador, en Honduras et au Guatemala.

Plus le taux de croissance du PIB est faible, moins la mobilité sociale est importante et ceci d'autant plus si les dépenses en éducation restent insuffisantes. L'analyse des causes qui conduisent à une stagnation économique est l'objet de cet article. Avec un tissu industriel fragilisé, les pays latino-américains pourront-ils faire preuve de résilience face à la pandémie du Covid 19 et de ses lourds effets économiques et sociaux et ce, à quelles conditions?

### ***I. Une tendance à la stagnation économique : données statistiques***

a. Les pays latino-américains sur le long terme ne sont pas des pays émergents

La définition de base de l'émergence est la convergence des niveaux du PIB due à une croissance plus élevée que dans les pays avancés. En Amérique latine, ce n'est pas le cas, sauf lors de la première décennie des années 2000.

Les taux de croissance moyen par tête sur une période longue de la plupart des pays latino-américains se situent entre 0 et 2%. Plus particulièrement, le taux de croissance du PIB par tête du Mexique était entre 1983 et 2017 de 0.8%. Aux Etats-Unis, sur la même période, il était de 1,7% selon les données de la Banque mondiale. Contrairement à la *doxa*, si on privilégie le taux de croissance par tête, le Mexique n'est pas une économie émergente, son niveau du PIB ne se rapproche pas de celui des pays avancés<sup>17</sup>. Il en est de même pour l'Argentine. Sa marginalisation vient de loin. En 1913, le revenu par tête de l'Argentine était équivalent à 65% de celui de la Grande-Bretagne. En 1945, il était à 60% et en 2001 à 39%. La comparaison avec le revenu par tête des espagnols est encore plus éloquente. En 1913, il était presque cinq fois supérieur (393%) de celui des espagnols et en 2001, année de crise, il se situait à peine à la moitié (51%). Que ce soit le différentiel de croissance du revenu par tête ou de la

---

<sup>16</sup> Voir Salama P, 2020, « Notas sobre las ocho plagas latino-americanas » *Revista de ALAS* in <http://ojs.sociologia-alas.org/index.php/CyC/article/view/155/180> et dans une version légèrement différente accompagnée d'un texte sur la pandémie dans *herramientweb* <https://herramienta.com.ar/articulo.php?id=3177>

<sup>17</sup> Le Mexique est quasiment un cas d'école, Malgré son ouverture externe, censée dynamiser sa croissance selon les experts des Institutions internationales et nombre d'économistes du *main stream*, le taux de croissance du PIB par tête mexicain a été bien inférieur de celui des Etats-Unis sur la même période.

productivité, la comparaison avec les Etats-Unis est instructive. Que ce soit le différentiel de croissance du revenu par tête ou de la productivité, la comparaison avec les Etats-Unis est instructive.

### Différentiels de croissance du PIB et de la productivité Etats-Unis - Argentine

	1900-1919	1920-1930	1931-1943	1944-1972	1973-1990	1991-2007
Différentiel du PIB/t	-1	2.6	-6.6	2.2	-2.3	0.0
Différentiel de productivité du travail	0.4	1	-4.9	1.4	-1	-2.6

Source : Della Paolera G et *alii*, 2018, à partir des données officielles reconstruites par Benetrix et *alii*, 2012

Aussi peut-on caractériser ces quarante dernières années par une tendance à la stagnation de leur PIB par tête, plus particulièrement au Mexique, même si la plupart d'entre elles ont connu un léger rebond lors de la première décennie des années 2000 (Grupo Técnico de Expertos, 2020, Ros J., Moreno-Brid J.C in Cordera R., 2014, Romero Tellaache J.A., 2014). Contrairement à une idée relativement partagée ces économies ont été peu ou pas émergentes. Elles n'ont donc pas convergé ou peu vers le niveau de revenu par tête des pays avancés, contrairement à de nombreux pays asiatiques. Le Brésil, pays emblématique à la fois par son poids économique, par le rayonnement de la politique menée par le président Lula (2003-2011), par le résultat des dernières élections présidentielles conduisant l'extrême droite au pouvoir en 2019, ne connaît pas cette convergence. Son PIB par tête, mesuré à l'aune de celui des Etats-Unis, est approximativement le même qu'en 1960, même si dans les années 1960 - 1970 et dans la première décennie des années 2000 il s'en est rapproché.

### Croissance en longue période du PIB/t 1950-2017, 1950 =100

	Argentine	Amérique Latine	Etats-Unis	Europe occidentale
1950	100	100	100	100
1960	111	125,14	118	141
1970	146	160,73	157	210
1980	165	211,35	194	274
1990	129	207,44	243	334
2000	169	263,03	300	415
2001	160	263,96	300	422
2002	141	266,85	303	426
2003	151	271,38	308	430

2004	160	283,35	316	441
2005	171	293,85	323	449
2006	183	307,17	328	462
2007	195	321,13	331	475
2008	200	330,51	327	473
2009	192	322,81	313	451
2010	206	339,55	319	457
2011	216	353,69	322	460
2012	212	365,27	326	459
2013	214	374,81	329	459
2014	207	378,76	334	466
2015	209	380,88	340	479
2016	202	380,30	343	485
2017	206	382,05	348	492

Source : OCDE, 2019, *Estudios economicos* , Argentina. Note : l'Europe de l'ouest comprend ici: l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, les Pays Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne , la Suède, la Suisse et le Royaume Uni ; Amérique latine comprend: le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou.

De 1980 à 2016, la croissance moyenne du PIB par tête a été en moyenne de 0.64%, plus faible que celle observée pour l'ensemble des autres pays d'Amérique latine, 1.4% (Coatz D , Garcia Diaz F., Porta F. et Scheingart D in Mercado R., 2018, (sous la direction de).

La tendance à la stagnation sur longue période ne se manifeste pas de la même manière dans tous les pays. Un taux de croissance n'est qu'une moyenne et la dispersion autour de celle-ci est différente d'un pays à l'autre. L'Argentine par exemple connaît une très forte volatilité de sa croissance, flirtant avec des taux passablement élevés pendant plusieurs années puis plongeant dans les abysses de la crise, c'est moins le cas du Mexique ou bien du Brésil. Tous aujourd'hui ont des difficultés à rebondir après une crise.

b. Relation entre le couple reprimarisation - désindustrialisation et tendance à la stagnation.

La reprimarisation- désindustrialisation peut conduire à une légère augmentation du taux de croissance du PIB, y compris sur une dizaine d'années, mais aussi être un des facteurs qui à long terme explique la faible croissance, d'abord parce qu'elle accroît la vulnérabilité externe, ensuite parce qu'elle mine la rentabilité des entreprises dans l'industrie si aucune politique industrielle n'est mise en place, comme nous le verrons. La reprimarisation sans désindustrialisation significative, faute de tissu industriel conséquent, peut élever la croissance du PIB, mais elle reste vulnérable tant elle est tributaire du prix des matières premières et des quantités vendues sur lesquels le pays a peu de prise (Pérou).



### *Une reprimarisation des activités économiques*

Ces dernières décennies, la plupart de des économies semi-industrialisées qui hier, étaient parvenues à diminuer le poids relatif de leurs exportations de matières premières au profit d'exportations de biens industriels, se sont reprimarisées. L'exemple du Brésil, pays riche en matières premières, est représentatif : en 1997 les exportations de matières premières s'élevaient à 21,2% de ses exportations totales et celles des produits de l'industrie de transformation à 78,8%. En 2019 ces données sont respectivement 43, 3% et 56,7% (source IEDI n°974, 2020). D'autres comme le Pérou, qui étaient beaucoup moins industrialisées, ont très fortement développé leurs spécialisations sur des produits primaires. Celles qui étaient peu ou moins pourvues en ressources naturelles (Amérique centrale, Mexique) ont « exporté » une partie de leur main d'œuvre vers les Etats-Unis.

Avec la reprimarisation dans la plupart des pays dotés de ressources naturelles et les exportations de matières premières, les revenus transférés (« *remessas* ») – 30 milliards de dollars pour le Mexique en 2019 - par les travailleurs immigrés aux Etats-Unis dans d'autres pays, et les entrées de capitaux nets de rapatriement de dividendes et d'intérêts payés, les contraintes externes ont fortement reculé dans les années 2000. Cette situation nouvelle, que nombre d'économistes et de gouvernants ont pensé être durable, a renforcé des *comportements rentiers* qui étaient latents dans les pays. Ces comportements traduisent par un taux d'investissement insuffisant pour permettre une croissance élevée et durable susceptible de produire une amélioration importante et durable de la cohésion sociale.

Formation brute de capital fixe en % du PIB, en dollars de 2010, 2010-2018\*

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*
Am Lat	20.5	21.4	21.5	21.5	20.8	19.8	18.6	18.2	18.7
Argenti	16.6	18.4	17.3	17.3	16.5	16.7	16	17.5	16.9
Brésil	20.5	21.1	20.9	21.4	20.4	18.2	16.6	16	16.5
Colomb	21.1	23.4	23.3	23.6	25.2	24.2	23.7	22.6	22.8
Mexique	21.6	22.5	22.7	21.7	21.7	22.1	21.7	20.9	20.6

Source CEPAL, \* donnée provisoire. Entre 22 et 20% de la FBCF est consacrée à l'industrie. A noter qu'entre 20% et 22% de la FBCF sont consacrés aux investissements.

### ***II. La stagnation expliquée par le courant structuraliste latino-américain***

- a. Les pays latino-américains sont *profondément inégalitaires* et ceux qui l'étaient moins (Argentine, Chili...), le sont devenus ces trente-quatre dernières années.

Les inégalités sont nombreuses, citons les principales. Inégalités entre pauvres et riches, entre celles et ceux qui n'ont pas de patrimoine et celles et ceux qui en possèdent un dès la naissance, inégalités devant l'impôt, inégalités entre les immigré-e-s, leurs enfants et les autres, inégalités entre celles et ceux qui vont dans une bonne école et celles et ceux qui n'ont pas d'autres choix que d'aller dans des écoles moins bonnes, inégalités entre les hommes et les femmes, inégalités devant les licenciements,

les conditions de travail entre celles et ceux qui travaillent dans de petites entreprises ou bien dans des grandes, inégalités entre celles et ceux qui ont un emploi informel ou bien un emploi formel, protégé, inégalités selon la couleur de peau, et, d'une manière générale, inégalités entre les revenus. La plupart de ces inégalités se recourent.

La distribution des revenus est beaucoup plus inégalitaire que celle des pays avancés. Pire, après impôts directs et transferts sociaux, alors que le Gini - indicateur des inégalités - baisse de dix à quinze points sur une échelle de 1 à 100 dans les pays avancés -, sa réduction en Amérique latine est seulement de deux points. Aucun des pays n'a mis en place une réforme fiscale qui permettrait une réduction des inégalités.

Les inégalités de revenus ont eu tendance à baisser dans les années 2000 jusqu'à l'avènement de la crise pour 95% de la population salariée. Les 5% les plus riches et surtout les 1% les plus riches<sup>18</sup> ont connu, y compris pendant la première décennie des années 2000, une augmentation en termes absolus et en termes relatifs de leur revenus – contrairement aux discours officiels - principalement à cause du poids croissant de la finance. Avec la crise à partir de la seconde moitié des années 2010 - affectant principalement le Brésil, l'Argentine, le Venezuela -, et le ralentissement économique (Mexique...), les inégalités de revenus augmentent et la pauvreté croît de nouveau.

#### **Evolution des inégalités de revenu au Brésil de 1981 à 2018**

Lorsqu'on décompose la population entre d'un côté les 30% les plus pauvres, les 40% qui suivent considérées comme des classes moyennes et les 30% les plus riches on observe une évolution contrastée entre les revenus familiaux (salaires et transferts sociaux) et les revenus du capital (désignant ici les revenus des travailleurs indépendants, dits à leur propre compte). En 37 ans, entre 1981 et 2018, les revenus familiaux des pauvres ont augmenté de 42% et les revenus du capital (emplois à son propre compte) de 106,8%, ceux des classes moyennes ont augmenté respectivement 25,2% et 108,9% et enfin ceux des 30% les plus riches se sont accrus de 13,7% et 68,3%. Ces données s'expliquent pour les 30% les plus pauvres d'une part par la forte augmentation du salaire minimum (1/3 d'entre eux ont un emploi formel et bénéficient directement de cette augmentation et l'accroissement des transferts sociaux), par une participation plus importante des femmes dans la population active, par une amélioration du système éducatif et surtout par la transition démographique, les familles des 30% les plus pauvres ont vu leur taille passer de 7 à 4,5 personnes vivant sous le même toit, alors que ce nombre passait de 5,5 à 3,5 pour les classes moyennes et de 3,8 à 3 pour les 30% les plus riches. Cette réduction plus importante en terme relatif du nombre d'enfants par famille pour les 30% les plus pauvres se traduit pas une hausse proportionnellement plus conséquente de leur revenu par tête. Enfin, de 1981 à 1994 l'hyperinflation affecte plus particulièrement le revenu familial des plus pauvres (-30% pour le plus pauvres, -15% pour les 30% les plus riches), aussi la fin de l'hyperinflation en 1994, une fraction des plus pauvres va « mécaniquement » récupérer du pouvoir d'achat. Entre 1993 et 2018, la hausse des salaires - revenus familiaux des 30% les plus pauvres sera de 142% et celui des 30% les plus riches de 72%, ces hausses s'expliquant par les deux facteurs

<sup>18</sup> Salama P, 2015, traduction française, 2016. Voir également Medeiros M et alii, 2014, : Afonso J.R., 2014, Morgan M., 2018, voir le rapport de Iguales-Oxfam, 2018.

précités et la fin de l'hyperinflation pour les premiers et la faible croissance de la productivité pour les derniers. Source IBGE in *O valor* du 21 février 2020.

- b. A plus d'un point de vue le courant structuraliste a été iconoclaste et innovateur. Opposé aux thèses développées par le FMI, ce courant, dominant à la CEPAL<sup>19</sup> entre les années 1950 et 1970, met en avant les structures d'inertie<sup>20</sup> pour expliquer les obstacles au développement. Contrairement aux idées dominantes dans les années 1950 à 1980, les économistes de la CEPAL - ainsi des économistes dits néo-cambridgiens, dépendantistes et/ ou marxistes - montrent que les économies semi-industrialisées ne souffrent pas d'un manque de capital et d'une abondance de main d'œuvre. Bien au contraire, selon ces courants, elles pâtissent de capacités de production oisives, proportionnellement plus importantes que dans les pays avancés, et d'insuffisance de main d'œuvre qualifiée. Elles sont de fait contraintes d'utiliser des techniques de production plus ou moins proches de celles en vigueur dans les pays avancés et dès lors « gaspillent » du capital supposé rare. C'est ce paradoxe, par rapport aux enseignements dominants, que cherche à expliquer le courant structuraliste latino-américain. C'est en cela que réside son aspect original et innovant. De ces analyses découle que les sorties de crise ne passent pas par une contention de la demande mais par une politique favorisant l'essor industriel orienté vers la satisfaction du marché intérieur. Pour être efficace, celle-ci doit reposer sur une réforme agraire, une diminution des inégalités de revenus.

Les explications théoriques de la tendance à la stagnation ont été principalement développées par Furtado C., 1966, sous deux formes. La première s'est révélée non pertinente. La seconde a retrouvé une certaine actualité.

Sa première thèse mettait en avant l'impossibilité de poursuivre le processus de substitution des importations lourdes (biens intermédiaires, biens d'équipement), du fait de la rigidité croissante de la structure des importations. Selon ce raisonnement, la contrainte externe, auparavant source de dynamisme (« la croissance tirée par le marché intérieur »), se transforme peu à peu en son contraire. En effet, la poursuite du processus dans sa seconde phase, celle qualifiée de lourde, génère progressivement des importations de biens d'équipement et de produits intermédiaires telles que la valeur des biens importés finit par dépasser celle des biens à substituer par une production locale. Comme les pays de la périphérie semi-industrialisée ne parviennent pas à s'endetter de manière suffisante, le manque relatif de devises rend impossible l'intégralité de la conversion de l'argent en capital dans le secteur industriel, du fait de l'impossibilité d'importer des biens d'équipement en quantité suffisante. L'augmentation des prix relatifs des biens de production qui en résulte rend également plus coûteux l'investissement dans l'industrie et l'argent s'oriente alors vers d'autres lieux de valorisation nécessitant moins d'importations, comme l'immobilier ou la consommation de produits de luxe, au détriment de l'investissement industriel. Le taux de croissance de la formation brute de capital fixe

<sup>19</sup> Commission économique pour l'Amérique latine de l'Organisation des Nations Unies

<sup>20</sup> Les principales d'entre elles sont les inégalités de revenus, la structuration des groupes et classes sociales, l'économie mondiale pensée comme structurée et hiérarchisée, avec d'un côté le centre et de l'autre la périphérie. Voir les analyses de Prébisch R., Pinto A., Furtado C., Sunkel O. ou bien encore Noyola de la Cepal, voir Rodriguez O., 1988 et en langue française Guillen Romo H., 1994, de Weiler J, 1965, où l'auteur critiquant la thèse des avantages comparatifs fondée sur une approche statique, privilégie celle, dynamique, consistant à faire un pari sur des structures nouvelles.

fléchit, la consommation improductive s'accroît et le comportement rentier des entrepreneurs s'accroît.

La fragilité de cette démonstration vient de ce qu'elle présuppose l'existence d'obstacles dirimants à l'emprunt externe. Or, cette appréciation s'est révélée erronée, puisque ces pays se sont engagés dès les années 1970 dans un fort processus d'endettement externe, notamment et surtout sous la dictature au Brésil entre 1964 et 1979.

La seconde explication de la tendance à la stagnation avancée par Furtado renvoie au divorce croissant entre une distribution des revenus, non seulement particulièrement inégale mais qui le devient de plus en plus, et les dimensions optimales minimales croissantes de l'offre de certains produits dits « dynamiques » destinées à une demande insuffisante en termes absolus.

Plus précisément, du côté de la demande, lorsque la production se complexifie et nécessite non seulement une intensité capitaliste plus élevée mais également une force de travail plus qualifiée et mieux rémunérée que lors de la première phase de substitution des importations de biens légers, la distribution des revenus entre les salariés devient plus inégale. Du côté de l'offre, les capacités de production minimales optimales deviennent plus importantes surtout pour les biens intermédiaires, et les biens de consommation durables comme l'automobile. La dimension de l'offre de ces biens correspond de moins en moins à celles des demandes, celles des classes moyennes insuffisamment nombreuses, et celles des entreprises. Des capacités de productions oisives augmentent dans ces segments de l'offre, alourdissant ses coûts unitaires.

Les capacités de production oisives croissantes dans le secteur de biens durables affectent la rentabilité. Malgré le protectionnisme dont bénéficient les entreprises de ce secteur, elles subissent en partie les contraintes de compétitivité. Une réforme agraire, des inégalités de revenus moins importantes pourraient permettre de sortir de ce piège et d'échapper à la stagnation économique. Au lieu de cela, un coup d'Etat, visant à diminuer les salaires réels des ouvriers, non consommateurs de ces biens est-il " bienvenu " pour les couches les plus conservatrices en ce qu'il diminue le coût de l'offre sans affecter la demande et permet de relancer un régime de croissance excluant, porté par l'essor à la fois des biens de consommation durables et des classes moyennes consommatrices de ces biens.

Ces trente dernières années, la polarisation des revenus en faveur des 5 % de la population les plus aisés explique mieux la tendance rentière des investisseurs, le taux de croissance modeste depuis les années 1990 et la forte volatilité de la croissance des économies latino-américaines. C'est donc une combinaison de divers facteurs – retrait de l'État, effets pervers de la finance sur l'investissement productif et sur la polarisation en faveur des revenus élevés – qui expliquerait plutôt la faiblesse de la croissance moyenne et son aspect particulièrement volatil depuis les années 1990.

c. Quelles actualisations ?

1/ Il est courant de considérer que plus les inégalités sont importantes, moins la croissance est élevée. De fait, ce n'est pas toujours exact. Donnons un exemple historique : l'avènement de la dictature au Brésil à la fin des années 1960 a permis d'alléger fortement le coût du travail des ouvriers et de surmonter la tendance à la stagnation qui commençait à se dessiner. Compte tenu du degré d'inégalités de revenus et du niveau de leurs revenus, les ouvriers n'avaient pas accès aux biens de consommation

durables les plus coûteux, comme les automobiles. Ne représentant qu'un coût, la baisse de leurs salaires était profitable aux entreprises produisant ces biens, celles-ci trouvant une demande suffisante venant des classes moyennes en raison de leur niveau de revenu et de leur nombre (20% de 100 millions d'habitants n'a pas la même signification économique que 20% de 10 millions d'habitants). L'amélioration de leur rentabilité (réduction du coût du travail des ouvriers, absence d'effets de demande de leur part, importance de la demande des classes moyennes dirigée principalement vers la consommation de biens durables) a permis d'augmenter l'investissement dans ce secteur et d'augmenter ce faisant l'embauche de cadres susceptibles d'acheter ces biens durables, d'accroître la croissance et ce faisant d'augmenter les salaires des ouvriers à terme. Pour autant cette croissance n'est pas durable. Faisant fi d'une éthique minimale, les inégalités croissantes minent la durabilité du développement comme on a pu l'observer avec l'épuisement de la dictature ouvrant la voie à un retour de la démocratie. Les exigences d'un salaire indirect (sécurité sociale plus importante), d'une éducation plus élargie, *etc.*, deviennent des appels pour une cohésion sociale retrouvée.

2/ Privilégier l'approche par la demande est pertinent dans une économie fermée, elle l'est moins si on tient compte de la globalisation commerciale actuelle. La demande est plus ou moins interne, et plus ou moins externe selon la taille du pays et son degré d'ouverture. Dans les économies latino-américaines relativement fermées, privilégier la demande interne est pertinent si toutefois les augmentations du pouvoir d'achat sont compensées par une politique industrielle visant à augmenter la croissance de la productivité du travail et maintenir déprécié le taux de change afin de préserver un minimum de compétitivité.

#### Des économies relativement fermées mais dépendantes et de plus en plus vulnérables

A l'inverse de nombre d'économies asiatiques, celles d'Amérique latine sont relativement fermées au commerce international, participent peu à la chaîne internationale de valeur - à l'exception du Mexique et de quelques pays d'Amérique centrale -, mais en général très ouvertes aux flux financiers. Du point de vue commercial ; elles se sont ouvertes au rythme moyen de l'ouverture mondiale. Les droits de douanes y sont particulièrement importants sur les biens d'équipement et produits intermédiaires et baissent relativement moins qu'en Asie.

D'une manière générale, dans les dix premières années de ce nouveau millénaire, la globalisation en Amérique latine a eu des effets positifs : moins de dettes externes, plus de croissance, moins d'inflation, sauf en Argentine, budgets mieux maîtrisés, hausse des salaires réels et moins de pauvreté. Elles sont cependant entrées dans une crise profonde dont peinent à sortir (Brésil puis Argentine et dans une moindre mesure le Mexique en 2019) ou de ralentissement de l'activité économique. Elles connaissent toutes les effets pervers de la globalisation, à savoir une fragmentation au sein de chaque nation entre les régions qui « gagnent » et celles qui perdent avec ses manifestations en termes d'augmentation du chômage et plus particulièrement de celui des jeunes<sup>21</sup> et d'incapacité à retrouver le niveau des salaires d'avant la crise pour le Brésil et l'Argentine. La contrainte externe est une des plaies que connaissent les pays d'Amérique latine. Leur forte vulnérabilité est à l'origine de fortes dévaluations de leurs monnaies, dévaluations suivies de crises

<sup>21</sup> Voir OIT, 2019, le taux de chômage des jeunes est trois fois plus élevés que la moyenne de la population adulte

puis de reprises économiques. Certes on peut considérer *à priori* que malgré la désindustrialisation, sur laquelle nous reviendrons, l'incapacité de plus en plus grande d'exporter des produits complexes – à la différence de nombre de pays asiatiques – peut être compensée par un essor des exportations de matières premières. Il est exact qu'entre 2000 et 2014 approximativement, la contrainte externe a pu disparaître ou s'atténuer en raison à la fois de la hausse du cours des matières premières et des volumes exportés à des pays asiatiques en forte croissance et dépourvues partiellement de ces matières premières. Mais, le mirage est de courte durée et ses effets sont délétères à plusieurs titres : il mine la rentabilité des entreprises et favorise une désindustrialisation via la hausse des taux de change. A l'inverse de la production de biens où la compétitivité dépend de facteurs maîtrisables dans le pays, comme par exemple des politiques favorisant les innovations, des politiques sociales et de formation autorisant la mobilité, voire la flexibilité du travail, l'abondance de devises provenant de l'exportation des matières premières et retarde les réformes structurelles nécessaires.

Dans un contexte d'économies qui s'ouvrent aux échanges extérieurs les conditions de production pour le marché intérieur en termes de compétitivité doivent s'approcher et s'aligner à terme de celles prévalant sur le marché externe (Salama P . 2012, 2019, Brest Lopez C. Garcia Diaz F. et Rapetti M, 2019). Dit autrement, ne pas respecter ces contraintes c'est se condamner soit à voir des segments entiers de l'industrie disparaître faute de compétitivité suffisante, soit à pratiquer un protectionnisme en quelle que sorte rentier pour les entrepreneurs, mais protecteur à court et moyen terme pour les salariés. A l'inverse, s'aligner à terme sur les conditions de production prévalant à l'étranger, c'est à la fois user d'un protectionnisme agressif et exiger que l'Etat pratique une politique industrielle permettant l'émergence de filières de production dynamiques à densité technologique croissante et à forte élasticité de la demande par rapport au revenu, susceptible d'acquiescer des parts de marché à l'étranger et d'alléger la contrainte externe.

### **III. Les thèses « para keynésiennes » peuvent-elles s'appliquer aux économies semi-industrialisées ?**

a. La tendance à la stagnation dans les économies avancées a essentiellement deux origines : un excès d'épargne d'une part, l'inefficacité de la politique monétaire d'autre part.

L'excès d'épargne s'explique essentiellement par le vieillissement de la population et les inégalités croissantes. La population vieillit or les personnes plus âgées épargnent davantage que les personnes actives. Les inégalités de revenus et de patrimoines s'accroissent sensiblement en raison du poids croissant de la finance, des mutations technologiques et lorsque des mesures fiscales allégeant les impôts des catégories les plus riches sont décidées. Cette évolution est un peu compensée par des transferts sociaux en faveur des plus pauvres, quasiment pas en Amérique latine.

**Une régressivité fiscale très peu compensée par les transferts sociaux au Brésil**

Des études récentes confirment et précisent l'effet positif relativement faible des impôts nets de transferts. Birdsall et alii ,2014<sup>22</sup>, distinguent ainsi quatre types de revenus : 1/ le revenu primaire, c'est-à-dire l'ensemble des revenus perçus par les individus, actifs ou inactifs, 2/ le revenu disponible à savoir le revenu primaire moins les impôts directs et plus les transferts monétaires, 3/ le revenu post-fiscal, c'est à dire le revenu disponible moins les impôts indirects nets de subventions et enfin 4/ le revenu final incluant une estimation monétaire des dépenses publiques en matière de santé et d'éducation. Au Brésil en 2009, les transferts monétaires conditionnés étant plus importants pour les pauvres (ici moins de 4 dollars PPA par jour) et les impôts directs quasi nuls, leur revenu disponible augmente (+33%), celui des catégories vulnérables (entre 4 et 10 dollars PPA jour) augmente (+8.4%) alors que celui des plus riches (plus de 50 dollars PPA par jour) diminue (- 6,2%) dans la mesure où ces derniers paient des impôts directs, et celui des classes moyennes ( entre 10 et 50 dollars PPA jour) reste relativement stable (+1.1%). L'incidence des impôts indirects diffère fortement selon les tranches de revenus. Le revenu post fiscal des pauvres augmente de 15.1% par rapport au revenu primaire ou dit autrement la différence entre le revenu primaire et le revenu disponible est amputée de moitié à cause du paiement des impôts directs. Le revenu post fiscal des classes moyennes est amputé de 14% et celui des plus riches de 20.7% par rapport à leur revenu primaire respectif. Au final les inégalités diminuent légèrement. Ce n'est que si on considère le revenu final qu'on observe une forte progressivité dont bénéficient les pauvres et les vulnérables : ce revenu est 125.8% plus élevé que le revenu primaire pour les pauvres, de 23.2% pour les catégories vulnérables mais de - 6.6% pour les classes moyennes et de - 19.7% pour les riches.

Selon ce courant de pensée, l'accroissement des inégalités augmente le taux d'épargne global, les catégories les plus aisées épargnant davantage que celles qui sont plus démunies. Ce faisant les fonds prêtables croissent, ce qui provoque une baisse importante des taux d'intérêt. Cette baisse des taux d'intérêt n'a pas pour effet de réduire l'épargne et de favoriser la consommation ou bien l'investissement contrairement aux enseignements du courant néoclassique.

Selon Summers (2014, 2019), la politique monétaire n'est plus de nos jours efficace. La manipulation du taux d'intérêt compatible avec le plein emploi et une faible inflation (FERIR<sup>23</sup>) a perdu de son efficacité. Ce taux d'intérêt a décliné substantiellement dans les pays avancés sans que pour autant la croissance soit devenue durablement plus vive. La baisse du taux d'intérêt de base pour favoriser une croissance plus élevée et échapper aux effets dépressifs d'un excès d'épargne, conduirait à une instabilité financière accrue. Le plein emploi, un taux de croissance plus élevée et une stabilité financière ne peuvent être obtenus simultanément par le seul jeu du taux d'intérêt. Reste donc à privilégier la politique budgétaire, car la demande effective devient insuffisante pour susciter des investissements susceptibles de nourrir une forte croissance. De ce point de vue, c'est une thèse keynésienne même si l'analyse de la détermination des taux d'intérêt s'en éloigne. La politique budgétaire pourrait relancer l'activité économique et permettre d'échapper à la tendance à la

<sup>22</sup> N. Birdsall, N. Lustig y C. Meyer, 2014

<sup>23</sup>Le FERIR, acronyme de « *full employment real interest rate* »

stagnation<sup>24</sup> . Cette thèse privilégie donc la demande plutôt que l'offre pour expliquer la tendance à la stagnation.

Cette thèse s'oppose à celle qui, fondée sur l'offre, considère que le déclin de la productivité totale des facteurs, - produit par des causes exogènes - expliquerait à la fois la baisse de la croissance potentielle, la réduction de la croissance effective, le déclin de la productivité du travail à l'origine de la réduction des salaires réels et, par un effet en retour, la baisse du taux de croissance. Dans la thèse dite de la demande, celle que nous privilégions, l'origine du déclin de la croissance n'est pas de nature exogène. La libéralisation du marché du travail, la quatrième révolution technologique favorisant une bipolarisation des emplois et des revenus, la financiarisation, la transformation de la pyramide des âges enfin provoquent la baisse des salaires réels - ou bien leur hausse modeste - couplée d'inégalités croissantes des revenus du travail. Le déficit de la demande effective, entraîne un déclin relatif de l'accumulation du à un attrait pour la financiarisation – « l'investissement » financier est considéré comme une épargne -, une baisse de la croissance potentielle et un déclin de la croissance de la productivité du travail, voire une hausse des capacités de production oisives (Salama P., 2019). Celle-ci alourdit les coûts de production, diminue les marges sauf si elle peut être compensée par une réduction, ou une faible hausse, des salaires réels.

b. Cette théorie n'est pas pertinente pour les pays latino-américains ?

Le « taux d'intérêt compatible avec le plein emploi et une faible inflation » (le FERIR) n'est pas un instrument d'analyse pertinent pour les pays semi-industrialisés et, d'une manière générale, pour les pays en développement. Le plein emploi fait abstraction de l'importance de l'informalité dans les pays émergents latinos. Celle-ci est loin d'être marginale, une baisse des taux d'intérêt diminue l'attrait du pays du point de vue financier, attrait lui-même source d'instabilité financière (interne et externe) et de désindustrialisation. Leur monnaie n'est pas une devise clé et comme le soulignait Haussmann, c'est un péché originel et certains d'entre eux, comme le Brésil ont pratiqué durant de plusieurs décennies une politique de taux d'intérêt très élevée. Ce n'est que depuis peu que ce pays commence à s'aligner sur les pays avancés en abaissant fortement son taux d'intérêt de base sans que pour autant cela ait eu un effet positif sur la croissance, celle-ci demeurant très modeste. Le seul effet positif aura été une diminution des charges de la dette publique ce qui pour autant n'est pas négligeable.

### *Une informalité des emplois et une pauvreté importantes*

Les emplois informels sont très importants ainsi que les taux de pauvreté absolue. A contrario, les emplois formels - emplois publics inclus- en 2015 sont le plus souvent conséquents. Ils varient de 30%

---

<sup>24</sup> Elle n'est apparemment pas la seule. L'augmentation des crédits à des personnes ayant des revenus modestes a un double effet à court terme : une augmentation de la demande de nature à accroître le taux de croissance malgré la stagnation des salaires réels, voire leur réduction, et la montée des inégalités de revenus, la possibilité de construire des produits financiers complexes, objet de fortes spéculation et de gains. La financiarisation accrue et une croissance élevée sont compatibles jusqu'au moment où...elles ne le sont plus comme l'a montré la crise dite des « subprime » (2008).



des emplois totaux, en Bolivie à 37% au Pérou, 42% en Colombie, 53% au Brésil, à 54% et 62% respectivement au Mexique et en Argentine<sup>25</sup>. L'informalité, la pauvreté absolue ont baissé dans les années 2000, surtout dans les pays dirigés par des gouvernements progressistes. Mais avec la crise récente, informalité et pauvreté augmentent à nouveau surtout en Argentine et au Brésil, au Venezuela, profondément affecté par une crise économique sans précédent. Les dépenses sociales (santé, éducation, retraites) ont plus (Argentine, Brésil, Venezuela...) ou moins (Colombie, Mexique...) fortement augmenté, contribuant à la baisse structurelle de la pauvreté et à la quasi disparition de l'analphabétisme des jeunes.

### Quid de l'informalité ?

D'une manière générale, l'informalité a deux origines en Amérique latine: 1/ la première résulte de rapports de production spécifiques : l'autoritarisme –paternalisme a prédominé jusque dans un passé récent à la campagne et dans les petites villes. L'emploi revêt alors des aspects de faveur, surtout dans les petites entreprises, qui font que celui qui trouve un emploi se sent obligé vis-à-vis de son employeur. Celui-ci n'a pas besoin de le déclarer, le sous-paie et lui impose des conditions de travail dites non décentes, en violation du code du travail. La contrepartie de cet autoritarisme est le paternalisme, l'employeur a une obligation « morale » de s'occuper de son employé lorsque celui-ci est malade. Le fait est qu'avec la généralisation des marchandises et l'essor du capitalisme, cette contrepartie disparaît progressivement et reste alors l'aspect informel, illicite vis-à-vis du code du travail, de la sécurité sociale et de la fiscalité. 2/ Le taux d'investissement insuffisamment élevé, le croît démographique auxquels s'ajoute la migration des campagnes vers les villes. Les entreprises ne peuvent alors proposer des emplois formels en nombre suffisant. La recherche d'emplois de survie, voire de stricte survie se développe et l'informalité avec. Aussi peut-on considérer qu'il n'a pas de secteur informel en soi, mais un entrelacement d'activités (emplois) informelles et formelles, les unes s'appuyant sur les autres et réciproquement

D'une manière plus générale, sauf exceptions, les entrepreneurs sont davantage rentiers que schumpetériens en Amérique. Ce comportement « frileux » se traduit par un taux d'investissement faible. Dans l'histoire latino-américaine, tout au moins dans les années 1950 -1970, c'est le plus souvent l'Etat qui se substitue à une couche sociale défailante, et investit massivement. Lorsque l'Etat se désengage, comme c'est le cas depuis une trentaine d'années, alors le taux d'investissement fléchit, l'investissement public réduit aux acquêts, est insuffisant pour lever les obstacles à une croissance durable, n'est pas le complément nécessaire pour stimuler les investissements privés. Reste alors l'attrait de la finance et des placements à l'étranger (Shorr M. et Wainer A., Feijoo *etc.* Ce caractère rentier, enraciné dans l'histoire des pays latino-américains connaît des évolutions. Moins présent lorsque l'Etat intervient, plus actuel lorsque l'Etat se désengage et que le pays se spécialise à nouveau sur la production de produits de rente. C'est ce que nous verrons.

<sup>25</sup> Schteingart D., 2018 La littérature sur les emplois informels est abondante, citons Maurixio R. , 2019.

#### **- IV. La désindustrialisation explique-t-elle le faible taux de croissance du PIB par tête sur longue période ?**

##### a. Un survol des lieux où se produisent et s'utilisent les nouvelles technologies

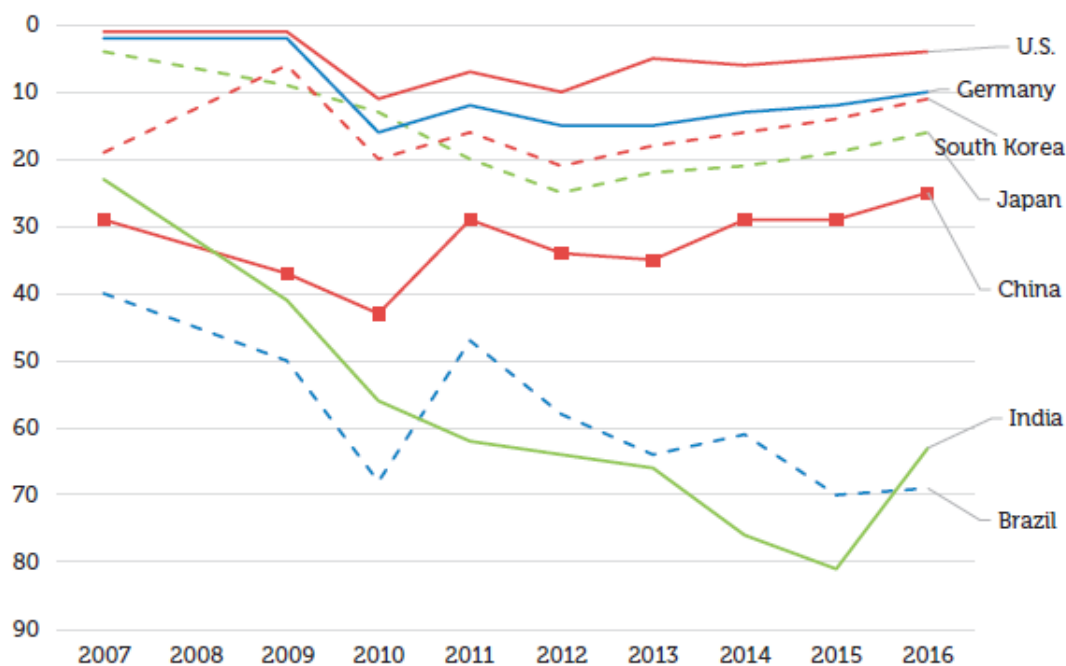
Avec la révolution numérique le prix unitaire de la puissance de calcul par seconde baisse exponentiellement depuis 1950 et surtout depuis les années 2000. Les technologies informatiques et numériques, intégrées à d'autres technologies, améliorent les performances. Enfin ces technologies ouvrent la voie à des effets de réseaux<sup>26</sup> particulièrement puissants de telle sorte que la production se fait à rendements croissants. Comme le note le Conseil d'orientation pour l'emploi : « en favorisant l'émergence de nouveaux modèles, les technologies numériques ne constituent alors plus seulement une nouvelle brique permettant d'aller plus loin en matière d'automatisation des tâches et d'optimisation des procédés de production : elles remettent en cause radicalement en cause le fonctionnement et l'organisation de certains secteurs et filières, et en permettent l'émergence de nouveaux, ce qui soulève des enjeux de régulation » (2017, p.15). Nous sommes donc en présence d'une profonde rupture.

Dans une grande mesure les performances en matière d'innovation reflètent l'effort réalisé dans les nouvelles technologies. Dans une étude récente, Scott Kennedy(2017) présente l'ensemble des indices composites construits pour mesurer l'innovation. Ces indices tiennent compte de l'effort fait en recherche et développement en pourcentage du PIB, du nombre d'étudiants inscrits en sciences, du nombre de publications scientifiques, des exportations de produits de haute technologie, du nombre de brevets, voire de la qualité des Institutions, etc. Les sous indices retenus, leur nombre, leur pondération diffère selon les indices composites calculés. Le *National Innovation Index* construit par le Ministère chinois des sciences et de la technologie retient 40 pays, la Chine se situe au 18° rang, en léger progrès depuis 2011. L'indice établi par Bloomberg repose sur 69 pays. La Chine progresse entre 2014 et 2016 et atteint le 21° rang. L'indice construit par Forum économique mondial rassemble 135 pays. La Chine se situait au 29° rang en 2009 et en 2016, avec une inflexion entre 2010 et 2015. L'indice composite de *Cornell University*, l'INSEAD considère 128 pays, il est construit à partir de 103 indices. La Chine au 25° rang en 2016 avec un score particulièrement élevé pour les sous indices comme production technologique et connaissance (6° rang) et bas pour la qualité des institutions (79° rang). Enfin, on observe qu'en 2016 le score le plus élevé est obtenu par les Etats-Unis, suivis par l'Allemagne et la Corée du Sud, puis par le Japon, plus loin par la Chine, et beaucoup plus loin par l'Inde et le Brésil.

Graphique n°1 : Comparaisons et évolution de l'indice d'innovation selon les pays

---

<sup>26</sup> On dit qu'il y a un effet de réseau pour une activité lorsque la valeur de l'utilisation du produit ou du service croît avec le nombre d'utilisateurs



Source : Indice construit par *Cornell University* et *alii* in Scott Kennedy, *op.cit.* p.14

Lorsqu'on se limite à l'effort réalisé en Recherche et développement, on observe que la Chine consacrait un peu moins de 1% de son PIB en 2000 et un peu plus que 2,1% en 2016, loin derrière la Corée du Sud (4,3%), le Japon (3,4%) et les pays avancés (Allemagne et Etats-Unis : 2,9%) mais bien davantage que le Brésil ,1,2% en 2014 ou l'Argentine, 0,6% selon la Banque Mondiale et l'Unesco. Lorsqu'on mesure cet effort en valeur absolu l'écart de la Chine avec le Brésil est beaucoup plus important. Cet écart est de 12 à 1 dans la mesure où, avec un PIB par tête (en PPA) équivalent, sa population est sept fois plus importante. On comprend que les « petits » pays doivent consacrer davantage de ressources en recherche et développement en pourcentage du PIB que les grands pays (et avoir une politique plus ciblée) s'ils veulent ne pas passer à côté de la révolution industrielle en cours. C'est ce que font par exemple la Corée du Sud et Israël qui y consacrent chacun 4,3% de leur PIB.

#### Amérique latine, recherche et développement en pourcentage du PIB (2011)

PAYS	2004	2008	PAYS	2004	2008
PARAGUAY	0.08	0.06	CHILI	0.40	0.40
COLOMBIE	0.16	0.15	CUBA	0.56	0.49
PANAMA	0.24	0.21	ARGENTINE	0.44	0.52
EQUATEUR	0.07	0.25	URUGUAY	0.26	0.64
Mexique	0.40	0.38	BRESIL	0.90	1.09
COSTA RICA	0.37	0.40	A.L. ET C.	0.53	0.63
			OCDE	2.17	2.33

Source : *Cepal et Ocde* (2012)

La montée en puissance du numérique et de ses applications est ainsi profondément inégale selon les pays. Quelques pays avancés sont en pointe dans la *production* de nouvelles technologies : le Japon,

l'Allemagne, les Etats-Unis, la Suisse surtout, certains sont fortement spécialisés sur un nombre restreint de technologies : Israël. Quelques pays émergents commencent à rattraper ces pays avancés : la Chine, la Corée du Sud ; d'autres pays « émergents » - Brésil, Argentine, Mexique - sont soit évincés, soit menacés de l'être<sup>27</sup>, malgré certains fleurons utilisant des technologies nouvelles importées comme Embraer au Brésil ou Softtek au Mexique.

Il convient de distinguer deux cas de figure : les pays qui produisent de nouvelles technologies, les diffusent dans leurs tissus industriels, dans les services et auprès des consommateurs et ceux qui ne les produisant pas, ne font que les diffuser dans leurs tissus industriels, leurs services et auprès des consommateurs. Les premiers, en produisant ces nouvelles technologies, entrent dans la division internationale du travail de manière positive. Leurs exportations acquièrent une élasticité de la demande par rapport au revenu élevée et une compétitivité hors coût. Les seconds, si on se limite aux pays latino-américains, sont dans une situation moins favorable : s'ils ne profitent pas de cette diffusion de nouvelles technologies pour moderniser leur appareil de production et à terme participer à leur production, leur insertion dans la division internationale du travail devient régressive du fait de leur incapacité relative à exporter des produits complexes (Xiaodan Ding et Metodij Hadzi-Vaskov, 2017)<sup>28</sup>.

L'accès aux biens importés incorporant de nouvelles technologies, notamment les biens d'équipement, dépend de plus en plus du cours des matières premières qu'ils vendent à l'étranger. Ce risque de nouvelle dépendance peut limiter leur capacité d'investir lorsqu'il devient plus coûteux d'importer des biens d'équipement. Ce n'est pas le seul risque. Il a été souvent écrit que les révolutions industrielles n'ont pas abouti à moyen terme à une hausse du chômage parce que précisément nombre d'emplois ont été créés pour fabriquer de nouvelles machines. Si on ne produit pas ces machines, alors le risque de ne pouvoir éviter une hausse du chômage est réel.

L'Amérique latine passe à côté de la révolution industrielle en cours. La diffusion des nouvelles technologies de par le monde est plus rapide que par le passé mais elle est également plus inégale entre les Nations et au sein de celles-ci. Elle est moins rapide en Amérique latine, y compris dans les pays les plus puissants du sous-continent américain comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine ou la Colombie et le Chili. De ce point de vue, l'Amérique latine accentue son retard par rapport aux grands pays asiatiques et aux pays avancés. Elle est inégale au sein des Nations, parmi les entreprises et plus particulièrement en Amérique latine. Certaines entreprises adoptent rapidement de nouvelles technologies, d'autres soit freinent leur adoption, soit s'avèrent incapables de le faire suffisamment vite.

---

<sup>27</sup> Sur les difficultés pour les pays latino-américains de ne pas être dépassés par la révolution numérique et la nécessité de faire des réformes structurelles, voir : Valladao A., 2017 . Si ces pays n'y parviennent pas, alors : "The alternative is bleak : a very long period of economic and social stagnation, and an evermore unbridgeable gap with the mature digital high-tech industrial societies of the Northern hemisphere », p.18

<sup>28</sup> La complexité des exportations d'un pays dépend de l'effort effectué en recherche développement, plus celui-ci est élevé, plus la probabilité que l'économie puisse produire des produits complexes est élevée. Les exportations ont deux caractéristiques : leur *ubiquité* et leur *diversification*. L'ubiquité dépend de la rareté, laquelle dépend soit des ressources naturelles que le pays a ou n'a pas, soit de la capacité à produire des biens sophistiqués que seuls quelques pays peuvent faire. Ce sont ces dernières qui sont seules prises en compte. Afin d'isoler cette dernière et construire un indicateur de complexité, on cherche à utiliser la diversité des exportations pour mesurer le degré d'ubiquité et donc de complexité. Pour l'analyse de la complexité, voir les travaux de Hausmann, Hidalgo et *alii* (2014).

La dispersion des niveaux de productivité, déjà fort élevée, dans le secteur industriel, défini au sens large, s'accroît. Sauf mesures d'ordres institutionnelles comme l'augmentation du salaire minimum au-delà de la croissance de la productivité, il est fort à craindre que croissent les inégalités de revenus du travail, mesurées en salaire moyen, entre les entreprises, celles qui adoptent ces technologies et celles qui ne le font pas à la hauteur des nécessités pour rester compétitif. A ces inégalités croissantes entre les entreprises s'ajoutent celles générées par l'utilisation de ces technologies. Les emplois routiniers sont pour partie, remplacés par une automatisation accrue dans certains secteurs, ce qui entraîne une bipolarisation des emplois (très qualifiés – peu qualifiés) de nature à produire une accentuation une bipolarisation des revenus du travail (Salama P, 2018) .

Dans la mesure où l'Amérique latine a pris du retard, ces effets tardent à apparaître même si dans certains secteurs comme l'industrie automobile ou la finance, ils commencent à se manifester. Mais même si cette diffusion se fait plus lentement qu'ailleurs, elle tend à s'accroître et ces effets apparaîtront plus nettement. Les opportunités d'emplois créés par la production de ces technologies sont rares puisque celle-ci est quasi inexistante, reste seulement celles générées par leur utilisation. Aussi, il est possible que les activités dites informelles enflent, résultat cette fois de l'incapacité relative de créer suffisamment de nouveaux emplois dans les secteurs à productivité croissante.

#### b. Privilégier l'industrie ?

Quelques économistes, notamment brésiliens comme Lisboa M., président de IBRE au Brésil, s'interrogent de la nécessité de privilégier l'industrie. Leurs arguments semblent être de bon sens. La croissance a été un peu plus importante avec la reprimarisation des économies dans les années 2000 – tout au moins jusque vers 2015 - que dans les années 1990 alors que l'industrie était en déclin. De ce point de vue, la reprimarisation des économies latino-américaines non seulement serait favorable à la croissance mais elle entraînerait moins de contrainte externe (tant que l'essor des ventes en valeur de matières premières se maintient à un rythme soutenu), moins d'inflation grâce au double effet 1/ de l'appréciation de la monnaie nationale provoquant une réduction relative du prix des produits importés et 2/ de leur plus grande compétitivité se traduisant par des prix plus faibles. Aussi, pour ces économistes, peu importe l'origine de la croissance. Elle peut provenir aussi bien des services, de l'exploitation des matières premières, de la construction civile, de l'industrie et ce serait une erreur de considérer qu'il faille privilégier l'industrie.

Ce point de vue ne fait pas consensus.

Que ce soient les travaux de Kaldor, de Vervoorn sur la relation entre les taux de croissance de l'industrie et de la productivité du travail, ceux d'Hirschman sur les effets d'entraînement en amont et en aval de l'industrie et de ses secteurs les plus dynamiques , ou bien ceux encore de Thirwall sur les limites de la croissance lorsque les capacités d'importation des autres pays jouent comme contraintes à l'essor de ses exportations, tous montrent le rôle stratégique de l'industrie pour la croissance, et sa capacité à générer des emplois dans les autres secteurs.

Lorsqu'on met en rapport les différents secteurs, classés selon l'importance relative de la formalité de leurs emplois, et le nombre d'emplois indirects créés, on observe qu'en Argentine en 2013 par exemple pour un emploi direct créé dans l'industrie, 2,45 emplois indirects ont été créés, bien plus que dans le commerce, la restauration ou bien la construction civile où prédominent les emplois informels selon

Coatz D. et Scheingart D. (2016, p.37). D'une manière générale, l'industrie – comprise d'une manière large, incluant les télécommunications et certains services sophistiqués – est un puissant multiplicateur d'emplois dans les autres secteurs (services, construction, etc.), permet une densification du tissu économique, une opportunité pour maîtriser l'avenir.

Que dans le passé soutenir l'industrialisation ait pu se traduire par une détérioration de l'environnement ne fait aucun doute. Elle n'est malheureusement pas la seule. L'exploitation des matières premières, quelle qu'elles soient, agricoles ou minières, à un impact fortement négatif sur l'environnement et la santé des populations qui habitent dans les lieux proches de ces exploitations.

### *Une détérioration de l'environnement consécutive*

L'exploitation des matières premières d'origine agricole et minière s'est faite à la fois au mépris de l'environnement, avec une remise en cause des droits nouveaux obtenus par les populations indiennes de plus en plus renvoyées à leur statut de sous citoyen d'hier dans les pays andins, et à une détérioration de la santé des paysans et des mineurs<sup>29</sup>. Elle est alors « justifiée » par les gouvernements, y compris progressistes, par les ressources budgétaires provenant de l'exploitation de ces matières premières, celles-ci servant, dans le meilleur des cas, à financer une hausse des dépenses sociales (scolarité, santé) de telle sorte que le sacrifice de la génération présente puisse être bénéfique pour les générations futures ...

### **Conflit entre le présent et le futur, des générations sacrifiées**

Une politique prenant en considération l'ensemble des piliers définissant le développement durable (environnement, économique, social) n'est guère facile à concevoir sans susciter des conflits d'intérêt. Le développement durable entraîne en effet dans son sillage plusieurs questions essentielles concernant le « *buen vivir* » : 1/ Doit-on sacrifier le présent au nom d'améliorations futures, plus précisément doit-on accepter que les droits des Indiens, leurs conditions de vie, leur santé, leurs cultures et la symbolique dans laquelle elles s'exercent, soient partiellement ou totalement amputés parce que les ressources financières procurées par l'exploitation des mines, la construction de routes pour transporter les matières premières, pourraient financer des dépenses en éducation, en infrastructure, en santé dont ces populations, pauvres aujourd'hui, ont fortement besoin pour dépasser leur pauvreté de manière durable ? Conflit entre présent et futur qui, dans ce cas, prend une valeur particulière en raison du passé d'exclusion dont ont souffert ces populations et des engagements plus ou moins nets des gouvernements de rompre avec ce passé. 2/ Peut-on concevoir le développement durable en respectant la logique capitaliste compte-tenu des particularités de la situation des Indiens et des dégâts qu'entraîne l'exploitation des mégamines, dégâts incluant l'ensemble des dimensions écologiques, sanitaires, sociales et culturelles. Plus

<sup>29</sup> La littérature est abondante aujourd'hui sur ce sujet, voir notamment Svampa M., 2017 et Buchardt H-J, Dominguez R, Larrea C et Peters St (éditeurs), 2016

précisément doit-on s'inspirer d'une approche étatiste, mais alors quid de la pluri-nationalité?, ou bien d'une approche qui n'accepte pas la modernité en ce qu'elle a d'asservissement, d'effets de domination pour insister sur la décentralisation, les pouvoirs locaux, un rejet de la marchandisation pleine et entière, un respect de l'écologie et une aspiration vers la décroissance<sup>30</sup>. Dans les faits, au-delà des promesses, c'est la position développementiste qui s'est imposée au détriment des intérêts immédiats des populations indiennes.

Qu'il faille en tirer la conclusion que la croissance de l'industrie et la préservation de l'environnement sont toujours incompatibles n'est pas pour autant démontré. L'industrialisation peut et doit obéir à des contraintes environnementales édictées par les Etats. Comment ? dans quelles limites ? c'est une discussion essentielle mais qui dépasse le cadre de ce papier. L'essor de l'industrie est créateur d'emplois et de productivités, davantage qu'aucun autre secteur, à la condition toutefois de ne pas laisser les entreprises rechercher le gain maximal au détriment de l'environnement. C'est pour cette raison que nous accordons une place particulière aux conséquences négatives de la désindustrialisation sur l'emploi et les la croissance.

c. La désindustrialisation précoce en Amérique latine est liée au faible taux d'investissement et à un effort en termes de recherche largement insuffisant.

Quasiment tous les pays avancés connaissent un processus de désindustrialisation relatif plus ou moins prononcé. L'industrie pèse en termes relatifs de moins en moins au profit des services de plus en plus sophistiqués. A la différence de ces pays, les pays latino- américains connaissent une désindustrialisation précoce. A l'exception de l'Argentine, elle apparaît lorsque le revenu par tête au début de ce processus correspond approximativement à la moitié de celui des pays avancés au moment où débute leur désindustrialisation. La désindustrialisation se traduit par une baisse relative et absolue des emplois industriels, une destruction d'une partie du tissu industriel, une incapacité de produire durablement des produits de haute et moyenne technologie. Elle est la face cachée de l'essor d'économies rentières, plus précisément de comportements rentiers avec la montée en puissance de la financiarisation et des activités primaires destinées à l'exportation. Paradoxalement, lorsque le pays opte vers les exportations de produits manufacturés comme l'a fait le Mexique dans les années 1980, la désindustrialisation se développe dans les secteurs industriels orientés vers le marché intérieur car aucune politique industrielle ne fut mise en œuvre pour intégrer localement des activités d'amont ou d'aval.

---

<sup>30</sup> Carbonnier Gilles, Campodonico Humberto, Tezanos Vásquez Sergio, org, 2017, voir également le rapport de Iguales-Oxfam, 2018,

**Niveaux du PIB per capita (en dollars US PPA de1990) au début de la désindustrialisation dans quelques pays de l'OCDE et d'Amérique latine, 1950-2011.**

Pays	Top de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB			Top de la part des salariés de l'industrie manufacturière dans le PIB		
	Part (%%)	Année	PIB per capita	Part (%%)	Année	PIB per capita
<b>Pays développés de l'OCDE</b>						
Canada	23.29	1961	8 833	22.73 a)	1970	12 050
France	25.40 b)	1961	7 718	27.89	1974	13 113
Allemagne (Fed. Rep.)	40.65	1961	7 952	39.39 a)	1970	10 839
Japon	32.63	1970	9 714	27.44	1973	11 434
Espagne	23.33	1972	7 099	27.47	1971	6 618
Suède	26.94	1974	13 885	28.29	1974	13 885
Grande Bretagne	36.90	1955	7 868	41.83	1954	7 619
Etats-Unis	26.47	1953	10 613	27.83	1953	10 613
<b>Pays d'Amérique latine</b>						
Argentine	34.85	1976	7 965	24.69 c)	1984	7 426
Brésil	32.47	1985	4 914	17.08	1978	4 678
Chili	19.57	1974	4 992	16.80	1976	4 347
Colombie	20.05	1976	3 713	25.95 d)	1978	4 042
Mexique	23.34	1988	5 771	19.56	2000	7 275
Pérou	21.51	1988	3 766	23.24 e)	1986	3 946
Uruguay	23.42	1986	6 015	30.57	1974	5 123
Venezuela	30.85	1986	8 725	17.18	1987	8 805

Source : calculs effectués par Victor Krasilshchikov, 2020 à partir des données de l' UNCTAD and de ILO (for 1970-2011); for UK and US in the 1950s-60s: UK Central Statistical Office 1961: 105-107, 130, 239, 243; 1965: 107; 1970: 118, 279, 285; US Bureau of the Census 1956: 296;

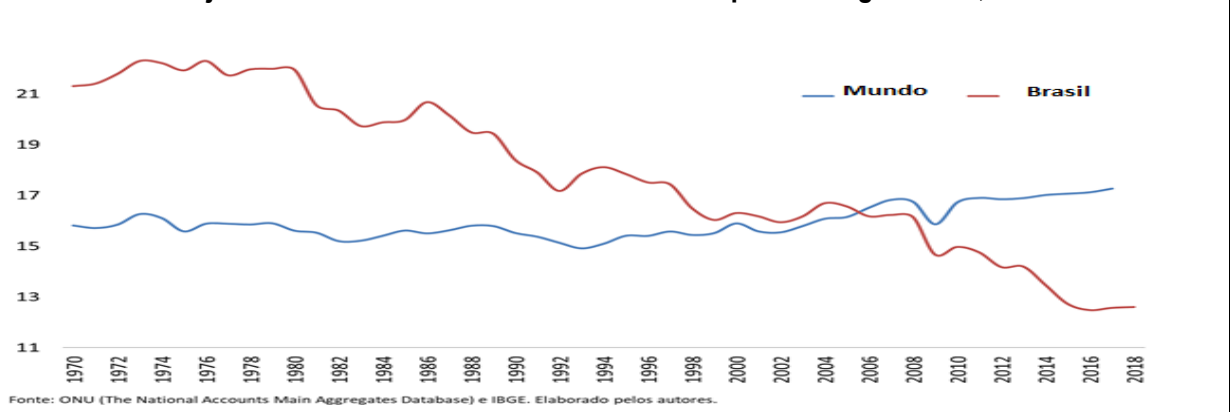


1959: 304, 307; 1961: 203, 207, 301, 304; 1965: 326; OECD/OCDE 1979: 7-8, 103-104, 195-196; MoF 1998, table 6.1; GGDC 2013.

Notes:

- a) Approved data before 1970 are not available.
- b) Data borrowed from *Institut national de la statistique et des études économique. Bases des données. Les comptes nationaux annuels base 2010*;
- c) Gran Buenos Aires;
- d) 7 main cities in the country;
- e) Lima and suburbans;

**Valeur ajoutée de l'industrie de transformation en pourcentage du PIB, 1970-2014**



c. Pourquoi la désindustrialisation précoce, quels effets sur la croissance ?

1. La désindustrialisation n'est pas un processus linéaire. Elle est irrégulière, différente selon les grands pays latino-américains.

Au Mexique, la désindustrialisation concerne les entreprises orientées vers la satisfaction de la demande intérieure. A l'inverse les biens industriels croissent à mesure que la demande des Etats-Unis et du Canada s'intensifie. On a donc un double processus : désindustrialisation et industrialisation. La séparation entre marché intérieur et marché extérieur est nette du fait de l'absence de relations entre ces deux marchés, sauf en partie pour le secteur automobile. En Argentine, les deux processus de désindustrialisation et industrialisation ne sont pas concomitants. La désindustrialisation est plus importante que dans les autres pays, mais à une phase de désindustrialisation succède une phase, relativement brève, de ré-industrialisation lors de la sortie de la crise du Plan de convertibilité au début des années 2000, puis de nouveau une phase de désindustrialisation<sup>31</sup>. Au Brésil, la

<sup>31</sup> Plus précisément, entre 1935 et 1974, la production industrielle argentine augmente de 532%. Cette période se caractérise par un régime de croissance bien particulier, dit de substitution des importations. L'essor de l'industrie substitutive aux importations n'est pas continu. Il est entrecoupé de phases de stagnation (1948-1952, 1959, 1963 et 1966). Dans la période qui suit (1975-1991) - avec l'avènement de la dictature militaire – on observe une baisse de la production industrielle (-16%) et d'amples fluctuations. A l'inverse, l'implosion du plan de convertibilité au début des années 2000 se traduit par une très dévaluation, l'industrie, de nouveau protégée par le taux de change dévalué, croit fortement.

désindustrialisation est irrégulière : relativement prononcée à partir de 1985 à 1996, freinée ensuite puis de nouveau, mais de manière plus atténuée ensuite.

Pourquoi constate-t-on une désindustrialisation précoce dans les économies semi-industrialisées latino-américaines ?

Trois variables agissent directement sur le coût unitaire du travail et donc sur la compétitivité de l'industrie<sup>32</sup> : le taux de change réel par rapport au dollar, le taux de salaire et la productivité du travail. Le taux de change a tendance à s'apprécier par rapport au dollar sur une période assez longue (Bresser Pereira, 2019), entrecoupé cependant de crises de change parfois sévères ou bien comme à la fin des années 2010 d'une dépréciation de la monnaie. La croissance de la productivité du travail est très faible, le taux de salaire dans l'industrie croît au Brésil et en Argentine – des années 2000 à 2015 - au-delà de la croissance faible de la productivité du travail<sup>33</sup>. Ce n'est pas le cas du Mexique (Romero-Brid et alii, 2019). L'appréciation de la monnaie face au dollar, l'augmentation des salaires et la très

---

Au total entre 1935 et 2012, la production industrielle croît de 945%. A partir de 1974, elle perd des emplois et sa participation dans le PIB baisse. Cependant, à partir de 2002, la situation change. L'Argentine se réindustrialise mais dès la seconde décennie du millénaire la situation change de nouveau (Grana J.M., 2015). Selon l'UNIDO (2019), l'indice de l'industrie de transformation passe de 100 en 2010 à 97 en 2017, avant la crise de 2018. Entre les mêmes dates, cet indice en Chine continentale passe de 100 à 165... Ainsi que les autres pays latino-américain, en ayant opté pour une reprimarisation de son économie, l'Argentine ne suit pas le parcours emprunté par les pays asiatiques, elle se spécialise (de nouveau) sur les produits de rente au détriment de son tissu industriel. Le constat est implacable. Le parcours économique de l'Argentine ne lui permet pas de s'insérer de manière positive dans la division internationale du travail (Albrieu et alii, 2015).

<sup>32</sup>Selon les calculs effectués par Frankel R. et Rapetti M, 2011, l'appréciation du taux de change réel est une cause prépondérante de la hausse du coût unitaire du travail entre 2002 et 2010, suivi du différentiel de productivité. La productivité du travail croît en effet moins au Brésil, au Chili, en Argentine et en Colombie que dans les pays avancés ou bien en Chine, suivi enfin de la hausse des salaires plus prononcée que celle de la productivité dans certains pays comme le Brésil et l'Argentine. Rappelons que tant le niveau *moyen* que la croissance de la productivité du travail sont très faibles en Argentine – ainsi d'ailleurs que dans les autres pays latino-américains. Selon Coatz D. et Scheingart D., 2016, au taux de change peso-dollar 2005, si la croissance de la productivité du travail dans le secteur industriel est de 3% par an aux Etats Unis et de 4% en Argentine, il faudrait 101 ans pour annuler le différentiel de productivité entre ces deux pays, et s'il était de 10% par an en Argentine, il faudrait 15 ans. Le problème est qu'on est loin des 3% par an. (p.43).

<sup>33</sup> Les données moyennes ne sont pas toujours pertinentes. La dispersion autour de la moyenne est particulièrement élevée dans les économies semi-industrialisées, davantage que dans les économies avancées. Les niveaux de productivité sont très différents selon les secteurs et au sein de secteurs, ainsi que les salaires à qualification équivalente, selon la taille des entreprises et leur nationalité (OCDE-CEPAL, 2012 *op.cit.*). Le taux de change influe surtout sur les secteurs exposés mais différemment selon que la part des importations est plus ou moins importantes dans la production d'une marchandise.

faible croissance de la productivité, plombent la compétitivité des entreprises<sup>34</sup>. Leur rentabilité est affectée en moyenne, d'où l'insuffisance des investissements productifs et les choix opérés vers la finance, la fuite de capitaux, la consommation ostentatoire (Schorr M. et Wainer A., 2018) se traduisant par la destruction de pans entiers du tissu industriel et le licenciement des salariés (Salama P, 2012, 2018, 2019).

A ces facteurs directs s'ajoute la baisse drastique des investissements publics depuis un quart de siècle dans le secteur infrastructurel (chemins de fer, routes et énergie), l'investissement public n'étant pas considéré comme un inhibiteur à l'investissement privé mais comme un obstacle à son essor. L'insuffisance des investissements dans les infrastructures constitue aujourd'hui un blocage sérieux à une reprise économique durable comme le souligne la Banque Mondiale dans ses différents rapports

Lorsque le tissu industriel est peu dense et qu'il existe une grande variété de ressources naturelles, comme c'est le cas dans quelques rares pays latino-américains, comme le Pérou, l'augmentation du cours des matières premières et l'accroissement des volumes exportés ont des effets positifs sur le taux de croissance. Les importations massives qu'autorisent les recettes d'exportations en forte hausse, facilitées par l'appréciation de la monnaie nationale face au dollar, ont peu d'effets destructifs sur le tissu industriel puisque celui-ci est peu dense. Au total le taux de croissance peut être relativement élevé. La variété de ressources naturelles atténue les effets négatifs d'une baisse du cours des matières premières pour une raison simple : les cours ne baissent pas tous en même temps, certains peuvent continuer à croître alors que d'autres fléchissent. Ce n'est pas tout à fait le cas pour ce qui concerne les volumes exportés : ceux-ci dépendent de la demande internationale, elle-même fonction de la conjoncture du, des, pays importateurs. Lorsque la demande provient d'un seul pays pour l'essentiel, alors la dépendance se traduit par une forte vulnérabilité.

Lorsque le tissu industriel est relativement conséquent, les effets de la désindustrialisation sur le taux de croissance sont différents. Plusieurs facteurs expliquent cette spécificité. La reprimarisation, via ses effets sur la baisse de la compétitivité des produits industriels, affaiblit le tissu industriel de manière spécifique. L'appréciation de la monnaie nationale, la hausse des salaires réels au-delà d'une croissance faible de la productivité du travail dans le secteur industriel, affecte surtout les secteurs produisant des biens de moyenne- haute (machines et équipements électriques, véhicules automobiles, produits chimiques sauf pharmacie, machines et équipements mécaniques, *etc.*) et haute technologie (aéronautique et espace, pharmacie, matériel informatique, *etc.*). En règle générale le solde de la balance commerciale de l'industrie de transformation devient rapidement négatif à cause surtout de la montée en puissance des importations nettes des exportations de biens de moyenne (plus particulièrement ceux de moyenne-haute) et haute technologie. Ce fut le cas dès 2008 au Brésil (Carta IEDI, 2020, n°974), au Mexique et en Argentine (Shorr M et Wainer A. *op.cit.*, Lindenboim J et Salvia A., 2015).

Il faut certes affiner l'analyse : ce n'est pas parce que les importations nettes des exportations de produits à moyenne haute et haute sont de plus en plus négatives que le signal donné soit négatif

---

<sup>34</sup> Ce n'est donc pas l'augmentation des salaires seule qui affecte la compétitivité mais le rapport entre ces trois variables. Une augmentation plus importante de la productivité et le maintien d'un taux de change déprécié peut conduire à une améliorations de lq compétitivité y compris si les salaires augmentent dans certaines limites.

également. Bien au contraire, les importations nettes négatives pourraient signifier un effort vers davantage de modernisation et l'essor consécutif des branches à fort potentiel de croissance. Ce n'est malheureusement peu ou prou le cas en Amérique latine. Les importations nettes sont davantage le signe d'une désindustrialisation affectant surtout les secteurs à fort potentiels. Elles se font au détriment de ces secteurs, elles ne permettent pas ou si peu leur croissance à la hauteur de ce qui serait nécessaire pour que le tissu industriel soit transformé vers davantage de complexité<sup>35</sup>. Ainsi que nous l'avons vu la complexité des exportations baisse alors que celle des pays asiatiques s'accroît<sup>36</sup>

Aussi la désindustrialisation peut-elle s'accompagner pendant un temps d'une hausse du taux de croissance du PIB. Ce fut le cas sous les présidences de Lula au Brésil (2003-2011). Mais cette hausse relative est modérée, de l'ordre d'un point en moyenne par rapport aux années 1990. La relation entre reprimarisation – désindustrialisation et taux de croissance est en fait plus complexe.

Les effets délétères de la reprimarisation sur la rentabilité de l'industrie, ainsi que l'absence de politique industrielle significative, mais aussi les politiques économiques fluctuantes selon les conflits d'intérêt, se traduisent par une crise économique. Au final, avec la reprimarisation, sans politique industrielle et de change pour contrecarrer ses effets négatifs, sans réforme fiscale, la vulnérabilité s'accroît, les capacités de rebond s'affaiblissent en raison de l'affaiblissement du tissu industriel et de la perte de poids des secteurs à haute technicité, ce qui explique la tendance à la stagnation économique sur le long terme (Salama P., 2016 et 2019).

## 2. Le cas du Mexique est particulièrement emblématique

Afin de surmonter la crise due à une dette externe devenue insoutenable, le gouvernement mexicain a libéralisé l'ensemble de ses marchés dans les années 1980. L'ouverture externe a fortement augmenté alors même que le tissu industriel mexicain était particulièrement affaibli par la crise de la dette et la fin des aides diverses dont bénéficiaient l'industrie. Le Mexique est devenu ainsi le plus ouvert des grands pays latino-américains au commerce international.

Contrairement aux enseignements de la *doxa*, le taux de croissance du PIB n'a pas augmenté, bien au contraire. Des années 1950 aux années 1970, celui-ci était particulièrement élevé alors que l'économie du pays était peu ouverte. Ce n'est qu'ensuite, avec l'ouverture de son économie en absence de

---

<sup>35</sup> L'industrie de transformation croît de 2004 à 2008 au Brésil, chute ensuite, se redresse légèrement et s'effondre en 2015 et 2016, sa récupération est très faible ensuite. *Ces mouvements sont amplifiés à la hausse et à la baisse pour les industries de haute technologie et celles de moyenne haute technologie.* Ce n'est pas le cas pour les autres industries, celles de moyenne-basse (construction, réparation navale, caoutchouc et plastiques, produits métalliques, etc.) et de basse technologie (alimentation, boisson, textile, bois, etc.), cette dernière résistant légèrement mieux à la crise ces dernières années dans la mesure où elle ne s'effondre pas. Elle baisse moins qu'en moyenne l'industrie de transformation. Au total, on observe que les industries de haute technologie et surtout de moyenne – haute technologie connaissent une progression très importante de leur production jusqu'à la veille de la crise de 2008. Mais cette progression est en deçà de celle des importations et donc de la demande domestique. Sur ces produits, la désindustrialisation est donc relative au moins jusque cette date.

<sup>36</sup> Pour plus de détails voir Carta IEDI, 2020, A complexidade das exportacoes brasileiras e a concorrência da China, n°972

politique industrielle, que le taux de croissance a fortement fléchi (Calvo J.L., 2019). La tendance à la stagnation économique a été dès lors une des plus prononcées d'Amérique latine.

Le Mexique s'est spécialisé dans l'exportation de produits manufacturés relativement sophistiqués, davantage que ceux exportés par les autres pays latino-américains. En toute logique, ces exportations auraient dû permettre une insertion positive dans la division internationale du travail, source d'une croissance plus élevée. Ce n'est pas ce qui s'est passé. En fait, la sophistication des biens exportés n'est qu'apparente. On est en présence d'une *illusion d'optique* qui s'efface dès lors qu'on considère non pas l'exportation des biens mais l'exportation de la valeur ajoutée produite dans le pays. L'essentiel des exportations de biens industriels – à l'exception notable du secteur automobile où l'intégration est plus élevée – est constitué de biens assemblés. Il y a donc peu de peu d'effets d'entraînement, le degré d'intégration nationale est réduit aux acquêts. Les biens exportés ne sont qu'apparemment sophistiqués, ce que confirment d'ailleurs les données concernant son effort en recherche et développement par rapport au PIB d'Amérique latine que nous avons vues.

La libéralisation du commerce extérieur, le choix fait de se spécialiser dans les exportations de biens industriels assemblés et de ne pas avoir choisi d'accroître leur degré d'intégration comme le firent la Corée du Sud, Taïwan et aujourd'hui la Chine, l'absence donc de politique industrielle, expliquent la léthargie de la croissance du PIB. Ce n'est donc pas un jeu à deux (plus d'ouverture, davantage de croissance), mais à trois (plus d'ouverture, plus d'Etat et davantage de croissance) qu'il faut considérer.

#### En privilégiant le retrait de l'Etat, le Mexique passe à côté de la modernisation

Rufino Matamoros- Romero, 2019, rappelle les arguments évoqués au début des années 1980 pour justifier le retrait de l'Etat au Mexique sous la présidence de Salinas de Gotari. Selon Aspe, secrétaire à la programmation du président et théoricien du retrait de l'Etat, le Mexique n'avait plus besoin de l'intervention de l'Etat pour permettre que les effets d'amont et d'aval (le fameux « casse-tête » ou encore le puzzle d'Hirschman, 1958) puissent s'accomplir et le développement économique se réaliser. Le Mexique serait entré dans une seconde étape rendant l'intervention de l'Etat superflue, voire contre-productive.

"Dans l'exemple de Hirschman, une fois que les « casse-tête », parties du puzzle, ont été résolus, les pièces restantes commencent à se mettre en place presque automatiquement. Ce que cela signifie en ce qui concerne le rôle de l'État dans le développement économique, c'est que après une période initiale de protection et d'intervention de l'État, la croissance ne réagit plus aussi fortement à l'interventionnisme accru qu'il l'a fait pendant les premiers stades de l'industrialisation. En outre, cette analyse transmet l'idée que, compte tenu du cadre institutionnel de base, le soutien indirect à l'activité économique par la déréglementation, la privatisation, la libéralisation du commerce et un environnement concurrentiel qui, par une participation directe de l'État dans les activités productives". (Aspe et Gurría, 1993, p. 9 cité par Rufino Matamoros-Romero, p.16, traduit pas PS).

Les auteurs oublient de rappeler que pour Hirschman les « casse-têtes » évoqués ne peuvent se comprendre qu'en dynamique, autrement dit qu'ils sont infinis. Ils se reproduisent en effet à chaque fois qu'un effet d'amont ou d'aval s'est réalisé grâce à l'aide de l'Etat. D'autres apparaissent générés par eux. Dès lors le développement s'identifie à la densité de ces effets d'amont et d'aval. C'est à ce titre seulement que le tissu industriel peut acquérir de la force et permettre une forte croissance,

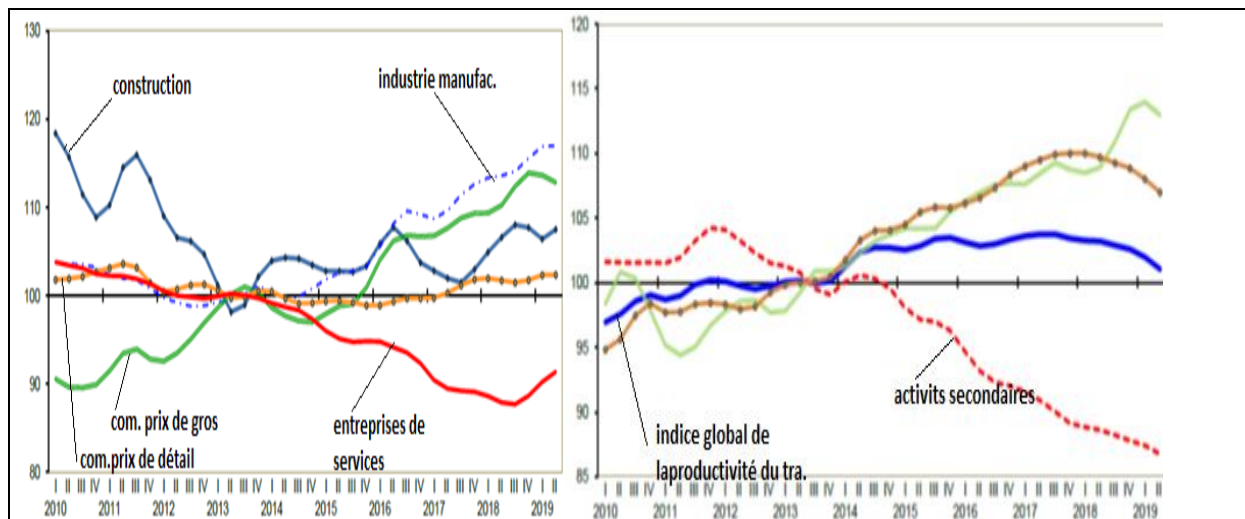
génératrice d'emplois et d'augmentation des revenus du travail. Or comme le montre Rufino Matamoros-Romero, tel n'a pas été le cas au Mexique depuis le retrait de l'Etat. Lorsqu'on compare deux périodes, 1996 et 2011, il y a relativement peu de changements tant vers l'aval que vers l'amont, la « modernisation » annoncée par le retrait de l'Etat n'a pas eu lieu. Les effets d'amont et d'aval ne se sont pas ou peu réalisés, ce sont les importations et les exportations de produits semi-ouvrés qui se sont substitués à une matérialisation possible de ces effets, fût-elle partielle, devenus très difficiles en l'absence d'une intervention de l'Etat. L'industrie d'exportation, mise à part quelque peu le secteur automobile, a fonctionné comme « économie d'enclave » (Calvo J.L., 1999, p.589), d'où le peu d'effets d'entraînement (Ibarra C, 2008) et la faible croissance qui s'en suit (Romero J., 2020).

Spécialisé dans l'exportation de biens industriels assemblés, le Mexique s'est industrialisé et pourtant on peut considérer qu'il s'est aussi désindustrialisé. A l'exception notable de son secteur automobile, le marché intérieur n'est pas connecté au marché extérieur et vice et versa. Le marché intérieur subit la concurrence extérieure, nombre d'entreprises ferment faute de compétitivité suffisante, des secteurs entiers disparaissent remplacés par des importations de biens finaux et intermédiaires. Les causes sont les mêmes que celles analysées par des pays plus fermés comme l'Argentine et le Brésil ou bien la Colombie : insuffisance d'investissements productifs avec pour conséquence une faible croissance de la productivité du travail, taux de change apprécié avec pour effet que les salaires en dollars paraissent trop élevés quand bien même ils seraient faibles en monnaie locale. Le couple productivité- salaires en dollars joue donc en faveur d'une désindustrialisation sur le marché intérieur. Le marché extérieur<sup>37</sup>, coupé du marché intérieur, ne favorise pas d'effets *clusters*, il n'y a pas de dynamisation du marché intérieur du fait de l'absence d'intégration économique et ce faisant de croissance soutenue et durable.

Indices du coût unitaire du travail (gauche), productivité du travail (droite) global, activités secondaires, primaires et services, 2010-2<sup>o</sup>trim.2019, 2013 =100, série tendance-cycle

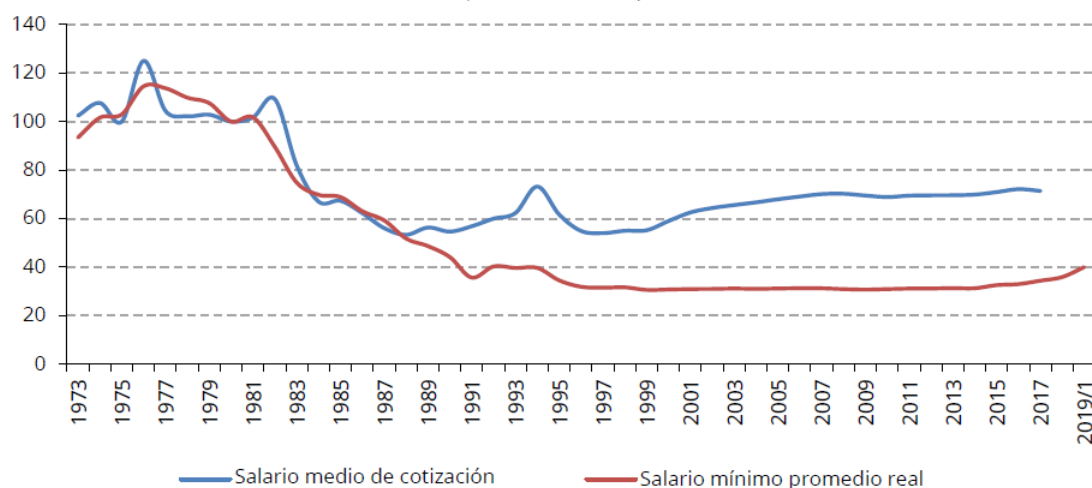
---

<sup>37</sup> La seule grande différence par rapport aux années 1990, est que le Mexique n'est plus l'atelier d'assemblage exclusif des Etats-Unis. Un troisième acteur s'est inséré : la Chine. La Chine exporte à la fois pour le marché intérieur des biens de consommation, des biens intermédiaires qui participent à la désindustrialisation de son marché intérieur, mais aussi de plus en plus de produits intermédiaires qui assemblés avec des biens exportés par les Etats –Unis au Mexique sont réexportés ensuite aux Etats Unis, ce qui explique à la fois le fort excédent à la fois de ce pays vis-à-vis des Etats – Unis et son déficit abyssal vis-à-vis de la Chine (pour un dollar exporté en Chine, le Mexique importe 9 dollars de biens) et l'exigence de renégociations de l'accord liant le Mexique, le Canada, et les Etats Unis de la part de l'administration Trump. (Ramirez Bonilla J.J., 2017)



Source : INEGI

**México: salario medio real de cotización al IMSS y salario mínimo, 1973-2019/1**  
(Índice 1980=100)



**Fuente:** Elaboración propia sobre la base de datos del Instituto Mexicano del Seguro Social (IMSS), la Secretaría del Trabajo y Previsión Social (STPS) y el Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI), 2019.

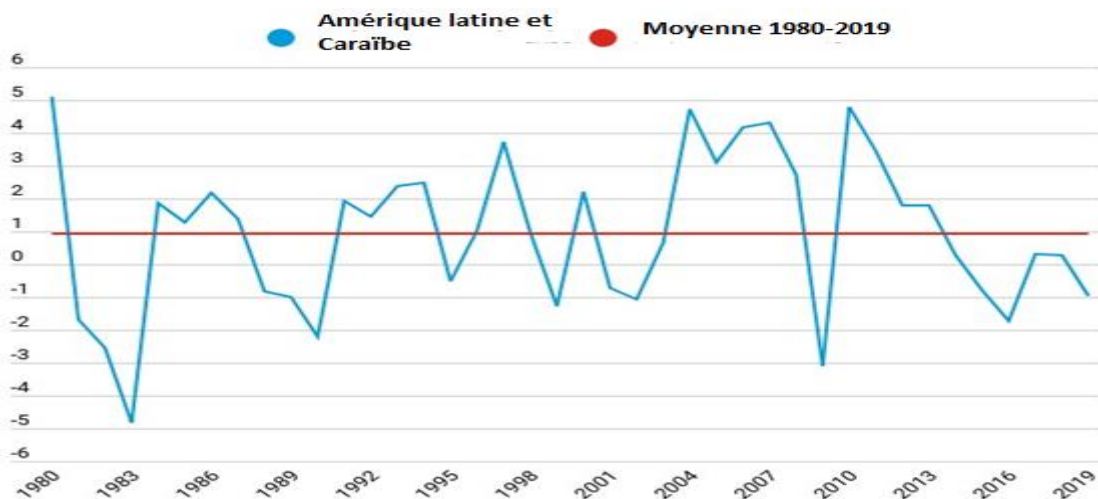
source: Moreno-Brid, 2019

### V. La forte volatilité explique-t-elle le faible taux de croissance du PIB par tête sur longue période ?

a. Volatilité et croissance du PIB en Amérique latine et dans quelques grands pays

La relation entre d'une part des fluctuations importantes et un taux de croissance moyen du PIB par tête sur longue période est nette comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous.

Taux de croissance du PIB par tête en Amérique latine et aux Caraïbes, 1980-2019, calculé en dollars PPA de 2011



Source : FMI et base de données de *Perspectives économiques de l'économie mondiale*.

A l'inverse les pays asiatiques connaissent de faibles fluctuations et une forte croissance du PIB sur longue période.

L'écart type est souvent utilisé comme indicateur de volatilité. Les économies asiatiques connaissent une faible volatilité et croissance forte sur des longues périodes : Chine (1971-1979 et 1980-2004) et Taiwan (1976-2000) par exemple, et, sur des périodes un peu plus courtes, quelques pays latino-américains (l'Argentine de 1991 à 1998, le Brésil de 1966 à 1980, le Mexique de 1964 à 1981). Selon Saludjian A, à l'exception de l'Argentine, la conjonction d'une volatilité faible et d'une croissance élevée correspond à une époque antérieure à la crise de la dette (1982) en Amérique latine. Enfin, on observe que parfois une faible volatilité, sur des périodes plus courtes, s'accompagne d'une croissance également faible, c'est le cas du Brésil (1998-2004) et au Mexique (1999-2004).

Zettelmeyer J (2006) montre que les périodes où la croissance par tête dépasse 2% par an sont moins importantes en Amérique latine qu'en Asie et surtout moins longues depuis 1950. Selon ses travaux, on dénombre depuis 1950, 10 périodes de croissance à plus de 2% par tête en Amérique latine contre 11 en Asie, leur durée moyenne est dans le premier cas de 13,9 mois alors qu'elle atteint 26,1 mois dans le second, enfin dans 30% des cas ces phases d'essor dépassent 15 ans en Amérique latine contre 73% en Asie. Solimano A. et Soto R. (2005) de même notent que le pourcentage d'années de crise (taux de croissance négatif) sur la période 1960-2002 est de 42% en Argentine, de 29% au Brésil mais seulement de 7% en Corée du Sud et de 5% en Thaïlande.

Enfin la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU montre dans son rapport de 2008 que l'écart type du taux de croissance entre 1991 et 2006 est particulièrement élevé en Argentine (6,29) et plus faible au Brésil (2,02) et au Mexique (3,05).

b. La volatilité de la croissance n'est pas la même en Argentine, au Brésil et au Mexique

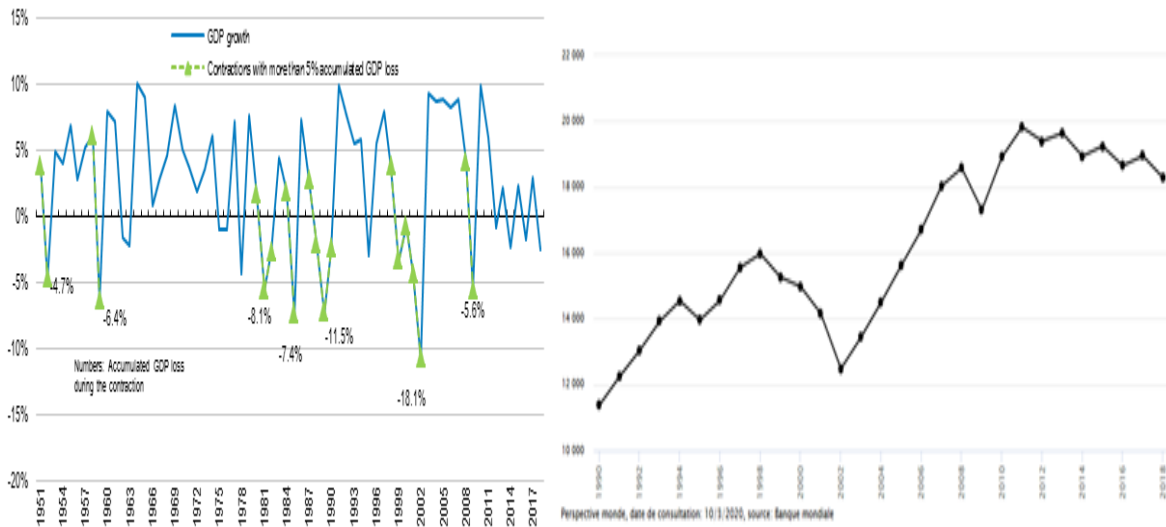
En Argentine, des phases de forte croissance succèdent à des périodes de crises profondes, ainsi qu'on peut le voir dans les graphiques ci-dessous :

Cycles de la croissance du PIB

Croissance du PIB par tête en PPA (2011)



## en Argentine, 1951-2017

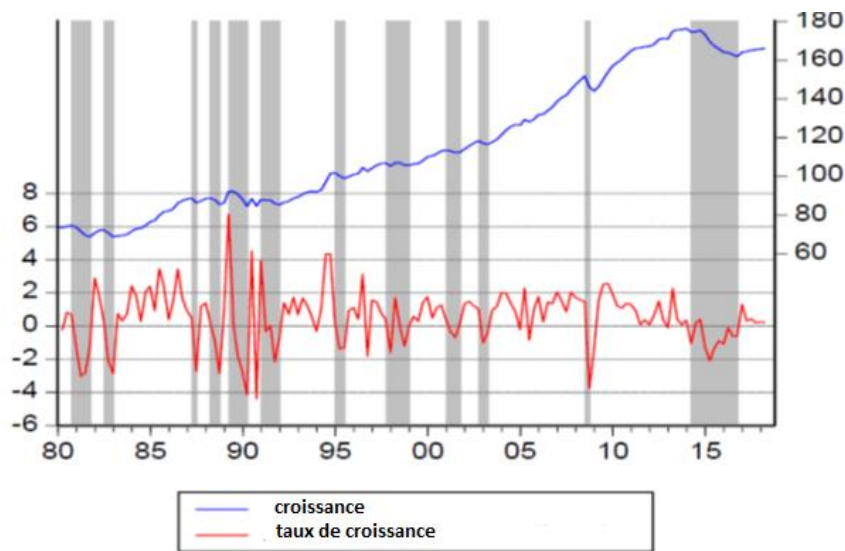


Source : premier graphique Maurixio R, 2019, second graphique, à partir des données de la Banque Mondiale :

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=ARG&codeStat=NY.GDP.PCAP.PP.KD&codeStat2=x>

La volatilité de la croissance au Brésil est un peu moins prononcée qu'en Argentine.

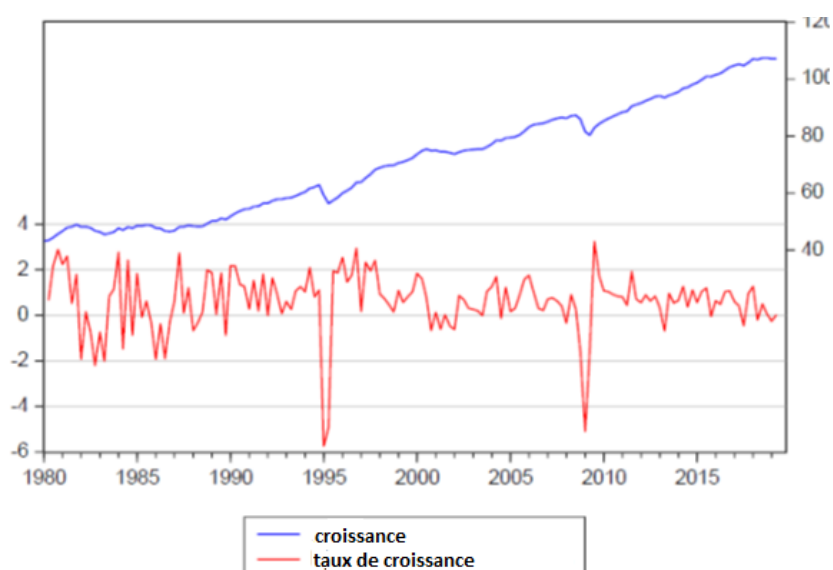
Taux de croissance (ordonnée de droite) et cycles (ordonnée de gauche) au Brésil, 1980 - 2018



Source : Chauvet M., 2019

La volatilité du PIB mexicain, bien qu'élevée, est relativement faible, comparée à celle de l'Argentine. Cependant, les années 1980 (crise de la dette), 1993-1995 (effet *tequila*, nom donnée à la crise provoquée par un double déficit très important de la balance des comptes courants et du budget) et 2009 (contagion internationale de la crise dite des *subprime*) se caractérisent pas des taux de croissance fortement négatifs.

## Taux de croissance (ordonnée de droite) et cycles (ordonnée de gauche) au Mexique, 1980 – 2018



source : Chauvet M., 2019

### Caractéristiques principales des cycles économique du Mexique 1980-2009

	Nombre de fois	Durée moyenne	Minimum	Maximum
Récession	6	18	11	34
Expansion	5	44	12	71

Source : SICA de INGI, données de septembre 2019, in Grupo Técnico de Expertos para el diseño de un Comité para el Fechado de los Ciclos de la Economía de México (GTDCFC)

#### c. L'Argentine, un approfondissement

Le taux de croissance moyen sur longue période de l'Argentine est en deça de la moyenne des pays latino-américains, nous l'avons vu. La volatilité de sa croissance est particulièrement importante. Alors que dans le cas du Mexique, le couple industrialisation pour exporter – désindustrialisation au niveau du marché intérieur explique le faible taux de croissance, en Argentine il semble que ce soit surtout la multiplication des phases de « *stop and go* » qui fonde la faible croissance moyenne.

En Argentine il y a une relation de cause à effet entre la très forte volatilité et la faiblesse de la croissance. *Le problème se déporte alors sur l'analyse des causes de la très forte volatilité.* Elles sont différentes selon les périodes et les régimes de croissance.

1/ L'économie d'exportation de matières premières est particulièrement vulnérable. Le solde de la balance commerciale, et le plus souvent le montant des recettes fiscales, dépendent de l'évolution des prix des matières premières et de leurs volumes exportés, ainsi que de la diversification des ressources naturelles dont dispose le pays. Les exportations de matières premières de l'Argentine sont de plus en plus importantes en termes absolus et relatifs depuis les années 2000. Les pays spécialisés dans

l'exportation de matières premières sont dans une situation passive, sauf s'il sont dans une position de monopole, ce qui n'est pas le cas de l'Argentine fortement concurrencée sur le soja par le Brésil et les Etats-Unis. Ils ne peuvent pas ou peu agir sur le cours et les volumes sauf à augmenter ou diminuer les volumes exportés. Ils subissent les prix définis sur les marchés internationaux. Ce sont fondamentalement des économies rentières.

A l'inverse, l'industrialisation diminue la vulnérabilité mais le protectionnisme conduit souvent à de nouveaux comportements rentiers sauf si l'Etat adopte une politique industrielle visant à transformer le tissu industriel pour l'insérer dans la division internationale du travail en favorisant la production de produits à haute technologie dont les élasticités de la demande par rapport au revenu sont élevées. La vulnérabilité est fonction à la fois de la composition des exportations, plus celles des matières premières est importante plus elle est élevée ; plus les exportations de produits industriels augmentent moins elle est importante à la condition toutefois que la structure de ces exportations évolue favorablement (Fernandez V.L. et Curado M.L., 2019) ce qui a été peu le cas, nous l'avons vu.

2/ La reprimarisation des économies dans les années 2000 augmente la vulnérabilité. Pendant longtemps les gouvernements ont cru que la contrainte externe avait disparu en raison à la fois de la forte hausse du cours des matières premières et l'augmentation des volumes exportés dus à la demande en très forte croissance des économies asiatiques.

Les fluctuations - le « *stop and go* » - s'expliquent essentiellement par la contrainte externe. Le déficit croissant de la balance commerciale et la crainte des investisseurs qu'une telle situation puisse durer provoquent des dévaluations plus ou moins importantes. Dans des conditions proches du plein d'emploi, la dévaluation est un facteur important de hausse des prix (ce que les économistes nomment par l'expression anglo saxonne de *pass through*<sup>38</sup>). De crainte que la hausse des prix n'érode et efface la compétitivité prix retrouvée par la dévaluation, la politique économique le plus souvent préconisée est d'intervenir sur la politique monétaire et la politique budgétaire ; la hausse des taux d'intérêt devrait permettre que des capitaux qui avaient fui, reviennent et la politique budgétaire restrictive devrait contenir la demande et réduire de ce fait l'inflation. Ces deux politiques en fait provoquent une récession, d'où le qualificatif utilisé par le courant structuraliste de la CEPAL de dévaluation récessive et de leur opposition, tout au moins jusqu'aux années 1980 incluses d'une telle politique (Keifman S, 2007).

Au bout d'un certain temps les effets positifs sur la croissance d'une reprise des exportations l'emportent sur les effets négatifs d'une contention de la demande interne, d'autant plus qu'avec la reprise de la croissance les salaires et l'emploi augmentent de nouveau et provoquent de nouveau une perte de compétitivité, un déficit croissant de la balance commerciale et à nouveau une dévaluation.

En fait ce n'est pas la dévaluation en elle-même qui est à l'origine de fluctuations importantes. L'implosion du plan de convertibilité au début des années 2000 avec la forte dévaluation n'a conduit ni à une hausse des prix durables, ni à une récession, bien au contraire. L'augmentation des prix a été de courte durée et la croissance a été vive et relativement durable, ce n'est que dans les années 2007-2008 que la reprise inflationniste est devenue un problème. La compétitivité retrouvée grâce la

---

<sup>38</sup> Voir Destaque Depec-Bradesco, 27.03.2019 : « Argentina : aversao a volatilidade cambial deve continuar a politica economica

dévaluation n'est que de courte durée tant qu'elle n'est pas accompagnée par un progrès sensible de la productivité de l'industrie. Dit autrement, la compétitivité retrouvée vient de la baisse des salaires exprimée en dollar à laquelle s'ajoute les effets de l'accélération de la hausse des prix suite à la dévaluation. Mais le salaire n'est qu'une des variables qui explique la compétitivité. Deux autres variables contribuent directement à une amélioration de la compétitivité, la hausse de la productivité et le maintien d'un taux de change sous-évalué auxquelles s'ajoutent d'autres variables qui indirectement jouent un rôle important : le niveau de l'éducation, les infrastructures physiques. La forte croissance des années 2000 s'explique précisément par le maintien d'un taux de change sous-évalué et par l'utilisation de fortes capacités de production oisives et la rebauche de salariés mis au chômage dès la fin des années 1990. Les limites de la croissance sont dans l'incapacité d'améliorer la productivité et de procéder à une mutation du tissu industriel vers des secteurs dynamiques à haut coefficient de recherche (Coatz et alii, Lindenboim et Salvia S., 2015, notamment l'étude de Grana JM)<sup>39</sup>, Par contre si l'élasticité de la demande de l'étranger est faible et si l'élasticité de l'offre est insuffisante parce que le tissu industriel a été profondément détérioré, alors la dévaluation tarde à impulser une croissance des exportations. C'est ce qui s'est passé alors de la crise de change de 2018, ce n'est qu'en mai 2019 que la balance commerciale redevient positive, au prix cependant d'une forte crise économique couplée d'une inflation très élevée et de baisses du pouvoir d'achat conséquentes (Salama P, 2019).

## VI. Causes de la tendance à la stagnation du taux de croissance du PIB selon les pays

- a. La tendance à la stagnation ne s'explique pas de la même manière dans les grands pays latino-américains.

Elle a des causes communes certes, mais le poids de chacun des facteurs diffère. D'une manière générale, la reprimarisation a accentué les comportements rentiers des entrepreneurs qui préexistaient. Le taux d'investissement est faible, il s'en suit une financiarisation plus importante et une désindustrialisation, celle-ci a des effets à long terme sur la croissance. Cela concerne plus particulièrement l'Argentine, le Brésil et dans une moindre mesure le Mexique, la main d'œuvre « exportée » étant sa matière première.

Le couple industrialisation – désindustrialisation au Mexique ne procure pas les effets qu'on pourrait attendre en termes de points de croissance. La raison est le retrait de l'Etat et donc des effets *clusters* peu importants, ne se réalisant pas au bénéfice des importations. Reste une industrialisation par « assemblage » incapable de compenser les effets délétères de la désindustrialisation.

La très forte volatilité a des effets négatifs sur la croissance. Le « stop » laisse des marques profondes et le « go » ne permet pas de retrouver les Cela concerne l'ensemble des pays mais plus particulièrement l'Argentine.

Enfin et surtout, le facteur le plus important est l'inégalité très importante tant des revenus que des patrimoines. Certes, les inégalités n'étaient pas très importantes dans les pays du cône sud comme

---

<sup>39</sup> Remarquons que très souvent les économistes qui calculent les élasticités de l'offre sur des périodes longues le font en supposant que le périmètre de l'industrie reste inchangé, ce qui est loin d'être le cas lorsque la désindustrialisation avance

l'Argentine – eu égard aux autres pays latino-américains – mais elles le sont devenues depuis les années 1990 et ces pays se sont latino-américanisés... aussi la tendance à la stagnation jusque dans les années 1990 s'expliquaient surtout par la vulnérabilité externe et la fréquence des « stop and go », depuis les inégalités jouent un rôle majeur à l'égal des pays du cône nord latino-américains

Causes de la tendance à la stagnation du taux de croissance du PIB

	Argentine	Brésil	Mexique
reprimarisation	+	++	+
Industrialisation-désindustrialisation	+		++
Volatilité	+++	+	+
Inégalités	+ puis ++	+++	+++

b. La crise est structurelle en Amérique latine.

Seules des réponses structurelles peuvent permettre de surmonter les obstacles à un développement durable, à une inclusion de ceux, la majorité qui sont rejetés. Ne pas les décider et proposer des réformes c'est un peu comme mettre un pansement sur une jambe de bois, ce qui a le cas le plus souvent, à l'exception d'intermédiaires où des gouvernements populistes progressistes ont pu améliorer le sort des plus pauvres, sans toutefois entreprendre des réformes radicales comme celle du système fiscal. Elles sont au nombre de sept :

1. L'essor de l'agriculture d'exportation s'est fait au détriment des paysans. L'exploitation des mines s'est réalisée le plus souvent au détriment des populations indiennes. La reprimarisation s'est réalisée au mépris de l'environnement et de la santé des paysans, des mineurs et des populations alentours. Elle s'est traduite par une détérioration de leur santé, par des migrations économiques forcées vers les villes. Imposer des normes environnementales et leur respect est de plus en plus une nécessité de survie ;

2/ Dans le contexte latino-américain où le marché intérieur joue un rôle important, il est nécessaire d'augmenter le pouvoir d'achat provenant du travail. Cette amélioration du pouvoir d'achat peut dynamiser le marché intérieur. Justice sociale rejoint paradoxalement efficacité économique : davantage d'emplois, moins d'informalité ;

3/ Cette amélioration passe surtout par une diminution des inégalités sociales grâce à une réforme fiscale qui ne soit plus régressive et puisse favoriser la solidarité. C'est une nécessité non seulement éthique mais aussi économique;

4/ Il est nécessaire d'améliorer les capacités du tissu industriel à répondre à la demande accrue en augmentant les dépenses en recherche – développement, en améliorant substantiellement la productivité du travail et le taux d'investissement dans le secteur industriel, les services de haute technologie qui lui sont liés et permettre ainsi que les entreprises puissent produire des biens complexes à haute technologie à l'égal de ce que fait et fait la Corée du sud ;

5/ une politique industrielle agressive qui fasse des paris sur les industries du futur, qui permette une augmentation de la productivité du travail et une hausse des investissements, conditions nécessaires pour rendre compatibles hausse des revenus du travail et amélioration de la compétitivité ;

6/ développer une politique de redistribution en faveur des catégories les plus vulnérables.

7/ Enfin, le choix d'un taux de change sous-évaluée est une condition *sine qua non* pour éviter les effets pervers auxquels conduit une monnaie appréciée sur le tissu industriel. Ce n'est pour autant pas une mesure miraculeuse en elle-même. Pour être efficace et permettre la ré-industrialisation doit s'accompagner d'un ensemble d'autres mesures, celles que nous venons de citer.

Des mesures prises isolément les unes des autres ne sont pas efficaces. Le Brésil en est la preuve : la baisse drastique des taux d'intérêt, la dépréciation de sa monnaie ne suffisent pas à relancer l'économie depuis deux ans. C'est l'ensemble de ces mesures qui constitue une rupture. La crise provoquée par la pandémie peut aider à favoriser cette rupture, mais celle-ci impose que des projets alternatifs aient l'appui de mobilisations massives.

### Conclusion

Nous entrons probablement dans une nouvelle ère du capitalisme. Ce dernier aura probablement beaucoup de difficultés à fonctionner de la même manière qu'auparavant. Après le néo-capitalisme marqué par une intervention de l'Etat accru après la seconde guerre mondiale et dans quelques pays d'Amérique latine, après le retrait de l'Etat du productif dans les années 1990 et la phase néolibérale qui lui correspond, nous entrons probablement dans une nouvelle phase, celle d'un retour du néocapitalisme « sans les soviets, mais avec la révolution numérique » ou bien peut être, en étant bien optimiste, celle de la construction d'un socialisme, alliant les soviets, le numérique et la fin programmée de l'Etat tout court plutôt que sa consolidation via une bureaucratie prédatrice...

Les effets délétères de la globalisation appellent en effet un retour du protectionnisme, sans qu'on sache exactement si ce sera l'abandon total ou partiel de l'éclatement international de la chaîne de valeur, ou bien partiel au nom de la souveraineté nationale. La question à partir de ce moment est de définir le curseur en tenant compte des secteurs à protéger, les productions à relocaliser. On voit que derrière cette question c'est à la fois celle des limites du marchand et de sa logique de profit et celle d'une nouvelle définition de la frontière entre le marchand et le non marchand<sup>40</sup>.

« Soyons réalistes, demandons l'impossible », c'est la seule manière se sortir du puits dans lequel les pays latino-américains s'enfoncent depuis tant et tant d'années.

---

<sup>40</sup> Connaître les coûts du non marchand sans en faire une contrainte absolue, tel est l'enjeu et derrière celui-ci, ce ne sont pas seulement les relations entre marché et Etat, mais aussi les capacités de l'Etat d'imposer des règles plus coercitives, dont le marché s'était exempté en s'internationalisant. C'est aussi celle d'un contrôle de l'Etat par la participation populaire, accompagnant celui du parlement, l'Etat n'étant ni une *deus ex machina*, ni neutre, et trop souvent capable de définir ses intervention en fonction d'une logique de préservation et de renforcement de sa propre bureaucratie.

## Du SRAS-CoV-2 à un virus social en Amérique latine

### Introduction

La pandémie n'a pas provoqué la crise économique que connaît l'Amérique latine depuis le début de l'année 2020. Elle l'a précipitée. Dans quelques pays, une crise plus ou moins ouverte existait déjà : le Venezuela, l'Argentine et dans une moindre mesure le Mexique. Dans d'autres pays, on assistait à un ralentissement de l'activité économique et au Brésil une difficulté majeure de retrouver une croissance autre que modeste après la grave crise de 2015-2016. Tous ces pays se caractérisent par une tendance à une stagnation économique de longue durée. Nous l'avons vu. A la différence des économies asiatiques, le SRAS-CoV-2 déploie ses effets sur des pays affaiblis par des décennies de croissance lente, d'inégalités de revenus et de pauvretés conséquentes, d'infrastructures sanitaires la plupart du temps peu à la hauteur face au déchainement de la pandémie du Covid-19. Ce n'est pas la pandémie qui provoque la crise actuelle, elle la précipite. Le facteur exogène qu'est cette pandémie agit sur un tissu économique et social affaibli en Amérique latine. Il ne suffira donc pas que cette pandémie, ce facteur exogène, disparaisse pour que la situation antérieure puisse revenir dans l'ensemble des pays, avancés ou non avancés et à *fortiori* en Amérique latine.

La pandémie, *via* les mesures de confinement, l'arrêt des entreprises hors celle essentielles au quotidien, a mis en relief les dysfonctionnements de l'hyper-globalisation. Personne ne pensait que les formes nouvelles prises par la globalisation, à savoir l'éclatement international de la chaîne de valeur, pouvait à ce point fragiliser les différentes économies au point de les rendre extrêmement vulnérables. Il a suffi d'une pandémie pour que *d'un coup d'épaule* le système économique actuel s'effondre par des effets en chaîne se nourrissant les uns des autres. L'incapacité de fournir des segments de la chaîne internationale de valeur ici (la Chine, la première affectée par la pandémie, l'arrêt de la plupart de ses usines<sup>41</sup> et les conséquences du confinement de la population hors celle travaillant dans les secteurs de la santé, de l'alimentation et des transports), entraîne ailleurs, dans d'autres pays, des arrêts de la production plus ou moins importants, une augmentation du chômage et de ce fait une baisse de la demande précipitant une dépression économique dans des économies déjà affaiblies.

### I. Quelles ont été les politiques décidées pour faire face aux conséquences sociales et économiques de la pandémie en Amérique latine ?

#### a. Retour de l'Etat/Nation

---

<sup>41</sup> Avec quelques exceptions: l'usine de Wuhan de mémoires a continué à fonctionner en pleine période de confinement et plus généralement celle produisant des circuits intégrés bien que la demande occidentale ait faibli.

Les déficits publics s'accroissent considérablement en raison de la chute – parfois drastique, des recettes publiques, liée à l'ampleur de la crise et surtout de l'accroissement parfois considérable des dépenses publiques.

On assiste à un retour de l'Etat/Nation pour trois raisons. *La première* est sociale. La crise a un coût humain considérable qui conduit certains Etats latino-américains à intervenir massivement pour en alléger le coût, à l'exception notable du Mexique. C'est le cas du Pérou, de l'Argentine, un peu moins du Brésil. D'une manière générale, et plus particulièrement dans les pays avancés européens, la pandémie pousse les gouvernements à intervenir massivement dans le secteur de la santé, à prendre en charge une partie parfois très importante des salaires des entreprises du secteur privé contraintes de cesser provisoirement leurs activités, de fournir une aide directe aux personnes les plus démunies. Seul l'Etat paraît être en mesure d'y répondre<sup>42</sup>. La charité étant loin de pouvoir le faire, l'accès aux hôpitaux privés, coûteux, n'étant pas ou peu possible pour une grande partie de la population latino-américaine. Nous l'avons vu au chapitre précédent.

*La seconde* raison est que cette pandémie est révélatrice de l'échec de la globalisation telle qu'elle s'est étendue, imposée ses règles du jeu depuis une vingtaine d'années. Il a suffi d'une pandémie pour que *d'un coup d'épaule* le système économique actuel s'effondre par des effets en chaîne se nourrissant les uns des autres. Nous l'avons vu.

*La troisième* raison est le pendant de l'échec de la globalisation. Les effets délétères de la globalisation appellent un retour du protectionnisme, sans qu'on sache exactement si ce sera l'abandon total ou partiel de l'éclatement international de la chaîne de valeur, au nom de la souveraineté nationale. La question à partir de ce moment est de définir le curseur en tenant compte des secteurs à protéger, les productions à relocaliser. On voit que derrière cette question c'est à la fois celle des limites du marchand et de sa logique de profit et celle d'une nouvelle définition de la frontière entre le marchand et le non marchand. Connaitre les coûts du non marchand sans en faire une contrainte absolue, tel est l'enjeu et derrière celui-ci, ce ne sont pas seulement les relations entre marché et Etat, mais aussi les capacités de l'Etat d'imposer des règles plus coercitives, dont le marché s'était exempté en s'internationalisant. C'est aussi celle d'un contrôle de l'Etat par la participation populaire, accompagnant celui du parlement, l'Etat n'étant ni un *deus ex machina*, ni neutre, et trop souvent capable de définir ses interventions en fonction d'une logique de préservation et de renforcement de sa propre bureaucratie.

*L'intervention accrue de l'Etat, son incapacité ressentie à juguler les conséquences sociales de la crise appellent-elle davantage de populisme dans les pays latino-américains ? De quel type de populisme pourrait-il s'agir : progressiste parce que redistributif, d'extrême droite parce que rejetant les minorités et cherchant à ressourcer la Nation dans des valeurs identitaires et/ou religieuses ? Les tendances sont déjà présentes, mais il est difficile de les déchiffrer.* Aussi, est-il nécessaire de rappeler ce qui a distingué les deux populismes dans les années 2000. C'est l'objet de la section qui suit

*b. Les politiques de lutte contre la contagion sont en général très en-deçà de ce qui se serait nécessaire, surtout au Mexique, au Nicaragua et au Venezuela.*

---

<sup>42</sup> Voir : *Financial Times*, 24 mars 2020, "Coronavirus Nationalism is a side effect of coronavirus"



Elles sont parfois hésitantes, contradictoires, reflets d'oppositions entre les gouverneurs des Etats et la présidence de l'Etat central, les uns cherchant à protéger leurs populations en la confinant, en fermant les usines non essentielles à la vie quotidienne, d'autres, au niveau central, en minimisant les conséquences sanitaires de la pandémie, mobilisent leurs troupes pour s'opposer au confinement et à la fermeture des entreprises, militent pour le retour au travail tout en acceptant parfois à reculant d'accorder des aides aux informels pauvres pendant une durée de temps limité, de repousser le paiement de charges, de faciliter les crédits aux entreprises, etc.. C'est le cas du Brésil mais aussi, dans une moindre mesure du Mexique qui tout en acceptant le confinement décidé par les autorités locales, les mesures barrières, le Président décide d'étendre les entreprises essentielles aux *maquilas*<sup>43</sup> produisant pour les Etats-Unis et sous la pression de ce pays, refuse d'accorder des aides aux entreprises au nom du sacré saint principe de l'équilibre budgétaire. Ces politiques sont parfois volontaristes. C'est le cas du Pérou qui s'engage à aider les entreprises essentiellement mais qui pour avoir tardé à prendre des mesures de confinement strictes, connaît une explosion de contaminations et de décès. C'est le cas surtout de l'Argentine qui combine une aide aux travailleurs, ayant des emplois formels (environ la moitié des emplois totaux, privés et publics), affectés par la fermeture ou la paralysie des entreprises, « interdit » les licenciements ( ceux de l'industrie devraient recevoir 75 % de leur salaire net), augmente les aides vis-à-vis des plus pauvres (7,8 millions de personnes sont concernées) aide qui s'ajoute aux pensions et retraites et aux AUH (assignation universelle par enfants), « subventionne » presque 60% des entreprises – certaines, évaluées à 20%, ne remplissant pas les prérequis et 17% étant très petites., - reporte le paiement de charges et d'impôts, gel les loyers ce qui en période d'inflation élevée est important. Malgré ce large spectre, ces aides sont cependant insuffisantes compte tenu de l'importance de la crise et de la montée du chômage, de la pauvreté et de la baisse des revenus du travail..

D'une manière générale, les politiques de lutte contre les effets sociaux et économiques de la contagion du Covid-19 sont de deux ordres : 1/ Les mesures « barrières », le lavage systématique des mains et le confinement partiel (hors personnes travaillant dans des secteurs liés à la santé, à l'alimentation et au transport) ; 2/ Des politiques économiques contra-cycliques pour freiner la montée de la crise et demain relancer l'économie.

Les premières mesures rencontrent des difficultés de mises en application dans les quartiers regroupant les habitants les plus défavorisés. Dans les cas extrêmes, les maisons n'ont pas d'eau potable, voire courante et il est donc difficile de se laver les mains régulièrement, la densité de population y est très importante et donc les mesures « barrières » ne sont pas faciles à appliquer et enfin, comme la plupart des personnes y demeurant ont le plus souvent des emplois informels et ne sont pas ou mal protégées par le système sanitaire, le confinement se réduit à choisir entre Charybde et Scylla, soit mourir de faim en respectant le confinement, soit augmenter considérablement la possibilité d'être contaminé et de contaminer son voisinage en allant travailler, sauf à ce que le gouvernement leur verse davantage d'aides. Nous avons vu que ce n'était pas, et de loin, partout le cas.. L'accès aux hôpitaux publics peu préparés à cette épidémie, surchargés pousse nombre de pauvres à atteints par le virus à préférer rester à la maison, voire y mourir, ce qui explique en partie la sous-estimation du nombre de décès. A cela s'ajoute la volonté par certains présidents – au Brésil de manière caricaturale

---

<sup>43</sup> Entreprises qui exportent vers les Etats-Unis des produits assemblés de l'industrie automobile, de produits électroniques principalement

–, mais aussi par les sectes évangéliques dont l'influence est particulièrement élevée chez les plus pauvres et les moins éduqués<sup>44</sup>, de tout faire pour s'opposer au confinement imposé par les gouvernements des Etats (dans le cas de fédération) au prétexte que si le confinement devait être appliqué il entraînerait une crise irréparable produisant un nombre de décès plus élevé que celui produit par la pandémie<sup>45</sup>. Nous l'avons évoqué.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser ce n'est pas d'abord la différenciation sociale qui expliquerait que les pauvres soient le plus vulnérables. Il y a des lieux où les pauvres sont importants et la pandémie faible. C'est en premier l'apparition de cluster et au sein de ces clusters, les pauvres constituent la population la plus vulnérable<sup>46</sup>, ensuite les couches moyennes et dans une moindre mesure les plus riches. Comme disait Jean de la Fontaine en son temps dans *Les animaux malades de la peste* : « « Un mal qui répand la terreur, Mal que le Ciel en sa fureur Inventa pour punir les crimes de la terre... Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés... Un mal qui répand la terreur, Mal que le Ciel en sa fureur Inventa pour punir les crimes de la terre... Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés... », inégalement selon son degré de richesse et son accès aux hôpitaux.

### c. La pandémie agit sur un « corps malade »

L'arrêt des entreprises – sauf celles nécessaires au maintien du système de santé et à l'alimentation – et les mesures de confinement décidées par les gouvernements afin de diminuer l'intensité de la contagion du SRAS-CoV-2, provoquent une crise d'une ampleur inégalée dans le monde : partout la production chute, le chômage enfle, les revenus baissent, inégalement selon les pays. Après avoir atteint les pays d'extrême Orient, puis l'Europe et plus tardivement les Etats-Unis, elle arrive dès à présent en Amérique latine et peut être demain en Afrique.

La crise affecte profondément les économies latino-américaines. La production chute, le commerce international sombre, le chômage augmente et l'informalité des emplois avec, les revenus baissent et les inégalités de revenus, déjà situés à un niveau très élevé, croissent<sup>47</sup>. Mais la crise vient de loin. La

---

<sup>44</sup> Pourquoi une forte proportion d'évangéliques serait-elle un facteur d'aggravation de la contagion ? Parce que beaucoup d'entre eux nient la gravité de l'épidémie, continuent à tenir leurs cultes en pensant que la protection divine suffira pour leur éviter de tomber malades. Ils sont incités en cela par le président de la République, lui-même évangélique et victime d'une sorte de « [complexe du miraculé](#) », qui ne cesse de minimiser la pandémie et ses victimes laissant entendre que « Dieu reconnaîtra les siens ».

<sup>45</sup> Ce dernier argument réapparaît dans les pays avancés mais après des semaines de confinement. Il était mis en avant également par ceux qui considéraient que l'immunisation de masse (60% de la population) passait par la contagion en oubliant le nombre considérable de morts qu'elle provoquerait, c'est d'ailleurs pourquoi il a été abandonné en Grande Bretagne, aux Pays Bas et partiellement, bien timidement, par Trump aux Etats-Unis.

<sup>46</sup> Nous rejoignons Nora Lustig, spécialiste des inégalités en Amérique latine, qui écrit dans le *Financial Times* du 27 avril 2020 « Les pauvres sont plus sensibles aux infections et aux taux de mortalité élevés. Comment les gens peuvent-ils se laver les mains en toute sécurité dans les bidonvilles? », ou encore Hervé Théry (2020) qui grâce à l'utilisation des anamorphoses (cartes transformées selon des critères statistiques comme pauvreté, poids des églises, etc) conclut : « On comprend bien comment la pauvreté est un élément d'aggravation de la crise, d'autant que ce facteur joue dans la plupart des pays, tant en Amérique latine qu'en Amérique du Nord..

<sup>47</sup> Selon Alicia Bárcena, secrétaire général de la Cepal (Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU): « La région avait déjà connu ces sept dernières années de mauvaises performances économiques avant même l'apparition du virus " ... " La combinaison de la faiblesse des prix des matières premières, de l'effondrement du marché pétrolier, d'une forte baisse des transferts de fonds et de l'effondrement du tourisme a fait naître des prévisions selon lesquelles la pandémie endommagerait les économies d'Amérique latine plus que celles de toute autre région en développement. Le FMI a prédit ce mois-ci que le PIB du continent

pandémie la précipite ainsi que nous allons le voir à partir de quelques pays, parmi les plus importants d'Amérique latine.

De 1980 à 2016, la croissance moyenne du PIB par tête en Argentine a été en moyenne de 0,64 %, plus faible que celle observée pour l'ensemble des autres pays d'Amérique latine, 1,4 % (Coatz D , Garcia Diaz F., Porta F. et Schteingart D in Mercado R., 2018). La crise débute au milieu de l'année 2018, brutalement. Au cours du premier trimestre 2018, la croissance est de 4,1 %, mais au second trimestre, elle chute à - 3,8 %, la sécheresse expliquant en partie cette chute, puis au troisième trimestre à - 3,7 % et au quatrième trimestre à - 6,2 % et au premier trimestre de 2019 à - 5,7 % selon les données officielles de l'INDEC (Geres, juin 2019). Aussi, avant même que ne se manifestent les conséquences économiques de la pandémie, l'Argentine, le Venezuela connaissent une crise économique profonde couplée d'une inflation devenue plus ou moins incontrôlable surtout au Venezuela.

Le Mexique est quasiment un cas d'école. Malgré son ouverture externe, censée dynamiser sa croissance selon les experts des Institutions internationales et nombre d'économistes du *main stream*, le taux de croissance du PIB par tête mexicain a été seulement de 0,8 % en moyenne par an entre 1983 et 2017, bien inférieur de celui des Etats-Unis sur la même période. Le Mexique enfin entre en récession dès 2019, et d'autres pays connaissent un ralentissement de leur activité économique (Colombie, etc.).

Une tendance à la stagnation économique du PIB par tête caractérise la croissance brésilienne depuis les années 1990 (cf. *infra*, chapitre 2). Plus exactement, selon l'IBGE, le taux de croissance moyen du PIB par tête et par an a été de 0,96 % entre 1980 et 1989, de -0,13 % entre 1990 et 1994, de 0,66 % entre 1995 et 1999, de 1,93 % entre 2000 et 2004, un peu plus sous les présidences de Lula I (2003-2007) et II (2007-2011) puis de Rousseff I (2011-2015), soit 2,41 % en moyenne entre 2005 et 2009, 2,29 % entre 2010 et 2014 [3]. La crise prend de l'ampleur en 2015 et 2016, au point d'être la plus sévère depuis celle de 1930, puisque le taux de croissance baisse fortement : -3,8 % en 2015 et -3,5 % en 2016. La reprise est pour le moins poussive, tous les pronostics d'une reprise de la croissance sont démenties par les faits, malgré la réforme des retraites, des privatisations censées donner une dynamique à la croissance: 1,3 % en 2017 et en 2018 et 1,1 % en 2019, soit nulle par tête à la différence de celle qui a suivi la récession de 2009, en 2010 elle avait atteint un pic de 10 %. Au total, la croissance par tête entre 2015 et 2018 est par an de - 1,89 %. Le Brésil, après une crise très prononcée, équivalente à celle des années 1930, manifeste ainsi une incapacité à rebondir.

---

chuterait de 5,2 % cette année, une chute bien plus forte qu'en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient ou en Asie du Sud. Les projections de la CEPALC montrent que le taux de pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes atteindra 34,7 % d'ici la fin de l'année, son plus haut niveau depuis 2007. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté devrait augmenter de 16 millions pour atteindre 83 millions. L'Amérique latine est déjà la région la plus inégale du monde en termes de revenus, et la forte augmentation prévue de la pauvreté survient quelques mois seulement après qu'une vague de manifestations de rue pour protester contre les inégalités et les systèmes de santé, de protection sociale et d'éducation inadéquats a secoué des pays de la Colombie au Chili», traduite de l'anglais par PS), *Financial Times*, 27 avril 2020

Ou encore, dans le bulletin de la Cepal: « La pandémie provoquée par le COVID-19 a révélé les problèmes structurels du modèle économique et les carences des systèmes de protections sociale et de l'Etat de providence. A cause de cela, le retour à la normal n'est pas le chemin, nous devons repenser le modèle de développement et consolider ses dimensions économiques, sociales et environnementale du développement durable, sans oublier personne » a déclaré Alicia Bárcena (traduction de l'espagnol, PS)..

Quasiment l'ensemble des pays d'Amérique latine connaît un retour de la contrainte externe depuis quelques années avec la baisse du cours des matières premières et des volumes vendus pour. La généralisation de la crise au niveau mondial aujourd'hui et la forte chute de la demande des pays asiatiques grands importateurs de ces matières premières accentuent la pression exercée par la contrainte externe.

### III. Les premières conséquences économiques et sociales de la pandémie : un tsunami

La crise liée à la pandémie s'ajoute à d'autres crises latentes ou présentes. Le mélange est explosif surtout lorsque les gouvernements n'ont pas, ou avec retard, mesuré l'ampleur du danger et ont minorisé les dangers (une amulette pourrait faire office de remède à la pandémie, *dixit* le président du Mexique, une grippette pour le Brésil.).

Tous les pays n'ont pas accordé la même importance pour la santé, ils n'ont pas non plus accordé la même préoccupation lorsque la pandémie s'est propagée. L'Argentine, en crise certes, dépense le plus pour la santé, et accorde le plus d'intérêt face à la pandémie, le Brésil fait également partie des pays qui dépensent le plus pour la santé, mais le président n'accorde que peu d'intérêt à la pandémie, le Mexique est le pays parmi ces trois qui dépense le moins pour la santé mais tout en déniait l'importance de la pandémie, lui accorde plus d'intérêt que le Brésil. Fin Mai 2020, selon les données officielles le Brésil est le pays le plus atteint, tant en données absolues qu'en données relatives (par 100000 habitants), le Mexique suit et l'Argentine est la moins affectée bien que dans quelques bidonvilles de la banlieue de Buenos Aires il y ait des clusters importants.

#### a .Un déficit en santé plus ou moins prononcé, inégalités devant la mort

- Presque tous les pays latino-américains paient au prix fort le fait que les dépenses de santé y soient très insuffisantes. L'ensemble des dépenses de santé publique – privée en Amérique latine représente 8.5% du PIB selon l'OCDE Ce pourcentage est largement insuffisant dans nombre de pays. Lorsqu'on compare ces dépenses avec celles des pays de l'OCDE, on observe qu'en 2014, les dépenses de santé publiques et privées s'élèvent en moyenne à 12.5%, avec de fortes disparités : 16.9% du PIB aux Etats-Unis, 11.2% en Allemagne et en France, et 5.5% au Mexique. En Amérique latine, selon les données de l'OMC, reprises et commentées par Cetrangolo O. et Goldschmit A., 2019, l'Uruguay, l'Argentine, le Brésil<sup>48</sup>, l'Equateur, le Costa Rica, le Chili, le Paraguay, le Nicaragua et le Honduras dépassent, dans l'ordre, la moyenne latino-américaine de 7% (non pondérée par la population). Tous les autres pays sont en dessous de cette moyenne, le Mexique étant parmi les tous derniers, devant le Guatemala, le Pérou, le Venezuela, bon dernier avec seulement 3,2% du PIB.

Les systèmes de santé publics sont très souvent fragmentés selon les corporations (employés du pétrole, travailleurs de l'Etat, *etc.*) mais aussi selon l'Etat central, les Etats fédérés, les grandes

---

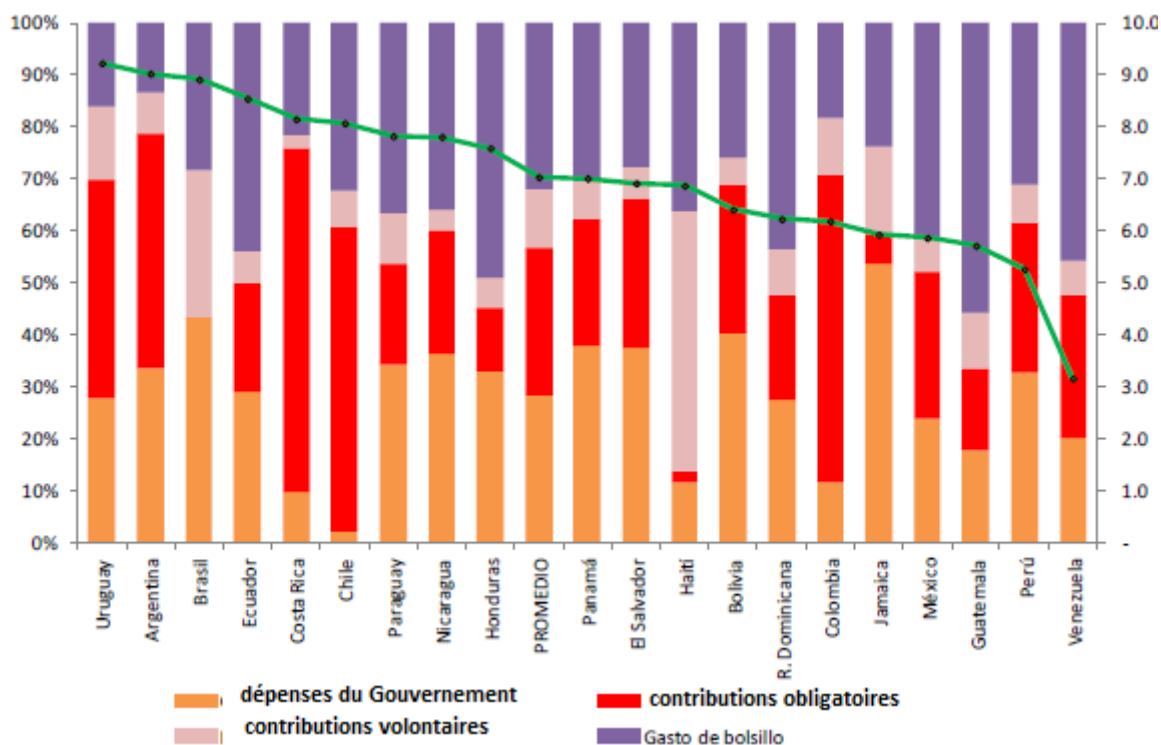
<sup>48</sup> Les données comparatives dont nous disposons datent de 2014. Depuis la situation a changé, notamment au Brésil. Depuis 2014, le financement de la santé de la part de l'Etat central s'est fortement détérioré, les charges sociales payées par les entreprises sur la feuille de salaire ainsi que les contributions obligatoires pour financer la santé, la retraite etc. En 2015 et 2016, le dégageant de l'Etat s'est encore accentué notamment par le vote d'une loi sur la limitation des dépenses publiques (« *teto de gastos publicos* »), si bien que face à la rareté des ressources, les municipalités ont dépensé davantage pour compenser un peu, entrant ce faisant en crise fiscale. Au final, à la veille de la pandémie, le système de santé brésilien a beaucoup souffert de ces coupes successives et n'était guère prêt à affronter la pandémie.

agglomérations. Cette fragmentation –décentralisation peut accroître l'efficacité du système de santé comme en Allemagne, mais aussi produire l'inverse en accentuant son inefficacité et faciliter l'essor de la corruption.

Les dépenses publiques de santé sont composées par des contributions de l'Etat et celles, obligatoires, des salariés. Les premières sont surtout importantes en Uruguay (28% des dépenses totales publiques et privées), un peu plus de 30% en Argentine, 42% au Brésil, très peu au Chili (autour de 2%), un peu moins de 25% au Mexique (voir graphique ci-dessous). La part des cotisations obligatoires est surtout importante en Uruguay (40%) et en Argentine (45%), particulièrement importante au Costa Rica (67%), un peu moins au Chili et en Colombie (59%), ce dernier pays ayant des dépenses de santé totales (publiques et privées) inférieurs à la moyenne latino-américaine. L'Uruguay, l'Argentine, le Costa Rica ont des systèmes de santé qui privilégient largement les dépenses publiques, 70% pour le premier, 80% pour le second, 75% pour le troisième. Ces dépenses publiques s'élèvent à 60% des dépenses totales au Chili, 70% en Bolivie et en Colombie, 50% au Mexique

Lorsqu'on analyse le partage entre dépenses publiques et dépenses privées en santé, on observe de fortes disparités entre les pays. En moyenne, la part des dépenses privées est importante, elle a cru ces dernières années au détriment des dépenses publiques, c'est-à-dire de la solidarité. Ce sont des dépenses correspondant à des cotisations volontaires à des systèmes de santé privés, donnant accès aux hôpitaux, aux cliniques privée et complétant, ou bien permettant de compléter, l'insuffisance des prestations publiques. Mais ce sont aussi des dépenses privées consécutives au paiement à l'acte de personnes n'ayant pas contribué et pouvant payer («*gasto de bolsillo* », c'est à dire : payer de sa poche). Cette dernière est particulièrement importante au Guatemala ((58% de l'ensemble des dépenses publiques et privées), 48% en Honduras, 45% en Equateur, 48% au Venezuela et 40% au Mexique.

**Niveau en pourcentage du PIB (ordonnée de droite) et structure des dépenses de santé totales publiques et privées (ordonnée de gauche) en Amérique latine, 2014**



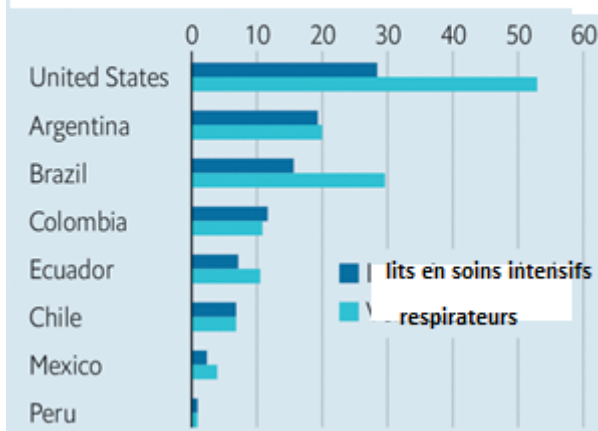
Source : Cetrangolo O et Goldschmit, 2019, p.12, à partir des données statistiques de l'OMS

L'importance des dépenses privées, leur augmentation relative est un indicateur du déficit de solidarité du système de santé. Plus cette part est importante, moins le système est solidaire. Lorsque les dépenses totales publiques et privées, en pourcentage du PIB, sont faibles et que la part des dépenses privées est grande, la solidarité est très faible.

Lorsqu'on compare le nombre de lits (soins intensifs) par 100000 habitants et le nombre de ventilateurs, en 2020, on observe que le Brésil - avec de très fortes disparités régionales - met à la disposition de ses malades un tiers de lits en moins et 3/5 de ventilateurs en moins que les Etats-Unis. L'Argentine est un peu mieux dotée en lits de soins intensifs, le Mexique est très loin derrière et le Pérou est encore plus loin ainsi qu'on peut le voir dans le graphique ci-dessous (The Economist, 8 avril 2020)<sup>49</sup>. Si on ajoute que les 25% les plus riches de la population –les riches et les classes moyennes hautes et moyennes – ont le plus accès au système privé de santé et que ce dernier possède environ la moitié des lits en soins intensifs et des ventilateurs, on comprend que la situation sanitaire de la majeure partie de la population soit particulièrement vulnérable.

<sup>49</sup> Les pays qui ont plus de 10 lits hospitaliers – publics et privés - par mille habitants (il ne s'agit pas ici de lits à soins intensifs dits de réanimation), ont eu le plus faible taux de mortalité provoqué par la pandémie.. Selon OCDE, en 2017, la Corée du sud possédait 12.7 lits par mille habitants, l'Allemagne 8, la France 5.97, les Etats-Unis 2.76, le Chili 2, le Brésil 1.95 lits, le Mexique 1.39. La répartition publique privée est intéressante, le pourcentage de lits dans les hôpitaux publics sur le total des lits publics et privés est de 10.2% en Corée du sud, 40.8% en Allemagne – avec cependant la remarque que les hôpitaux privés sont astreints à un service public universel –, 61.6% en France, 22.1% aux Etats-Unis, 73.9% au Chili et 73.9% au Mexique ( Voir Cetrangolo O. et Goldschmit, Avril 2020, blog *Alquimiaseconomicas*. Dans les dix dernières années le Brésil a supprimé 40000 à 50000 lits, faute de ressources suffisantes pour les maintenir (O Globo, 23 mars, voir aussi Financial Times du 13 avril 2020). Voir également Barceno A., 2020, 3 avril, pour des données plus complètes par pays, p.21.

### soins intensifs de réanimation, lits et respirateurs par 100000 habitants



source: The Economist

L'obésité est une maladie des temps modernes, elle affecte surtout les plus pauvres alors qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle elle symbolisait la richesse comme on pouvait le voir dans les films d'Eisenstein. Elle est provoquée la plupart du temps par la « mal bouffe ». Les pauvres sont de plus en plus obèses au Mexique, un peu moins au Brésil, relativement moins en Argentine. Ils le sont également aux Etats-Unis et en Grande Bretagne. A l'obésité sont souvent associés le diabète, l'hypertension artérielle, les problèmes cardio-vasculaires. L'ensemble de ces comorbidités fragilise les patients atteints par le virus Covid-19, leur taux de létalité devenant élevé<sup>50</sup>. C'est ce qui explique que les pauvres soient plus vulnérables à la pandémie que les autres catégories de la population. Ce n'est pas le seul facteur certes. Les conditions de vie – accès à l'eau –, de promiscuité –densité de population dans les bidonvilles – expliquent également leur plus grande vulnérabilité. Le fait qu'ils soient contraints de travailler et de prendre des transports en communs accentuent également les risques de contagion.

#### Inégalités devant la pandémie

Le confinement est le plus souvent impossible à faire respecter dans les bidonvilles les plus misérables pour des raisons évidentes : surpopulation rendant difficiles la distanciation sociale, conditions sanitaires désastreuses entraînant des grandes difficultés à se laver souvent les mains, et surtout informalité et pauvreté conjuguée font que le droit au retrait est une abstraction, que le choix est en fait entre travailler ou mourir de faim.

Dans les cas extrêmes, les maisons n'ont pas d'eau potable, voire courante et il est donc difficile de se laver les mains régulièrement, la densité de population y est très importante et donc les mesures « barrières » ne sont pas faciles à appliquer et enfin, comme la plupart des personnes y demeurant ont le souvent des emplois informels et ne sont pas ou mal protégées par le système sanitaire, le confinement se réduit à choisir entre Charybde et Scylla, soit mourir de faim en respectant le confinement, soit augmenter considérablement la possibilité d'être contaminé et de contaminer son voisinage en allant travailler. L'accès aux hôpitaux publics peu préparés à cette épidémie, surchargés poussent nombre de pauvres à atteints par le virus à préférer rester à la maison, voire y mourir, ce qui explique en partie la sous-estimation du nombre de décès. Comme le notent plusieurs sociologues et médecins brésiliens, les malades pauvres décéderont chez eux, voire mourront « à la porte l'hôpital (O Globo 23 mars 2020).

<sup>50</sup> Dans les pays avancés, ce sont surtout les populations âgées qui ont le plus de risque de succomber à la pandémie car elles souffrent plus que les jeunes du diabète, de l'hypertension etc. En Amérique latine ce sont davantage de jeunes qui sont atteints. Fin mars, le quart des patients hospitalisés à Rio de Janeiro souffrant de cette pandémie avait moins de 40 ans

A cela s'ajoute la volonté par certains présidents – au Brésil de manière caricaturale –, mais aussi par les sectes évangéliques dont l'influence est particulièrement élevée chez les plus pauvres et les moins éduqués, de tout faire pour s'opposer au confinement imposé par les gouverneurs des Etats (dans le cas de fédération) ou bien des autorités locales au prétexte que cette pandémie n'est qu'une petite grippe et que si le confinement devait être appliqué il entraînerait une crise irréparable produisant un nombre de décès plus élevé que celui produit par la pandémie<sup>51</sup>.

Aussi on comprend que la pandémie puisse surtout affecter les plus pauvres qui n'ayant d'autres choix que de continuer à vivre dans leurs bidonvilles surpeuplées<sup>52</sup>, d'aller travailler subissent de plein fouet la contagion sans pouvoir s'en prémunir un minimum comme c'est le cas dans les quartiers plus aisés où vivent des couches moyennes, affectées également mais dans une moindre mesure. Et ceci d'autant plus que des présidents plaident pour ne rien faire, des églises évangéliques particulièrement implantées parmi les plus pauvres, qui, poursuivant leurs offices, prêchent que lutter contre la pandémie passe par un renforcement de la foi et des enseignements de la Bible.

Les catégories modestes, les classes moyennes sont également exposées à la pandémie mais dans une moindre mesure parce qu'elles mangent mieux en général, ont accès à l'eau et peuvent se laver les mains, vivent dans des espaces plus grands, peuvent pour certains travailler en télétravail, ou bien rester chez elles.

- Lorsque les gouvernements sous-estiment le danger et n'ont pas de politiques de prévention comme la distanciation sociale, d'interdiction comme le confinement, ne décident pas de verser aux plus pauvres un revenu minimum ou le font de manière insuffisante ; lorsque des présidents s'opposent à leurs ministres et plaident pour le maintien du niveau d'activité économique, se moquant de ceux qui sur-jouent la crise sanitaire alors que la véritable catastrophe serait la crise économique ; lorsque des sectes religieuses, de plus en plus influentes, disent que par la prière collective on pourra repousser Satan, cheval de Troie de la pandémie... alors on ne peut être que pessimiste. Une telle attitude désigne comme criminels ceux qui se refusent à faire face à cette pandémie et préconisent la reprise immédiate du travail quel qu'en soit le coût humain, sans même attendre que la pandémie ralentisse, que le pourcentage d'immunisés ait atteint un minimum. Mais c'est aussi un moment qui par son ampleur, ses conséquences désastreuses sur certaines catégories de la population, par l'exploitation politique que peuvent en faire des partis et des églises, soit pas sectarisme, soit par populisme, peut ouvrir la voie à des gouvernements d'extrême droite.

b. Les premiers effets, les plus insoutenables : le nombre de décès.

---

<sup>51</sup> Ce dernier argument réapparaît dans les pays avancés mais après des semaines de confinement. Il était mis en avant également par ceux qui considéraient que l'immunisation de masse (60% de la population) passait par la contagion en oubliant le nombre considérable de morts qu'elle provoquerait, c'est d'ailleurs pourquoi il a été abandonné en Grande Bretagne, aux Pays Bas et partiellement, bine timidement, par Trump aux Etats-Unis.

<sup>52</sup> Nous rejoignons Nora Lustig, spécialiste des inégalités en Amérique latine, qui écrit dans le *Financial times* du 27 avril 2020 ; « Les pauvres sont plus sensibles aux infections et aux taux de mortalité élevés. Comment les gens peuvent-ils se laver les mains en toute sécurité dans les bidonvilles? », ou encore Hervé Théry (2020) s'agissant des pauvres, adhérents aux églises évangéliques, *op.cit.* « Mais pourquoi une forte proportion d'évangélicos serait-elle un facteur d'aggravation de la contagion ? Parce que beaucoup d'entre eux nient la gravité de l'épidémie, continuent à tenir leurs cultes en pensant que la protection divine suffira pour leur éviter de tomber malades. Ils sont incités en cela par le président de la République, lui-même évangélique et victime d'une sorte de « [complexe du miraculé](#) », qui ne cesse de minimiser la pandémie et ses victimes laissant entendre que « Dieu reconnaîtra les siens ».



Au nombre de décès connu fin Mai, le Brésil est officiellement le cinquième pays au monde. Le Mexique se rapproche du Brésil, le Pérou connaît une montée en puissance de décès. Officiellement car officieusement, les données sont différentes. Ces données devraient être multipliées par deux voire par quatre.

Le nombre de décès est en effet sous-estimé non pas nécessairement par une volonté manifeste de cacher l'ampleur de la crise sanitaire, mais par une connaissance statistique insuffisante. Les médecins, les journaux comme le *Financial Times*, les observateurs analysant la montée des enterrements, considèrent qu'il faut les multiplier par au moins quatre selon le *Financial Times* pour plusieurs raisons. L'information sur les décès dans les hôpitaux met du temps à remonter pour des raisons techniques (faiblesse de l'appareil statistique) et/ou pour des raisons institutionnelles (différents échelons : municipales, Etats, Etat fédéral). L'information est également incomplète : nombre de décès ne sont pas répertoriés parce qu'ils ont lieu dans les habitats, ou bien dans des petits hôpitaux qui n'ont pas les moyens de diagnostiquer les causes de la mort. Enfin quelques Présidents de républiques en crise comme le Brésil cherchent à diminuer le nombre de décès pour légitimer leur combat contre les gouverneurs, des maires, voire leurs propres ministres... et justifier la reprise du travail, quel qu'en soit le coût humain.

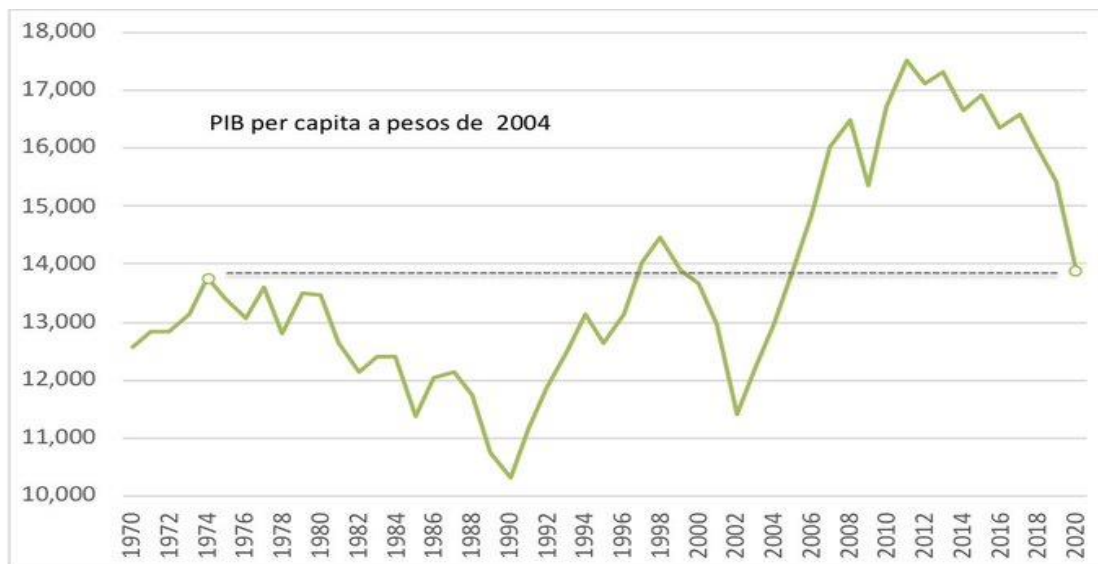
Les données dont nous disposons sont provisoires. Elles sont le plus souvent optimistes et démenties le mois suivant. La crise est en cours. Il est difficile de savoir quand elle s'arrêtera et si la reprise de la croissance sera en V, c'est-à-dire élevée une fois le creux atteint, la croissance retrouvant son trend antérieur, ou bien en L, avec un rattrapage quasi impossible (voir graphiques). Cette seconde possibilité est la plus probable. Mais nul ne sait encore si la chute et le creux se poursuivront longtemps ou non pour plusieurs raisons : le tissu économique des pays latino-américains est fragilisé par la tendance à la stagnation et la conjonction des crises, la durée de la pandémie et sa sévérité, la reprise des pays industrialisés et la récupération puis le maintien des exportations de matières premières vers les pays asiatiques.

Nous centrerons notre analyse sur les trois plus importants pays d'Amérique latine : l'Argentine, le Brésil, le Mexique avec parfois des références à d'autres pays comme la Colombie, le Chili ou le Pérou. Ces trois pays sont différents, nous l'avons vu. Rappelons quelques caractéristiques qui les distinguent : le Mexique est le plus ouvert et exporte surtout des produits industriels assemblés. L'Argentine et le Brésil exportent de plus en plus de matières premières, le premier. Tous ont cependant plusieurs points communs : ils sont profondément inégaux tant au niveau de la distribution des patrimoines que des revenus, un niveau de pauvreté important, un non-respect de l'environnement, etc., qui constituent ce que nous avons appelé les huit plaies de l'Amérique latine dans ce numéro de Contretemps.

L'Argentine hérite d'une situation de crise ouverte, interne (chute du PIB, montée de la pauvreté et diminution des revenus du travail) et externe (impossibilité de payer la dette laissée par la présidence de Macri (2015-2019)). En 2019, le taux de croissance du PIB argentin est de - 2,2 % selon les données de l'INDEC. Le FMI prévoit dans son rapport *World Economic Outlook* d'avril 2020 une croissance négative évaluée à - 5,7 %, plus pessimiste le Ministère de l'économie considère que la croissance devrait être de - 6,5 %, cette donnée pouvant encore empirer et s'approcher du score cauchemardesque de la fin du plan de convertibilité en 2001. Cette crise s'accompagne d'un déficit

budgétaire de plus en plus important : les recettes baissent pour deux raisons : la crise, et les mesures de report voire d'annulation des impôts d'un côté et l'accroissement des dépenses de soutien aux familles et aux entreprises consécutives aux mesures prises pour limiter les effets d'appauvrissement et de faillites d'entreprises possibles dues aux confinements et à l'arrêt de nombreux d'entreprises d'un autre côté.

Le PIB par tête en 2020, en pesos constants de 2004, sera proche de celui de 1974, 46 années de perdues...



Source Rapetti dans Twitter, à partir des données de l'INDEC

La crise dans l'industrie (- 8.6 % entre avril 2018 et avril 2019, selon CEU-UIA, n°5) et dans les services étant, dès le troisième trimestre, responsables de la chute de la croissance du PIB. Baisse prononcée des salaires, des emplois formels et informels, augmentation du chômage provenant non seulement des premiers effets de la crise mais également de la politique d'austérité décidée pour retrouver la confiance des marchés internationaux, dépriment fortement la demande intérieure, accentuent la crise ouverte en Avril 2018 et ce d'autant plus que l'Argentine est globalement une des économies les plus fermées

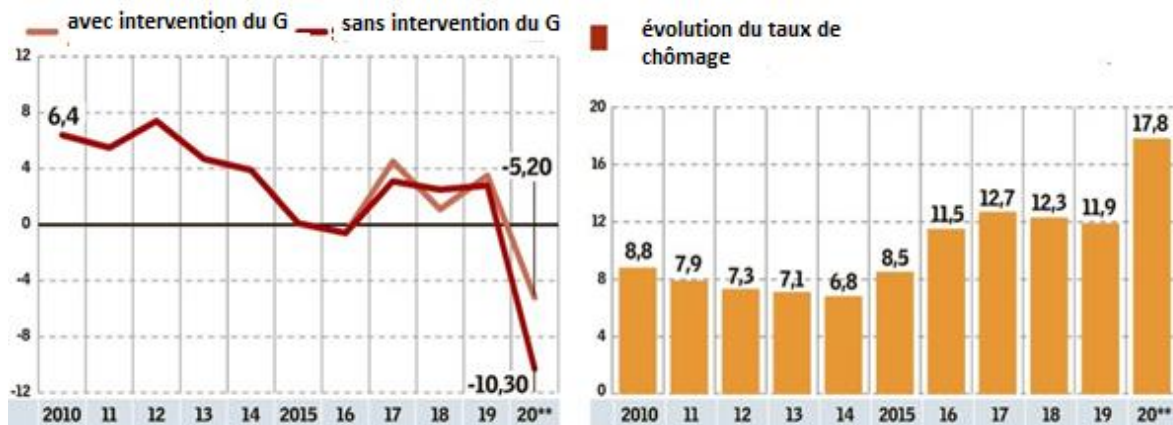
d'Amérique latine. La baisse des revenus et des emplois, à la hausse pour l'informalité s'accroissent avec la crise précipitée par la contagion du virus malgré les mesures de soutien prises. Ainsi l'indicateur mensuel d'activité économique (EMAE) baisse de - 11, 5 % (en données désaisonnalisées de - 9,8 %) entre Mars 2020 et mars 2019.

Le taux d'inflation est très élevé : 56 % de juin 2018 à juin 2019 et même si le taux mensuel fléchit légèrement en juin 2019, 3.4%, le taux d'inflation au cours du premier trimestre 2019 est de 15.6 points supérieur à celui du premier trimestre 2018, à la veille de la crise. Si on prend l'indice 100 pour 2012, l'indice de l'inflation en dollar passe à 110 en mai 2017, à 60 en Aout 2018 grâce à la très forte dévaluation, et s'élève à 74,7 en avril 2019.

L'informalité des emplois croît avec la recherche d'emplois informels de stricte survie pour ceux qui hier avaient un emploi formel, l'ont perdu et ne peuvent survivre avec les allocations chômage et les diverses aides de l'Etat, et d'emplois de stricte misère pour ceux dont l'emploi informel n'est pas suffisant pour survivre. En 2019, les emplois salariés informels représentaient 25,8 % de la population active, les emplois - le plus souvent informels - des travailleurs à leur propre compte s'élevaient à 26,6 %, et les emplois formels à 47,7 %, soit moins que la moitié selon le Ministère du Travail. A la fin de 2019 la pauvreté atteignait 38,3 % de la population, les indigents (pauvreté extrême), 8,7 % et la pauvreté infantile – enfants de moins de 14 ans - 55,8 %. Plus de la moitié des enfants – acteurs du futur de l'Argentine -sont pauvres. Avec les premiers effets de la pandémie, les estimations de la pauvreté pour avril 2020 sont de 45 %, soit assez proches des données lors de la grande crise de 2001-2002. On comprend dès lors que ce soit dans des bidonvilles qu'ont pu apparaître des effets de *cluster* de la pandémie : concentration de la misère, concentration de la pandémie, malgré l'ensemble des mesures préventives prises et très difficiles à faire respecter dans ces quartiers où l'eau manque, la densité populationnelle est élevée, la recherche d'un emploi à tout prix est ressentie comme une nécessité vitale

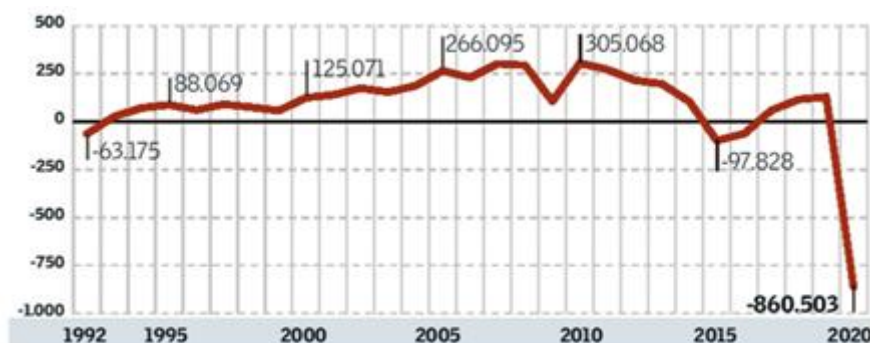
Le Brésil, ainsi que l'Argentine et le Mexique, ne sont pas des économies émergentes. Le PIB par tête du Brésil rapporté à celui des États-Unis est en effet approximativement le même en 2016 qu'en 1960, alors que celui de la Corée du Sud, parti de plus bas, croise celui du Brésil en 1990 et atteint en 2016, 50 % de celui des États-Unis selon la Banque mondiale. Le Brésil a connu une profonde crise économique en 2015 et 2016 – la plus importante depuis celle des années 1930 -, sociale – le chômage a très fortement augmenté passant de 6 % en 2014 à 11,9 % en 2019, la pauvreté extrême est passée de 9 % de la population en 2014 à 13.88 % en 2019, les emplois informels également ainsi que les inégalités de revenus, le Gini passant de 0.526 en 2014 à 0.543 en 2019 selon les données de l'IBGE- et politique – Dilma Rousseff, présidente réélue a été destituée au terme d'un coup d'état légal (fin aout 2016)-. Depuis, que ce soit avec le vice- président, devenu président ou bien avec l'accession de Bolsanoro à la présidence, la croissance reste très modeste. C'est parce que le tissu économique est fragile et fragilisé par les politiques économiques menées aussi bien sous la présidence de Temer que les conséquences économiques de la contagion du Covid-19 seront particulièrement importantes. Déjà les premières données laissent présager l'ampleur de la crise économique et sociale en cours. Les emplois formels sont en chute libre depuis le mois d'avril 2020 dans l'industrie, le commerce et les services.

Revenus en baisse, trajectoire annuelle des revenus réels élargis\* (intervention du gouvernement) en %



Source : IBGE, Ibre/FGV \* en additionnant les revenus provenant du FGTS, des allocations chômage, des aides liées au covid-19

#### Marché du travail, emplois formels, 1992- avril 2020



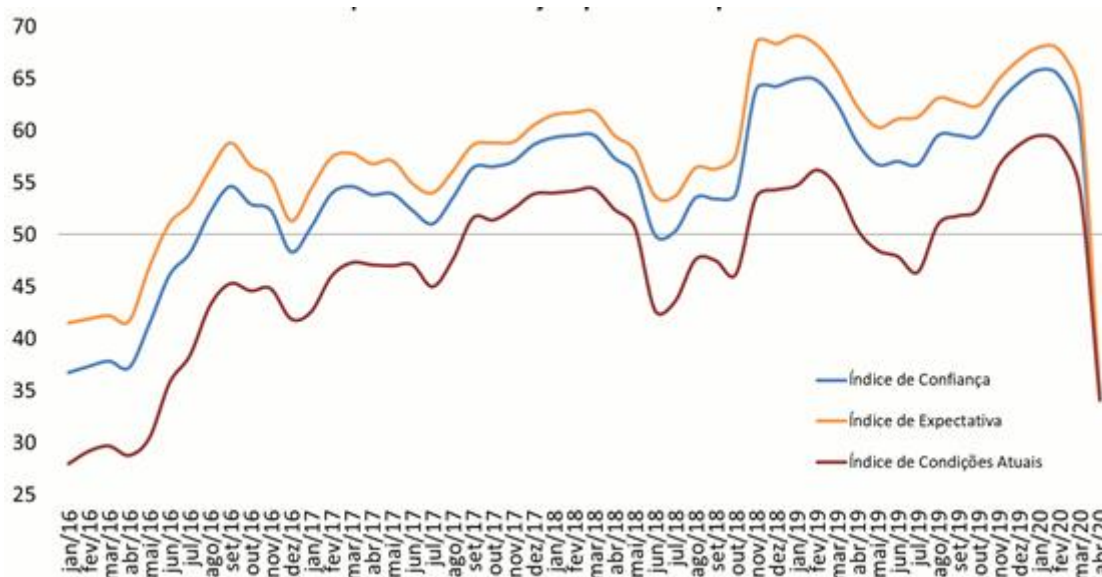
Source : Caged/Ministère de l'économie, la perte des emplois est surtout importante dans les services, le commerce et l'industrie, bien moins dans la construction et marginale dans l'agriculture.

La croissance en 2020 sera fortement négative, selon le FMI elle devrait se situer autour de - 6 %, selon l'Université fédérale de Rio, elle devrait être de - 11 %. Selon Ibre/FGV le Brésil devrait être un des pays les plus affectés par la crise après le Venezuela, le Pérou et le Mexique. (*O Valor* du 2 juin 2020). La production industrielle baisse fortement : entre mars et février 2020 de - 9,1 % (celle des biens d'équipement chute de - 15,2 %, celle des biens durables de - 23,5 %). Le mouvement se précipite en Avril : la production industrielle chute en Avril de - 32,2 % par rapport au mois précédent. En fait, seules la production et les exportations agricoles et d'élevage augmentent fortement. Le Brésil bénéficie des limitations imposées par la Chine aux importations de ces produits provenant des Etats-Unis dans le cadre de la guerre commerciale entre ces deux pays. Dans l'ensemble les exportations destinées à la Chine croissent de 35,2 % en mai par rapport au mois précédent (15% depuis janvier 2020) et représentent 40% des exportations totales, contre 28,6 % en 2019. Les exportations vers l'ensemble des pays de produits agricoles et de viande augmentent en Mai par rapport à Avril de 51,1%, essentiellement destinées à la Chine, alors que celles de l'industrie extractive reculent de - 26,5 % et celles de l'industrie de transformation de - 15,9 %. (*O Valor* 2 juin 2020).

Les capacités de production oisives augmentent, l'augmentation du chômage en cours, la baisse des revenus, pèsent lourdement sur la demande effective et dans une économie relativement peu ouverte,

assombrit encore plus les perspectives de croissance, ainsi qu'on peut le voir dans le graphique ci-dessous.

Indices de confiance et d'attentes dans l'industrie de transformation du CNI. En points, en deçà de 50 points, il y a une perte de confiance et une baisse des attentes



Source : Ibre/Fgv

Cette perte de confiance se manifeste par les entrées nettes négatives des investissements en portefeuille. Celle-ci sont plus élevées qu'elles ne l'étaient en 2009 et se traduisent par une dépréciation relativement prononcée de la monnaie nationale face au dollar depuis un an<sup>53</sup>

On peut cependant penser que le chômage devrait augmenter considérablement en 2020. Comme dans de nombreux pays, la stabilité du taux de chômage (11.48 % fin Mars, selon le ministère du travail) ne traduit pas la hausse attendue, ce paradoxe s'explique par la baisse de la population économiquement active à cause du...confinement. L'informalité des emplois continue à augmenter. Les revenus du travail salariés baissent au total de -11, 8 % au second trimestre 2020 par rapport au premier trimestre 2020 (-12.6 % pour les salariés « *registrados* » (emplois formels), - 13.8 % pour les emplois informels et à compte propre, - 34 % pour les entrepreneurs salariés formels et 0 % pour les employés du secteur public, source Bradesco à partir d'enquêtes faites par la FGV et FIPE), ce qui entrainera une augmentation des inégalités de revenus déjà considérable. L'appauvrissement et plus particulièrement celui des plus pauvres et des plus vulnérables peut paradoxalement renforcer le noyau dur de ceux qui appuient le président pour deux raisons : les plus pauvres, ceux qui ont des emplois informels et ne sont pas ou peu protégés ont besoin de travailler coûte que coûte, y compris en risquant leur vie. Le confinement n'est pas ou peu efficace dans les bidonvilles où l'accès à l'eau n'est pas généralisé, où la densité de population est élevée (peu d'habitats dépassant un ou deux étages), les revenus insuffisants en cas de perte d'emploi, si bien que le choix entre travailler et risquer sa vie d'une part et ne pas travailler et ne pas pouvoir nourrir sa famille d'autre part est un choix dramatique. Aussi

<sup>53</sup> D'autres facteurs agissent sur le taux de change, ce peut être de manière plus générale une défiance vis-à-vis du dollar. Entre le 15 mai et le 27 mai le dollar s'est déprécié vis-à-vis du real de 10,52 %, vis-à-vis du peso mexicain de 7,46 % et vis-à-vis de l'euro de 1,73 %. Voir *O Valor* du 28 mai 2020

l'appel du Président à cesser le confinement et la dénonciation des gouverneurs l'ayant décidé peut être entendu. La distribution de revenus (une centaine d'euros) dans les conditions de dénuement, même s'il est extrêmement modeste, peut également favoriser le Président. Mais l'inefficacité de la politique gouvernementale, les errements du président, peuvent aussi développer des frustrations génératrices de pertes d'appuis<sup>54</sup>.

Le Mexique enfin devrait être profondément affecté par la crise du covid-19. Il est plus ouvert que les autres pays latino-américains. Ses exportations sont très concentrées sur les Etats-Unis et le Canada, ses importations un peu moins, mais une partie croissante de celles-ci provenant de Chine sont destinées, une fois transformées, à être vendues aux Etats-Unis. Début avril, l'OMC prévoyait que les exportations mexicaines devraient chuter de 4,8 % en 2020 et son PIB de 6,6 %. Cette prévision, optimiste, est depuis revue à la baisse. La Banque du Mexique prévoit ainsi une baisse de 14 % de l'activité au second trimestre 2020 et une poursuite de la crise en 2021, la BBVA prévoit une chute du PIB de 12,8 % au second trimestre de 2020. Sur l'ensemble de l'année 2020, la Banque du Mexique prévoit une baisse de la croissance du PIB conséquente, entre - 4.6 % et - 8.8 % selon que la durée et l'importance de la pandémie. Le PIB devrait baisser de 5.8%. Fin Avril, la réduction du PIB est révisée à la baisse et devrait atteindre 9% selon le groupe financier Citibanamex ( *El Economista* du 27 avril)

Jusque février 2020, les exportations mexicaines vers les Etats Unis croissent. Avec les mesures de confinement prises et la fermeture de nombreuses entreprises, elles régressent depuis. On observe en effet un effondrement des exportations mexicaines en Avril par rapport à mars 2020 : - 40,9 %. Limitées aux seules exportations hors pétrole, cette chute est de - 39,4 % et en données ajustées (stationnarité), la chute est un peu moins forte : - 37,6 % et - 37,54 % respectivement selon l'INEGI.

Devant cette chute des exportations, et plus particulièrement celles des *maquiladoras*, l'administration américaine fait des pressions sur le gouvernement mexicain pour que les entreprises exportant vers les Etats-Unis reprennent le travail,- alors que pays est au *pic* de la contagion - et fournissent en produits semi-ouvrés aux entreprises de ce pays. Celles-ci sont en effet devenues très vulnérables des décisions de protection prises au Mexique, devenu le premier partenaire des Etats-Unis au premier trimestre 2020, devançant de peu le Canada et de beaucoup la Chine. Aussi, dans la seconde quinzaine du mois de mai, le gouvernement déclare que l'industrie automobile, ainsi que nombre de

---

<sup>54</sup> Comme le souligne le *Financial Times* du 25 Mai 2020 : « Le populisme de Jair Bolsonaro conduit le Brésil au désastre... Lors d'une visite que j'ai faite l'an passé, j'ai eu une petite discussion avec une grande financière sur le parallélisme qu'on pouvait faire entre Donald Trump et Jair Bolsonaro. "Ils sont très semblables," a-t-elle dit avant d'ajouter "mais Bolsanoro est beaucoup plus stupide ... tous les deux sont devenus obsédés par les propriétés curatives supposés du médicament hydroxychloroquine contre la malaria, mais alors que Mr Trump l'a simplement pris pour lui-même, Mr Bolsanora a forcé son ministre de la santé de le recommander aux patients contaminés .... Mr Bolsonaro est responsable des réponses chaotiques qui ont conduit à une perte de contrôle. En conséquence les aussi bien la santé que l'économie souffriront au Brésil d'une manière plus dure et plus profonde que ce la pays a connu... Les décès et le chômage provoqué par le Covid-19 sont exacerbés par la politique de Mr Bolsonaro'. La santé et le désastre économique pourrait créer un effet un contexte pour des politiques faites de peur et d'irrationalités » (traduit pas PS)

*maquiladoras*, sont des industries « essentielles » et permet le retour au travail, cédant ainsi aux pressions de son voisin du Nord, les autres entreprises devant ensuite reprendre progressivement leurs activités à partir du 1<sup>er</sup> juin alors même que la pandémie, loin d'être « domptée » selon les paroles de Lopez Obrador, provoque un nombre impressionnant de décès chaque jour (*Financial Times* 28 Mai 2020) et que 52 % des mexicains considèrent que la situation est encore hors de contrôle au 28 mai..

Avant même l'effondrement des échanges et de la production due à la pandémie, Le Mexique venait d'entrer en récession. Son tissu industriel – hors sa production destinée aux exportations - est affaibli par une longue phase de léthargie économique. Ces trois facteurs combinés laissent ainsi présager une crise profonde, ainsi d'ailleurs que le diagnostic l'Ocde. Cette crise sera d'autant plus importante que les mesures contra-cycliques prises par le gouvernement (sous-estimation de la pandémie, faible augmentation des dépenses publiques et report d'impôts et charges modestes, refus d'augmenter le déficit public de manière conséquente au prétexte que la crise économique provoquerait davantage de dégâts en termes humains que la pandémie) sont considérées comme largement insuffisantes pour freiner la chute de la production, l'augmentation du chômage, la baisse des revenus du travail. Comme l'écrit Moreno-Brid J.C., 23 mai 2020, dans la revue *Proceso* n°2273 : « Je dirais qu'insister sur l'équilibre budgétaire, aujourd'hui, dans les conditions que nous connaissons d'un choc exogène, le plus extraordinaire qu'ait connu le monde, la globalisation, et le Mexique depuis des décennies, est irresponsable. C'est pousser le pays à l'abîme et approfondir la récession, c'est la rendre la plus prolongée possible, ce qui va agir brutalement contre les pauvres. C'est le remède le plus incorrecte possible » (traduite par PS de l'espagnol).

### *Conclusion*

Les effets délétères de la globalisation appellent un retour du protectionnisme, sans qu'on sache exactement si ce sera l'abandon total ou partiel de l'éclatement international de la chaîne de valeur, ou bien partiel au nom de la souveraineté nationale, et à un retour de l'Etat, au-delà de ses fonctions régaliennes, dans le secteur productif. La question à partir de ce moment est de définir le curseur en tenant compte des secteurs à protéger, les productions à relocaliser. On voit que derrière cette question c'est à la fois celle des limites du marchand et de sa logique de profit et celle d'une nouvelle définition de la frontière entre le marchand et le non marchand.

Cependant l'aggravation de la crise économique pourrait plus ou moins contrecarrer ces évolutions. La montée en puissance des courants évangéliques, l'incapacité relative des gouvernements à surmonter les problèmes posés par cette crise et la pandémie, différente certes selon les pays analysés, la venue de courants « illibéraux à la hongroise », au pouvoir, voire de nouvelles dictatures militaires, sous forme de populisme d'extrême droite, ne sont pas inéluctables. Les évangéliques, malgré les valeurs très conservatrices auxquels ils adhèrent, ne constituent pas tous l'armée de l'ombre de l'extrême droite, mais leur présence et leur influence croissante est menaçante<sup>55</sup>.

---

<sup>55</sup> Voir Salama P, 2020, « Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine » in *Les Possibles*



## Contagion virale, risques politiques en Amérique latine

La tendance à la stagnation que nous avons analysée dans le détail au chapitre 2 a plusieurs causes. Rappelons les : 1/ des inégalités des revenus et du patrimoine très prononcées, de faibles taux d'investissement dus à des comportements rentiers de plus en plus prononcés se manifestant par une financiarisation excessive, des fuites de capitaux et une consommation ostentatoire, une désindustrialisation plus ou moins forte et des dépenses en recherche développement « réduites aux acquêts » (entre 0.5% et 1,1% du PIB selon les pays, pour référence en France ces dépenses s'élèvent à 2.4% du PIB et en Corée du Sud à 4.5% du PIB..) 2/ Avant même que ne se manifestent les conséquences économiques de la pandémie, l'Argentine, le Venezuela connaissent une crise économique profonde couplée d'une inflation devenue plus ou moins incontrôlable surtout au Venezuela ; le Brésil, après une crise très prononcée, équivalente à celle des années 1930, manifeste une incapacité à rebondir ; le Mexique enfin entre en récession dès 2019, et d'autres pays connaissent un ralentissement de leur activité économique (Colombie, etc.). 3/ Enfin, un retour de la contrainte externe depuis quelques années avec la baisse du cours des matières premières et des volumes vendus. La généralisation de la crise au niveau mondial aujourd'hui et la forte chute de la demande des pays asiatiques grands importateurs de ces matières premières accentuent la pression exercée par la contrainte externe.

En Amérique latine, le virus SRAS-CoV-2 précipite une crise soit déjà ouverte, soit latente. La pandémie n'arrive pas sur un « corps sain » prêt à rebondir une fois la pandémie passée. En effet, 1/ quasiment tous les pays de la région et particulièrement les plus grands et puissants d'entre eux – Argentine, Brésil, Mexique - souffrent d'une tendance à la stagnation de leur taux de croissance du PIB.

L'objet de ce chapitre est 1/ de rappeler ce qu'ont été les populismes du XXI<sup>e</sup> siècle, 2/ de montrer que l'influence croissante des églises évangéliques particulièrement dans les populations pauvres peut les conduire à appuyer de nouveaux courants populistes d'extrême droite.

### I. Des populismes des années 2000



La pandémie peut permettre la venue de gouvernements autoritaires. La tentation est grande pour les gouvernements aujourd'hui de restreindre les libertés publiques au nom de la lutte contre la pandémie en édictant des mesures d'exception : confinement, définition des secteurs économiques qui doivent cesser de produire, contrôle possible par « *tracing* » des personnes testées positives au virus, appel à la « responsabilité » des oppositions à taire leurs critiques et à les reporter à plus tard afin de ne pas gêner la politique du gouvernement et d'affaiblir ainsi son efficacité. Une fois la pandémie surmontée, l'envie de poursuivre sur cet élan de restriction des libertés individuelles peut être légitimée par la nécessité de reconstruire au plus vite une économie fortement impactée par la crise<sup>56</sup>. Sans aller jusqu'aux thèses complotisme définissant cette crise comme celle d'une tentative d'instrumentaliser la pandémie pour contrôler toujours davantage les individus, comme celle d'Agamben<sup>57</sup>, le risque est grand que les contrepouvoirs en sortent affaiblis. En Amérique latine, cela peut ouvrir la voie à de nouvelles formes de populismes. C'est ce que nous allons analyser.

#### a. *Le populisme progressiste des années 2000*

##### 1. La redistribution

L'expression « populiste » prête à de nombreuses confusions, c'est le type même du concept mou, mou parce qu'à géométrie variable. On peut le comprendre de différentes manières. Dans le langage courant « populiste » signifie le plus souvent « démagogue ». Ce qualificatif est alors utilisé pour rejeter, avec mépris, les politiques de redistribution des revenus comme n'étant pas sérieuses, conduisant à terme à la ruine économique quand bien même seraient-elles « pavées de bonnes intentions » (Hirschman A. O., 1991.)<sup>58</sup>. A l'inverse, les politiques « courageuses » seraient celles qui se préoccupent surtout d'abaisser le coût du travail pour faire face aux contraintes internationales (Dornbusch R. Edwards S., 1992). Dans ce même ordre d'idées les politiques de redistribution des richesses seraient des politiques de recherche de clientèle et obéiraient aux lois du marché politique dont le seul objectif pour les politiques serait de se faire réélire (Cartier Bresson J., 2008).

Les politiques centrées sur *la redistribution et le développement des politiques sociales* sont le plus souvent l'apanage de gouvernements progressistes, qu'ils soient populistes ou pas, ainsi que celles qui visent à inclure l'ensemble des personnes sans distinction, qu'ils soient indiens, noirs, pauvres ou non. On comprend dès lors qu'elles puissent recevoir l'appui des gauches. *Elles sont la « marque de*

---

<sup>56</sup> Y compris la presse économique, conservatrice, souligne ce risque, voir le *Financial Times* du 24 Mars, "Coronavirus monitoring poses dangers for civil liberties"

<sup>57</sup> Voir la critique adressée à Agamben G., suite à une interview dans *le Monde* (25 mars), par Rastier F. le 28 mars 2020., « Le conspirationnisme légitimé : Giorgio Agamben et la pandémie » et dans *L'observatoire du conspirationnisme*. D'Agamben et alii, 2020, voir également *Sopa de Wuhan, Pensamiento contemporaneo en tiempo de pandemia*, accès libre sur le net. Pour une présentation approfondie de l'Etat d'exception, voir Agamben G., 2003.

<sup>58</sup> Selon cet auteur, le refus de tout changement repose sur trois piliers : celui de « l'effet pervers » - toute action produit l'effet contraire de celui souhaité ; celui de « l'inanité » : vouloir changer ne sert à rien ; celui enfin de la « mise en péril » : changer peut être souhaitable mais entraîne des coûts importants, voire inacceptables.

*fabrique* » du populisme progressiste. C'est cette recherche de l'inclusion qui les distingue du populisme régressif.

Les gouvernements populistes progressistes ne cherchent pas à se victimiser lorsqu'ils sont face à des difficultés en désignant comme bouc émissaire l'étranger, le juif ou le musulman, voire tout simplement le pauvre devenu exigeant, arrogant. Le vecteur commun des populismes progressistes est la *solidarité* entre citoyens, quelle que soit la race, la religion, la nationalité.

2. Tous les gouvernements populistes-progressistes ne se ressemblent pas, mais ils présentent des points communs.

- La référence à la Nation et l'appel au nationalisme, avec son corollaire la dénonciation de la politique des Etats-Unis, ne sont pas les mêmes chez Lula au Brésil ou chez Chavez au Venezuela, Maduro au Venezuela ou bien encore Kirchner en Argentine hier et Lopez Obrador au Mexique aujourd'hui. Chez ce dernier l'équilibre entre opposition nationaliste et suivisme à la politique édictée par le président américain penche de plus en plus vers le suivisme. Ce déséquilibre s'explique par les capacités de rétorsion des Etats-Unis et les difficultés à s'opposer aux *diktats* du gouvernement américain.

Une redistribution des revenus en faveur des couches les plus pauvres et les plus vulnérables, un effort plus ou moins soutenu dans des secteurs clés pour la cohésion sociale, comme l'éducation et la santé, fussent-ils insuffisants eu égard aux besoins. *Le populisme progressiste est en faveur d'une redistribution des revenus en faveur des catégories les plus pauvres.* A cause de ses options égalitaristes il suscite tôt ou tard une forte opposition de la part des catégories à hauts revenus mais également d'une partie des couches moyennes qui frustrée de ne pas avoir les emplois, les services auxquels elle pensait pouvoir droit<sup>59</sup>, recherche un bouc émissaire et le trouve dans le parti au pouvoir. On l'a vu au Brésil lors du coup d'Etat légal déposant Dilma Rousseff après un an de mandat.

- Une relative indifférence vis-à-vis d'une désindustrialisation en cours, une montée en puissance de la corruption, une incapacité à parier sur les nouvelles technologies, un essor de l'économie de rente avec la reprimarisation croissante - dans les pays riches en matières premières – ou « l'exportation » de ses migrants. La logique de cette économie de rente est une dépendance accrue vis-à-vis du cours des matières premières soumis aux aléas de la conjoncture des pays asiatiques, une dépendance également vis-à-vis des « *remessas* » (transferts d'argent des immigrés aux Etats-Unis), un

---

<sup>59</sup> Le déclassement réel des jeunes issus des nouvelles classes moyennes, voire leur désaffiliation, a augmenté. Les données sont éloquentes : 38 % des salariés ayant suivi un enseignement supérieur complet occupent des emplois moins qualifiés que ceux auxquels ils auraient pu prétendre, ce pourcentage s'élève à 44 % pour la tranche d'âge de 24 à 35 ans. Ces pourcentages étaient inférieurs en 2012 : 33,4 % et 38,4 % respectivement (*O Valor*, 13 décembre 2018, selon les données de l'IPEA et de la PNAD). Cette évolution s'explique par deux facteurs, le divorce croissant entre l'offre et la demande de travail, l'effort du gouvernement en éducation a conduit à une qualification plus importante d'un nombre croissant de jeunes que par le passé mais l'offre d'emploi des entreprises ne correspond pas à cette qualification du fait surtout de la désindustrialisation des pays ; la crise économique qui se développe au Brésil à partir de 2015. Une grande partie des couches moyennes ressent dès lors une frustration. L'amélioration du niveau de vie des nouvelles classes moyennes-basses ou moyennes alimentait au début des années 2000 un certain optimisme sur leur parcours de vie, les conduisant à être plus « tolérante » lorsque le revenu des classes moyennes supérieures et riches augmentait plus rapidement que le leur. C'est ce que Hirschman nommait l'effet « tunnel » (HIRSCHMAN; ROTHSCHILD, 1973). Ce n'est plus le cas depuis 2014 au Brésil et dans de nombreux autres pays. La tolérance devient intolérance. C'est l'effet tunnel analysé par Hirschman et Rothschild..

enrichissement grâce à l'insertion dans le circuit de la rente plutôt que par le travail et son exploitation, enfin une corruption importante accompagnée souvent de violence.

Cependant, ce qui distingue plus ou moins les gouvernements populistes progressistes des gouvernements progressistes, est que les premiers tendent à substituer à l'analyse en termes de classes celle en termes de peuples<sup>60</sup>. La redistribution des revenus et les politiques sociales plus conséquentes ne sont pas l'apanage exclusif de gouvernements populistes, fussent-ils progressistes. Elles sont aussi celles de gouvernements de gauche. Au-delà d'être éthiquement justes et nécessaires compte-tenu de l'ampleur des inégalités en Amérique latine, elles ne sont pas démagogiques si elles s'accompagnent d'un effort vers la production. Si tel n'est pas le cas, une logique « infernale » survient conduisant à terme à un échec économique, social et politico-institutionnel conséquent. En considérant l'Etat comme un « Etat magique » (Coronil F., 2002, Lander E. 2018), le populisme progressiste peut sombrer dès lors vers des formes dictatoriales de pouvoir – comme c'est le cas aujourd'hui au Venezuela – coexistant avec des micro-pouvoirs liés aux mafias qui se nourrissent des espaces libérés par l'incapacité de l'Etat de contrôler l'entièreté de son territoire (l'Etat devenant poreux<sup>61</sup>), et où déferlent discrimination, corruption et violence<sup>62</sup>).

Dans les quinze premières années des années 2000, plusieurs formes de populisme progressiste en Amérique latine ont prédominé (Svampa M, 2016). Tous les gouvernements progressistes n'accordent pas le même poids aux politiques sociales et à la redistribution (lutte contre la pauvreté, éducation et santé universelles, sans exclusion, protection des salariés, augmentation du salaire minimum), et nous montrés dans la première section que les dépenses de la santé étaient particulièrement faibles au Venezuela.

Les politiques sociales, de redistribution, sont un vecteur essentiel du populisme progressiste, mais la définition du populisme ne se limite pas ces caractéristiques importantes. Le populisme (progressiste) se réfère également aux formes de pouvoir et à la manière *bonapartiste* de l'exercer. Non seulement le leader s'identifie au peuple, mais s'oppose parfois aux élites censées être liées à des intérêts étrangers (Venezuela, Argentine). Dans sa version la plus pure, le leader s'identifiant au peuple lui demande de se reconnaître en lui.

#### Identification au peuple et rapports à la religion

« Ya no soy Chavez, Chavez eres tu...ya no me pertenezco ...chavez se ha hecho pueblo<sup>63</sup> ». Ces expressions sont révélatrices du rapport du Président au peuple, ce dernier étant appelé à s'identifier à lui. Voir Cadenas P, 2018 « Le Venezuela, ce navire à la dérive », 11-34, p. 29, *Les Temps Modernes*, op cit.. pour que cette inversion soit efficace en termes de légitimité, encore faut-il que le leader soit

<sup>60</sup> Voir le dossier de la revue IHU du 7 août 2017 intitulé : Ernesto Laclau et al « razao populista » où on trouvera un ensemble d'études originales.

<sup>61</sup> Jeu de mots entre Estado poroso (poreux) et Estado poderoso (puissant) que nous avons développé avec Gilberto Mathias dans Mathias G. et Salama P., 1983 .

<sup>62</sup> S'agissant du Venezuela, voir en langue française Cantura La Cruz (2018) et Emiliano Teran Mantovani (2018). Il est intéressant de noter la cécité (Saint Upery utilise le terme de négationnisme) de certains groupes politiques de gauche en Amérique latine concernant la nature du régime vénézuélien, considéré comme révolutionnaire puisque s'opposant aux Etats-Unis, qui n'est pas sans rappeler celle des soutiens au régime stalinien en URSS dans le passé. Pour une critique de ces groupes, voir Saint Upery M. (2019) dans son blog a Mediapart.

<sup>63</sup> Je ne suis pas Chavez, tu es Chavez... je ne m'appartiens pas... Chavez s'est fait peuple

charismatique, ce qu'était Chavez et ce que n'est pas Maduro au Venezuela, et que son discours entre en harmonie avec la frustration accumulée de tous ceux qui ont été exclus et ont vu des élites s'enrichir au même moment où eux s'appauvrirent, comme ce fut le cas juste avant la crise de la dette, dette dont l'ampleur s'explique essentiellement par les fuites légales de capitaux à la différence de celle des colonels brésiliens lors de la dictature, et ensuite avec les politiques d'ajustement dans les années 1980 .

Lorsque s'ajoute la dimension religieuse, il peut arriver que le candidat à la présidence, puis une fois élu, le président puisse se présenter comme un candidat de Dieu dans le plus pur style évangélique, qu'il promette de moraliser la vie publique, de lutter contre la corruption, de recourir aux pouvoirs que lui confère l'Etat avec la sagesse contenue dans les livres sacrés pour lutter contre celle-ci. C'est ce qu'on a pu observer avec Lopez Obrador (dit AMLO)<sup>64</sup> au Mexique – où l'Etat est laïc... -, multipliant les références à la campagne (le « campo ») où « existe encore une forme de vie saine, pleine de valeurs morales et spirituelles ». Bien que AMLO puisse être classé parmi les populistes progressistes, parce qu'avocat d'une politique redistributive en faveur des pauvres, cette référence au « campo » fait appel à la mémoire collective de la révolution zapatiste mais elle n'est pas sans rappeler la référence à la terre dans les discours fascistes en Europe dans les années 1930-1940. « Nous allons produire au Mexique ce que nous consommons. C'est ma stratégie en politique économique. Nous allons aider les gens pauvres, les gens humbles, les plus petits, les plus vulnérables, pour que tous puissent être tranquilles avec eux-mêmes, qu'ils puissent aller au temple, dans les églises, sans violer les commandements... si nous ne sommes pas honnêtes, nous violons les commandements. C'est un péché social ».

C'est le cas aussi du Brésil où le président d'extrême droite, après s'être fait bénir dans les eaux du Jourdain par des évangéliques en Israël n'hésite pas à déclarer : « en premier Dieu, tout d'abord le Brésil ». Nous y reviendrons lorsque nous présenterons l'influence des évangéliques au Brésil sur l'ensemble de la politique sociale et culturelle de Bolsonaro.

### *b. Populismes d'extrême droite ou la haine vis-à-vis des minorités*

Qu'est-ce qui distingue le populisme progressiste et d'extrême droite ? La défense de la Nation, l'opposition du peuple aux élites<sup>65</sup>, les capacités charismatiques du leader ? Existe-t-il des points communs dans les deux populismes ?

1/ En général la référence à la Nation est beaucoup plus présente dans les populismes d'extrême droite que dans les populismes de gauche, sauf lorsque cette dernière prend des formes caricaturales et adopte systématiquement les thèses du campisme<sup>66</sup> ou bien encore celle du complotisme, quitte à flirter

---

<sup>64</sup> voir Voir Olmes, R. 2020. On peut y trouver un florilège de citations de AMLO se référant à la Bible, ses relations étroites avec les églises évangéliques. Voir également Barranco Villafan B. et Blancarte R., 2019, p.24 et p.116 et suivantes.

<sup>65</sup> En ce qui concerne le populisme progressiste, on sait que cette opposition a été théorisée par Laclau E. et Mouffe Ch. Avec son corollaire : construire un peuple de gauche, qui n'est pas sans rappeler la distinction faite par les marxistes entre classe en soi et classe pour soi ... tout au moins dans la démarche.

<sup>66</sup> Soutien à des gouvernements dits anti impérialistes –quoi qu'ils fassent – au nom précisément de leur opposition aux impérialismes dominants. C'est une vision binaire et donc simpliste de l'Histoire.

avec le ridicule<sup>67</sup>. Dans les pays avancés, l'extrême droite milite pour la « préférence nationale », insiste sur l'idée nationale. La quête de la Nation idéalisée conduit à remettre en question la construction européenne et les décisions prises à Bruxelles amputant la souveraineté nationale, aux Etats-Unis à rejeter le multilatéralisme, à imposer des accords bilatéraux favorisant les seuls intérêts américains, et à pratiquer un protectionnisme de type mercantiliste justifié par les slogans « *America first* » et « *Make America great again* ». Cette quête de la Nation rencontre un écho certain auprès de ceux qui ont le plus souffert de la globalisation.

En Amérique latine l'opposition entre le peuple et les élites n'est pas toujours présente. L'insistance sur le peuple - sans qu'on sache exactement de quel peuple il s'agit - n'implique pas nécessairement le rejet des élites. Mais cette opposition réapparaît, avec une intensité variable et notamment à la veille d'élections, surtout lorsque les difficultés économiques deviennent de plus en plus fortes et que la fuite des capitaux prend de l'ampleur. Cependant, la référence au peuple n'est pas dans l'Histoire une caractéristique exclusive du populisme. Elle caractérise aussi le bonapartisme où le président, au-dessus des institutions (parlement, congrès), s'adresse directement au peuple et les institutions ne sont que la courroie de transmission de ses décisions. L'appel du président Bolsonaro à manifester contre le Congrès en est un exemple caricatural.

Le leader charismatique ? Le rôle du leader est important, il donne sens à la politique choisie en général grâce à ses qualités charismatiques et au fait qu'il s'adresse directement au peuple. Lorsque cette capacité est faible ou absente, on est en présence d'un populisme qui tourne à vide

En dehors de leurs références au peuple, voire à la Nation, les deux populismes sont très différents. La politique redistributive des revenus n'a pas la faveur du *populisme de droite*. *Celui-ci est davantage identitaire et a pour ennemis intérieurs les minorités*, que ce soit les noirs, les indiens, les homosexuelles et homosexuels, les communistes.

*Il y a une opposition franche entre les deux types de populisme dans le rejet des minorités*. Soit elles n'existent pas dans le populisme progressiste, soit, si elles apparaissent dans les discours, elle est sociale. Ce sont les riches qui servent de bouc émissaire.

Dans le populisme d'extrême droite, les minorités sont soit sociétales (ceux et celles qui se battent pour le mariage des homosexuels-les, du droit à l'avortement, contre le féminicide), soit raciales, soit religieuses (les musulmans en Europe<sup>68</sup>, en Inde). C'est nettement le cas du président brésilien Bolsonaro. Ces minorités sont désignées à la vindicte populaire. Il y a ainsi un glissement dans l'opposition peuple – élite, cette dernière, l'élite devient *de facto* les minorités. Celles-ci sont

---

<sup>67</sup> L'exemple le plus surprenant est lorsque le président Maduro du Venezuela dénonçait les Etats-Unis d'avoir provoqué une baisse du cours du pétrole dans le but de précipiter la crise et d'opérer ainsi une tentative de coup d'Etat économique. Rejeter le complotisme ne signifie pas ignorer le fait qu'il puisse y avoir des complots, l'Histoire latino-américaine est jalonnée de coups d'Etat fomentés par les Etats-Unis. C'est rejeter une vision de l'Histoire que lie les événements systématiquement à des complots ourdies par des puissances étrangères.

<sup>68</sup> Comme le souligne Zacharie (2019), dans les pays avancés, dans le populisme d'extrême droite, le peuple est opposé aux élites, représentées hier par la grande finance dénoncée comme la finance juive. Mis aujourd'hui, aux « élites » s'ajoutent de plus en plus les immigrés soupçonnés d'œuvrer « pour le grand remplacement » et ainsi détruire l'identité nationale, blanche et chrétienne dans le pire des cas, de vivre aux crochets des nationaux et, bien que cela soit contradictoire, de prendre leur travail, dans le meilleur des cas. Voir particulièrement la troisième partie du livre intitulée le repli national-populiste

considérées comme parasites, soit parce qu'elles -les Indiens - accaparent des terres qui pourraient être exploitées et assurer une croissance plus élevée, soit parce qu'elles –les Noirs - vivent de différentes aides, préférant ainsi l'oisiveté au travail, soit enfin parce qu'en cherchant à imposer de nouvelles règles supposées être contraires aux codes de valeur religieux, elles – les homosexuel-les par exemple - détruisent le consensus national.

Le populisme de gauche dans les pays avancés en ne développant pas (ou pas suffisamment) la question identitaire, en plaidant parfois pour le multiculturalisme<sup>69</sup>, en pariant pour plus de protectionnisme et moins de néolibéralisme – devenu le bouc - s'arrête à la moitié du chemin. Face à la déferlante du populisme de droite, c'est en quelque sorte un souverainisme inconséquent. C'est ce qui explique que même si les deux populismes peuvent avoir en apparence le même discours sur la défense des pauvres dans les pays avancés, le fait que le populisme de gauche ne développe pas une thématique souverainiste –identitaire-anti immigrés, leur fait perdre électoralement les voix qu'ils espéraient, au bénéfice du populisme de droite.

Et c'est là la force du populisme d'extrême droite. Et c'est là que réside le danger que la crise en Amérique latine puisse faciliter la montée de l'extrême droite, comme d'ailleurs ce fut le cas lors de l'élection de Bolsonaro au Brésil (Aubrée M., 2019). Certes l'Histoire ne se répétera pas de la même manière, cette crise est différente par son ampleur et par ses formes, mais pour autant les racines des comportements d'exclusion sont présentes.

Un point commun existe-t-il entre ces deux formes de populisme : les rapports aux églises évangéliques ? La référence commune à la Bible qu'on rencontre parfois (Chavez, Lopez Obrador d'un côté, Bolsonaro de l'autre) aux valeurs familiales conservatrices, voire ultra conservatrices au Mexique constitue un « pont » entre ces deux versions du populisme. Lopez Obrador au Mexique s'est fortement engagé auprès des églises évangéliques – nous l'avons vu - et ses références permanentes à la Bible et à Juárez (fondateur de l'Etat laïc avec les lois de la Réforme, 1859), rejeté par les catholiques mais adopté par les évangéliques, explique pour partie son peu d'attrait pour la défense de certaines minorités, comme celles luttant contre le féminicide et sa défense des valeurs familiales conservatrices.

Sans aller jusqu'à la référence explicite à la Bible, un « pont » existe parfois dans la recherche d'alliances avec les églises évangéliques dont les thématiques, nous le verrons, sont proches de celles de l'extrême droite sur tout ce qui concerne les valeurs, notamment le droit à l'avortement. Lula au Brésil a recherché l'appui des évangéliques. La présidence de C. Kirchner en Argentine a opté pour la reconnaissance du mariage entre homosexuel-les mais a rejeté le droit à l'avortement<sup>70</sup>.

C'est ce que nous allons analyser dans la section qui suit.

---

<sup>69</sup> Zacharie cite Maalouf A. (*Le naufrage des civilisations*, p.210 Grasset, p.293) pour souligner l'ambiguïté parfois du mouvement populiste de gauche s'agissant des mouvements identitaires liés aux immigrés, devenus un substitut au prolétariat. S'inquiétant de la tendance de certaines forces de gauche « qui levaient naguère l'étendard de l'humanisme et de l'universalisme, mais préfèrent aujourd'hui prôner des combats à caractère identitaires, en se faisant les porte-parole de diverses minorités ethniques, communautaires ou catégorielles... » p.172, afin de coaliser les ressentiments d ces minorités

<sup>70</sup> Voir le rapport de Tricontinental, 2019 et Séman P. et Viotti N., 2019

## II. Eglises évangéliques, l'ultra-conservatisme renforcé avec la pandémie ?

A la différence de nombre de pays avancés, l'Amérique latine ne compte pas ou peu de mouvements authentiquement fascistes ou fascisants<sup>71</sup> Il y a cependant un essor impressionnant des églises évangéliques. Celles-ci se disputent une clientèle populaire, relativement peu éduquée, proche de celle des mouvements fascistes, leurs appels aux valeurs immuables comme la famille et l'identité, leur rejet des minorités, quand bien même ne seraient-elles pas les mêmes que dans les pays avancés, leur utilisation des institutions, fût-ce pour les détourner ensuite, les rapproche également de ces mouvements. L'exemple extrême est celui des églises pentecôtistes au Mexique – Etat laïc - qui en appellent à la laïcité pour ...se développer<sup>72</sup>.

### a. Le populisme vu d'en bas, l'influence croissante des discours des églises évangéliques

Jean Birnbaum (2016) rappelle que pour Marx, la religion n'est pas seulement « l'opium du peuple ». Telle quelle, cette citation souvent faite, est réductrice et ne permet pas de comprendre ce que représente la force de la religion. Celle-ci « ne se supprime pas comme ça », en l'interdisant par exemple, comme ce fut fait dans les pays socialistes. « Expulsée par la porte, elle est rentrée par la fenêtre » avec force dès la fin de l'expérience socialiste. En fait, cette phrase faisant appel à une métaphore -l'opium - devenue célèbre est précédée d'une autre phrase plus profonde : « La détresse religieuse est en même temps l'expression de la vraie détresse et la protestation contre cette vraie détresse. La religion est le soupir de la créature opprimée, le cœur d'un monde sans cœur, tout comme est l'esprit d'un monde sans esprit ». On assiste ainsi à un retour du religieux et plus particulièrement dans ses formes les plus radicales, voire fondamentalistes comme on peut l'observer en Amérique latine avec le poids croissant des évangéliques.

Qui sont les évangéliques ? A quelles catégories sociales appartiennent-ils le plus ? Quel est leur niveau d'éducation ? Quelles sont les valeurs qu'ils partagent le plus ? Sont-ils sensibles aux discours sur la reprise du travail quelle que soit l'évolution de la pandémie ? Peuvent – ils constituer un vecteur important pour l'émergence de nouvelles formes de populisme « illibéral », voire d'extrême droite ?

Ce sont à ces questions que nous tenterons de répondre. Les analyses sur les évangéliques sont nombreuses plus particulièrement celles qui analysent leurs valeurs et leurs rapports aux Pouvoirs. Elles sont relativement rares sur les origines sociales des évangéliques. Nous utiliserons l'enquête faite par Flexor G, 2020, sur l'ensemble des églises dans la périphérie de Rio de Janeiro au Brésil . Elle est particulièrement riche en informations. Il s'en dégage des comportements structurants les différentes églises. Afin d'enrichir l'analyse et imaginer des évolutions possibles nous ferons des comparaisons avec la montée du lepénisme en France. Certes, « comparaison n'est pas raison », les deux pays sont différents par leur Histoire, leur situation économique, leur formation sociale, mais comparer ouvre des

---

<sup>71</sup> Les références au fascisme étaient cependant nombreuses sous Péron en Argentine dans les années 1950 ou bien Vargas au Brésil dans les années 1930 et 1940, mais insuffisantes pour qualifier le péronisme, le vargisme, voire le cardenisme au Mexique de mouvements fascistes.

<sup>72</sup> Ainsi que le remarque Delgado-Molina C.A., 2019 : « ...les églises évangéliques jouèrent un rôle dans la défenses du régime laïc de l'Etat mexicain comme stratégie pour garantir la liberté religieuse et défendre les droits de leurs croyants ... », p.94. Une telle politique n'est pas sans rappeler celle du Rassemblement National (nouvelle appellation du Front National), en France, qui au nom du respect de la laïcité cherche à diminuer l'influence des immigrés musulmans adeptes de la prière dans les rues faute de mosquées en nombre suffisant.

perspectives. Ces comparaisons peuvent permettre de mieux évaluer en quoi la montée du pentecôtisme au Brésil, et plus particulièrement aujourd'hui avec la crise économique, sociale et politique accentuée par la pandémie, peut, ou non, renforcer une montée du populisme d'extrême droite post Bolsonaro, avec ou sans lui.

### 1. Une présence de plus en plus importante des évangéliques

Selon les enquêtes menées par le Pew Research Center, on observe une baisse du catholicisme dans l'ensemble des pays d'Amérique latine, plus ou moins importante selon les pays.

Tableau 1 : Baisse de l'adhésion à la religion catholique

	1970	2014	Différence en points
Argentine	91	71	-20
Brésil	92	61	- 31
Chili	76	64	-12
Colombie	95	79	-16
Mexique	96	81	-15
Pérou	95	76	-19

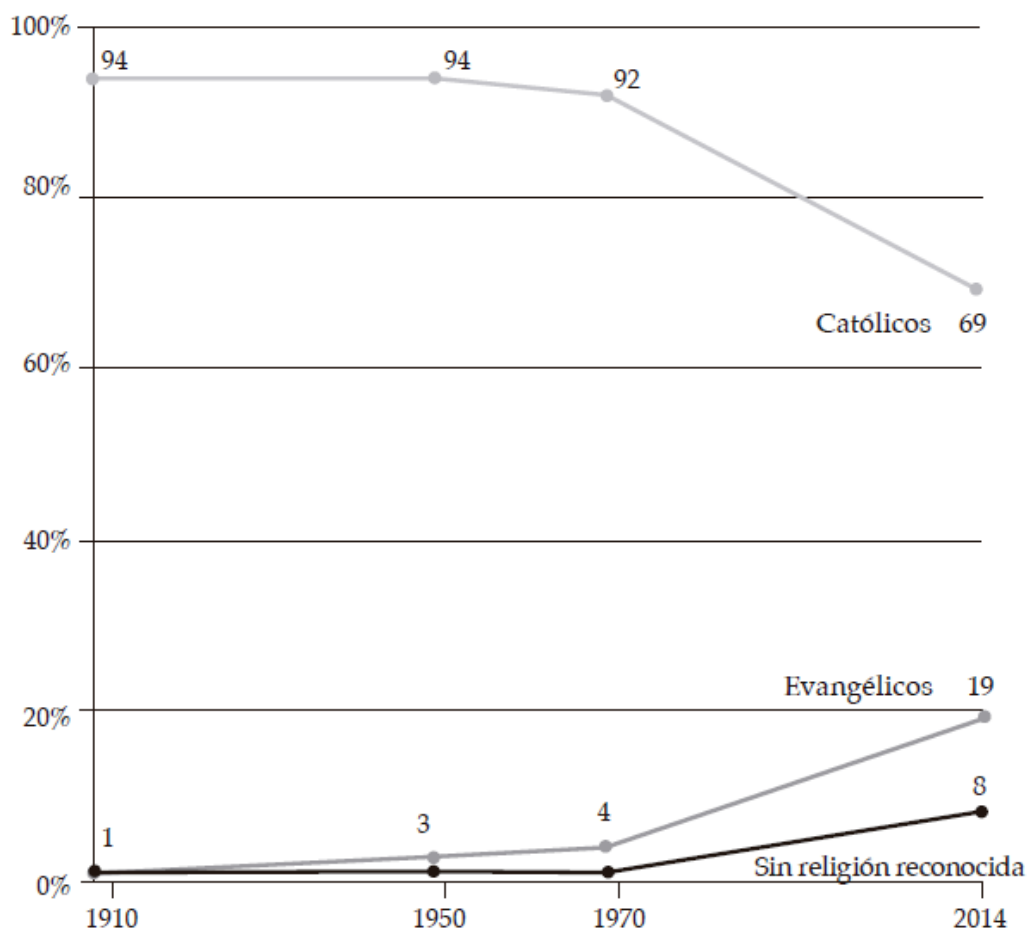
Pew Research Center [https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/7/2014/11/PR\\_14.11.13\\_latinAmerica-overview-19.png](https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/7/2014/11/PR_14.11.13_latinAmerica-overview-19.png)

La baisse de l'adhésion au catholicisme est relativement élevée en 35 ans. Elle se réalise au profit des évangéliques surtout en Amérique centrale (42% de la population au Guatemala se déclare évangélique en 2014, 41% en Honduras, 36% au Nicaragua, 35% au Salvador), au Brésil (22.4%), au Pérou (17%), au Chili (16.6%), en Bolivie (21%) et en Uruguay (15%). La montée en puissance des évangéliques est plus faible en Argentine (9%) et au Mexique (6.3%)<sup>73</sup>. Le poids des « sans religion »<sup>74</sup> s'accroît également mais dans une moindre mesure. En moyenne, l'influence des évangéliques augmente de 15 points et celle des « sans religion » de 7 points entre 1970 et 2014.

<sup>73</sup> Voir Calderon Castillo J. (2017).

<sup>74</sup> Contrairement à ce qu'on pourrait penser, il ne s'agit pas ou peu d'athées. Il s'agit plutôt d'adhérents à plusieurs religions comme par exemple les cultes afro-brésiliens, mais aussi les adhérents au spiritisme (Kardénisme), voir Aubrée M. et Laplantine Fr., 1992





Source : [https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/7/2014/11/PR\\_14.11.13\\_latina-america-overview-18.png](https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/7/2014/11/PR_14.11.13_latina-america-overview-18.png)

Au Brésil, le pourcentage des catholiques décroît entre 1960 et 2010 de près de 29%, celui des évangéliques, toutes églises confondues est multiplié par plus de cinq. Certes, le poids des catholiques reste très important mais l'écart entre catholiques et évangéliques décroît fortement passant de 88,8 points à 42,3 points. Tout en étant fortement minoritaires, les sans religion connaissent un essor conséquent

**Tableau 1 – Évolution des groupes religieux en % de la pop. Brésilienne (1960-2010)**

	1960	1970	1980	1991	2000	2010
Catholiques	93.1	91.8	89.0	83.3	73.7	64.6
Evangéliques	4.3	5.2	6.6	9.0	15.4	22.3
Sans Religion	0.2	0.8	1.6	4.7	7.4	8.0
Autres	2.4	2.3	2.5	2.9	3.5	5.1

Source : Flexor G, 2020, Fé e classes sociais, *op.cit.*, à partir des données de l'IBGE (census démographique de 2010)

Cet essor des églises évangéliques a plusieurs causes. La première vient de l'urbanisation très rapide qu'a connu le Brésil (et les pays latino-américains de manière générale) à partir des années 1960. Aujourd'hui, le Brésil a un taux d'urbanisation supérieur à celui de nombre de pays avancés. Des

bidonvilles ont émergé autour des grandes villes d'abord puis des villes dites moyennes. Ils sont plus ou moins consolidés, plus ou moins misérables, plus ou moins importants en population, plus ou moins sous le contrôle des groupes criminels.

Fuyant la misère des campagnes, sensibles à l'attrait des villes, les paysans migrent vers des quartiers où ont déjà migré des personnes de leurs villages, de leur région, parce qu'ils pensent pouvoir y trouver une certaine forme de solidarité, celle de leur village, de leur région et une première aide pour se loger et trouver un emploi. Ils se trouvent rapidement confrontés à de nouvelles règles du jeu, celles d'une société monétarisée, celles de la ville qui diffère profondément des us et coutumes dominants dans les campagnes. La solidarité qu'ils attendaient s'écaïlle. A l'origine peu éduqués, nombre d'entre eux prennent les premiers emplois qu'ils trouvent, le plus souvent informels et peu rémunérés. A la misère des campagnes succède celle des villes, le miracle attendu dans ce voyage sans retour s'avère un mirage. Quel que peu déçus, ils ne trouvent pas ou peu l'appui espéré auprès des églises catholiques et s'en éloignent. Influencés par le militantisme de terrain des évangéliques, par l'écoute de leurs radios et de leurs chaînes de télévision, par le rappel aux valeurs familiales, leur responsabilité quant à l'origine de leurs difficultés, ils recherchent le dépassement de leurs problèmes dans la lecture de la Bible et ses enseignements jusqu'à penser, pour certains d'entre eux, pouvoir guérir par la foi. Devant le succès des évangéliques, les églises catholiques copient certaines pratiques religieuses des évangéliques, comme par exemple la pratique de chants non conformes aux normes habituelles, ainsi que le rappellent Aubrée M. (2019, *op.cit.*), Flexor G. (2020, *op.cit.*), un peu en vain tant la préférence pour l'original est plus forte que celle pour la copie.

Enfin, le succès des évangéliques s'explique également par leur opposition à la « théologie de la libération », mouvement catholique radical, dans les années 1960-1980 et la peur d'un communisme athée. Sous la bannière de la « théologie de la prospérité », nombre de leaders évangéliques se sont ainsi institutionnalisés en se présentant aux élections.

## 2. Qui sont-ils ?

A partir d'une enquête réalisée à la périphérie de Rio de Janeiro, Flexor G. analyse les différents mouvements religieux, leurs poids et leurs origines. La périphérie de Rio de Janeiro est plus pauvre en moyenne que la ville elle-même. La proportion des évangéliques y est bien plus élevée.

Tableau 2 – Profil religieux de l'échantillon (nombre de répondants et %)

	C	E	K	MP	SR	AB
Nombre	273	424	31	44	170	50
%	28%	43%	3%	4%	17%	5%

C : catholique, E : évangéliste, K : kardeciste, MP multiple religions, avec possibilité que des catholiques se reconnaissent également par exemple dans des cultes afro brésiliens, SR : sans religion ce qui ne signifie pas athée mais volonté de ne pas s'associer à une religion, source *idem*. Dans ce tableau, ainsi que dans ceux qui suivent, la catégorisation est plus fine puis qu'on distingue des sous-ensembles auparavant tous regroupés dans les « sans religions »

La répartition des adhérents aux différentes églises selon la couleur de la peau (mulâtre, blanc, noir) est intéressante. Le pourcentage de mulâtres est à peu près le même dans les églises catholiques et dans les églises évangéliques. Il est bien plus important que celui observé dans les autres églises. Le pourcentage des blancs par contre est nettement inférieur chez les évangéliques que chez les

catholiques. Inversement celui des noirs est le double de celui observé chez les catholiques. Ces deux dernières données sont importantes. Les pourcentages de blancs parmi les adhérents kardecistes, les sans religions et les multi religions est plus important que celui observé pour les deux principales églises (sauf pour les sans religion légèrement plus faible que pour les catholiques)

Tableau 3. Distribution des « races » selon les religions (en % selon les religions)

	C	E	K	MP	SR
P	41.03	41.98	29.03	27.27	36.47
B	39.93	24.06	41.94	45.45	35.29
N	15.75	30.90	29.03	27.27	26.47
Autres	3.30	3.07	0.00	0.00	1.76

P : preto (mulâtre), B : blanc, N : noir

Source : *idem*

Du tableau 3, ci-dessus, on peut déduire les différences de revenus entre les adhérents aux différentes églises. Les noirs et les mulâtres sont en général plus pauvres que les blancs. Leur pourcentage est particulièrement élevé chez les évangéliques, davantage que dans les autres religions. A l'inverse, le pourcentage des blancs, sans être négligeable, y est plus faible. Or le pourcentage de riches est plus élevé chez les blancs que chez les noirs.

Nous n'avons pas de statistiques sur le revenu moyen et la dispersion de ces revenus selon les différentes « races » et les églises, le tableau 4 montrant les niveaux d'éducation dans les deux principales églises confirme que les évangéliques sont plus pauvres que les catholiques. Le pourcentage des évangéliques qui n'ont pas complété le lycée est plus élevé (33.01%) chez les évangéliques que chez les catholiques (31.14%). A l'inverse, ceux qui ont terminé le lycée sont plus importants chez les catholiques (45.59%) que chez les évangéliques (38.21%), mais ceux qui ont complété le lycée technique sont relativement plus importants chez les évangéliques que chez les catholiques.

Tableau 4. Distribution du niveau d'étude selon les catholiques et les évangéliques

	C	E
Analphabète (A)	1.83	0.71
Primaire (P)	2.20	1.65
Collège abandon (CI)	5.86	11.08
Collège (C)	11.36	10.14
Lycée abandon (LI)	9.89	9.43
Lycée (L)	43.59	38.21
Lycée Technique (LT)	4.03	6.60
Université (abandon, réussite)	Solde	Solde

Source : *idem*

En se servant de ces dernières données comme variables *proxy*, on peut dès lors déduire que *non seulement le revenu moyen des évangéliques est plus faible que celui des catholiques mais que la dispersion des revenus est différents*. La dispersion des revenus des catholiques est plus élevée que celle des évangéliques, dit autrement le pourcentage des classes moyennes et des riches est plus important chez les catholiques que chez les évangéliques.

La relation entre niveau d'étude et revenus perçus n'est pas linéaire. Ceux qui ont achevé le lycée, voire ont débuté l'université n'ont pas le même niveau de revenus selon qu'ils sont dans le public ou dans le privé, en général. La rémunération est plus faible dans le public que dans le privé. A l'inverse, ceux qui ont fait peu d'études gagnent parfois davantage dans le public que dans le privé. Ces relations sont différentes selon les pays, les enseignants du supérieur gagnent davantage dans le public que dans le privé au Brésil. Par contre les enseignants du supérieur mexicains gagnent moins que leurs homologues brésiliens. Dans l'ensemble, au Brésil, l'homme blanc gagne davantage que la femme blanche dans le privé, celle-ci gagne davantage que l'homme noir ou mulâtre, lequel gagne davantage que la femme noire ou mulâtre, les écarts de revenus diminuant avec les niveaux de qualification (Saboia AL. et J., 2009). Aussi la relation entre niveau d'études et rémunération n'est pas linéaire, cependant elle donne de précieuses informations.

Même niveau d'éducation, revenus différents, autres comportements. Faible niveau d'éducation, clientèle de l'extrême droite en France

L'analyse des différents électorats lors des dernières élections présidentielles (2017) en France est riche d'enseignements, y compris pour le Brésil. L'électorat de Le Pen, mouvement d'extrême droite, est de loin le moins éduqué. Les électorats de Hamon (Parti socialiste) et de Macron (en marche) ont fait les études les plus longues. Comme nous l'avons indiqué, la relation entre niveau d'études et revenus perçus n'est pas linéaire. Selon qu'on travaille dans le public ou bien dans le privé, à nombre équivalent d'années d'études, les revenus des premiers sont inférieurs à ceux des seconds. Au sein du secteur privé, la spécialisation compte beaucoup, les diplômes littéraires ouvrent la voie à des carrières en général moins bien rémunérées que les diplômes scientifiques. Et, d'une manière générale, dans le secteur privé les femmes sont moins bien rémunérées que les hommes et leur parcours de carrière est moins porteur que celui des hommes. La relation entre niveau d'éducation et revenus est donc plus complexe qu'il n'apparaît de prime abord. L'électorat de Macron et celui de Fillon (Les républicains) ont les plus hauts revenus, bien que chez ce dernier le niveau d'éducation soit moins élevé que chez les macronistes. Par contre le niveau de revenu moyen des électeurs de Hamon et de Mélenchon (la France insoumise) est faible, comparable à celui des électeurs de Le Pen, alors que ces derniers leur niveau d'éducation est plus faible. Pour un niveau d'éducation relativement proche de celui de l'électorat de Fillon, leurs revenus moyens sont beaucoup plus faibles. De là découle un sentiment d'injustice et une volonté de corriger ces inégalités non justifiées par une politique de redistribution des revenus. Comme nous l'avons noté, c'est ce qui distingue le populisme progressiste, la gauche du populisme de droite. Voir Algan Y, Beasley E., Cohen D., Foucault M. , (2019), pages 42-43

Au-delà des toutes ces réserves, *il y a de fortes probabilités que la relation « peu éduqués – pauvres » soit relativement élevée et que donc les évangéliques soient plus pauvres que les catholiques.*

On ne peut cependant pas déduire de cette relation que les évangéliques puissent demain constituer nécessairement l'armée de l'ombre de mouvements d'extrême droite. Leurs votes n'obéit pas aveuglement aux préférences de leurs leaders religieux, pour autant on a pu constater que leur vote pour Bolsonaro avait été largement plus important que la moyenne nationale. L'emprise des évangéliques étant de jours en jours plus importantes, il est probable que leurs préférences vers des options politiques « illibérales » soit demain plus forte à cause des conséquences sociales de la crise et le ressenti que le gouvernement ne peut y répondre. On observe que Bolsonaro perd en Avril de sa popularité auprès des couches moyennes qui avaient voté pour lui, mais conserve son socle dur parmi la population pauvre, en partie évangéliste, qui avait voté pour lui alors même qu'il se radicalise contre le Congrès et les décisions des gouverneurs des Etats de protéger la population de la pandémie, contre le corps médical. Mais ce chemin n'est pas inéluctable<sup>75</sup>, d'abord parce que la religion retient parfois la violence, sauf dans ses versions les plus fondamentalistes, ensuite parce que tout dépend des réponses à donner face au discours présidentiel contre le confinement et pour la reprise du travail, très populaire chez les plus pauvres, enfin parce que l'éducation peut être une sortie vers le haut<sup>76</sup> si elle parvient à devenir l'école de la République en incluant les enfants quelles que soient leurs origines. On a pu l'observer notamment dans les plus fort taux de participation dans les universités des sans religion et des multiples religions comme le remarque Flexor G. On sait que c'est parce que l'éducation libère que les groupes fondamentalistes religieux militent un peu partout dans le monde pour refuser l'accès à l'éducation des jeunes filles. Ce chemin pour autant existe et pour évaluer les probabilités de le voir emprunter, il nous faut analyser les comportements des évangéliques et ce qui les fonde.

b. Quel est le comportement moyen des évangéliques? Quels sont leurs rapports à l'ordre, l'avortement, le mariage entre homosexuels, l'aide aux pauvres ? En un mot sont-ils plus conservateurs ?

Un parallèle entre l'extrême droite française<sup>77</sup> et les évangéliques est instructif. Origine sociale semblable et niveau d'études assez faible ; défiance vis-à-vis de l'Etat et des politiques ; défiance vis-à-vis de l'autre ; détestation des minorités que ce soit les immigrés dans les pays avancés, ou des indiens, des noirs, des mouvements homosexuels. Une part disproportionnée des impôts serait dépensée dans les politiques sociales affectée aux minorités. Non seulement les minorités coûteraient aux autres communautés mais elles auraient tendance à oublier leurs obligations. Les pauvres et, d'une manière générale, les catégories sociales modestes pourraient considérer que les immigrés, bien que

---

<sup>75</sup> Mélenchon (leader de La France Insoumise) a eu un mot juste – « Fâchés pas fachos » - concernant l'électorat potentiel de Le Pen, qui nous venons de le voir, a des caractéristiques communes avec celui des églises évangéliques. (NB : fachos pour fascistes). Mais il est vrai aussi que s'adresser à eux pour les attirer peut être dangereux lorsqu'on considère que les déterminations gauche-droite sont obsolètes et qu'il convient de fédérer le peuple sans se référer à la « gauche ». Aussi n'est-il pas surprenant que ces « fachos pas fâchés » aient voté en grande majorité pour l'extrême droite et bien pour la France Insoumise

<sup>76</sup> Très tôt quelques présidents de la République en Amérique latine ont compris le rôle de l'éducation comme facteur d'émancipation. Le dictateur (le « Suprême ») Jose Gaspar de Francia au Paraguay rend l'école élémentaire gratuite et obligatoire au début du 19<sup>e</sup> siècle. Un demi-siècle plus tard, le Président de l'Argentine Domingo Faustino Sarmiento fait de même, encore plus tard au Brésil et au Mexique.

<sup>77</sup> Nous utiliserons ici les enquêtes menées par le CEVIPOF, menées et reprises dans le livre Algan Y. et *alii*, *op.cit.*

pauvres, dans les pays avancés sont des « privilégiés », des « parasites » vivant du travail des autochtones et leur prenant parfois leurs emplois, les pauvres assistés en Amérique latine ainsi que diverses associations protégées par l'Etat dont l'objet serait de diffuser des valeurs jugées malsaines.

Bien qu'important et instructif, ce parallèle n'est pas suffisant pour identifier l'extrême droite avec les églises évangéliques. Les églises évangéliques ne fonctionnent pas comme un parti même si nombre de ses pasteurs se présentent aux élections. Leurs orientations de vote ne sont pas toujours suivies, bien que leurs idées puissent se diffuser largement, nous l'avons vu par exemple pour le Mexique et pour le Brésil<sup>78</sup>. Ces idées s'impriment dans des programmes politiques où les minorités sont dénoncées comme parasitaires. Les politiques récupèrent le discours évangélique, l'amplifient et le légitiment ce qui par contrecoup renforce les églises pentecôtistes. Dans un contexte de crise comme celle traversée actuellement, cela peut prendre sens et être éminemment dangereux.

### 1. Quid de la confiance personnelle ?

Ceux qui votent extrême droite n'ont pas une grande confiance interpersonnelle, tirent peu de satisfaction de leur vie et souffrent d'un mal être prononcé. Les dernières élections présidentielles le montrent nettement. L'électorat de Le Pen est celui qui a et de loin le moins de satisfaction et le moins de confiance dans les gens (p.47) Les électeurs de Le Pen se méfient de leurs voisinages, ont confiance dans la famille la préférant aux autres, les inconnus, supposés parasites et/ ou profiteurs. La crainte de l'autre, des déclassements lorsqu'ils ont des diplômes et des emplois les valorisant peu, l'angoisse du futur, les conduisent à rechercher des boucs émissaires : les minorités, celles qui « profitent du système ». Dans les pays avancés ce sont surtout les immigrés, c'est-à-dire en fait les musulmans qui, par leur présence et les risques évoqués d'un « grand remplacement », mettent en péril les valeurs chrétiennes. En Amérique latine, ce sont très souvent les indiens, les noirs, les homosexuelles, voire les communistes, ancien phantasme qui parfois réapparaît. Dans les pays avancés, les boucs émissaires suprêmes sont les partis politiques traditionnels, ceux du système, dénoncés comme corrompus, à la solde de l'étranger, à-nationaux. Au Brésil, c'est le parti des travailleurs et son leader charismatique, Lula, sur lequel se concentrent toutes les haines (Aubrée M.*op.cit.*). Cette haine exprime davantage de colère que de peur. La peur en effet paralyse, la colère est la base du populisme et permet de s'exprimer, d'agir (Algan et alii ; p.82).

Lien social ou délitement, confiance ou défiance vis-à-vis des minorités, un retour sur les débats

De nombreux sociologues et économistes considèrent que la diversité, à l'inverse de l'unité, diminue le « capital social » d'une nation en développant, à court et moyen terme, des méfiances réciproques entre les communautés, un délitement du lien social. Une part disproportionnée des impôts serait dépensée dans les politiques sociales affectée aux minorités. Non seulement les minorités coûteraient aux autres communautés mais elles auraient tendance à oublier leurs obligations. Les pauvres et, d'une manière générale, les catégories sociales modestes pourraient considérer que les immigrés sont

<sup>78</sup> Aux présidentielles brésiliennes, 65% environ des évangéliques ont voté pour le candidat Jair Bolsonaro. Ils n'ont donc pas tous voté pour Bolsonaro mais comme ils représentent un peu plus du cinquième de la population, ce vote lui a donné la majorité (56%) et la victoire.

des « privilégiés », des « parasites » vivant du travail des autochtones et leur prenant parfois leurs emplois. De tels arguments sont développés, à la veille d'élections nationales ou régionales, par des partis populistes et comme nous le verrons par les églises pentecôtistes en Amérique latine.

« En revanche, pour d'autres auteurs, la diversité est un « actif social ». Selon Putnam R.D. (2007), une distinction doit être faite entre le court, le moyen et le long terme. La diversité, à court et à moyen terme, diminue le capital social et ce faisant la cohésion sociale, alors qu'à long terme, elle le renforcerait en développant de nouvelles formes de solidarité. ...Plus précisément, Putnam a testé deux thèses opposées sur la diversité « Selon la première thèse, trop de diversité alimente les conflits ; selon la seconde, la diversité favorise le contact entre populations différentes et ce faisant enrichit leurs relations. Putnam établit des relations entre le degré d'homogénéité et le degré de confiance que les différentes communautés (ou encore ethnies au sens américain du terme) entretiennent les unes vis-à-vis des autres. Les résultats de son enquête paraissent confirmer la thèse du « conflit », mais partiellement celle du « contact » également. En effet, plus la diversité ethnique (comprise au sens de communautés) est élevée dans une ville, plus faible est le degré de confiance entre ethnies. Cette conclusion est confirmée lorsqu'on pose la question un peu différemment et qu'on demande aux gens quel est le degré de confiance qu'ils ont vis-à-vis de leurs voisins. Malgré celle-ci, plus la diversité est importante, moins les gens ont confiance dans leurs voisins. Ces deux constats semblent corroborer la thèse dite du conflit. Cependant, lorsqu'on met en relation le degré de confiance net (c'est-à-dire la confiance vis-à-vis de sa propre communauté moins celle vis-à-vis des autres communautés) et le degré d'homogénéité dans un espace donné, on n'observe strictement aucune corrélation entre les deux variables, ce qui selon Putnam signifie que ni la thèse du conflit ni celle du contact ne seraient pertinentes. Putnam conclut que les deux thèses coexistent mais que pour autant la diversité détériore le capital social à court et moyen terme. » in Salama P., (2010), , p.78 et suivantes

Dépasser ses problèmes personnels, vivre en harmonie passe le plus souvent par une introspection et peut nécessiter l'action d'un exorciste chargé d'extirper le mal qu'on pourrait porter en soi.

Dans les églises pentecôtistes, la référence première est la Bible. Son enseignement permet à l'être humain de se régénérer. Autrement dit, ce qui peut lui arriver de mal n'est pas nécessairement la faute de la société, mais surtout la sienne. Ne pas avoir suivi l'enseignement de la Bible conduit à l'échec personnel. La société est inégale, les inégalités de revenus et de patrimoine ne sont pas acceptables, mais attendre de l'Etat qu'il les diminue qu'il aide les pauvres serait une erreur. L'action publique ne doit pas s'exercer en faveur d'une minorité, les pauvres ici au détriment de la majorité. Favoriser les personnes pauvres en leur permettant d'accéder à l'université<sup>79</sup> par exemple peut se faire au détriment d'autres personnes, ce qui du point de vue de l'ensemble de la société serait dommageable. Mais surtout, aider les pauvres c'est favoriser leur paresse naturelle au détriment d'eux-mêmes et de l'ensemble de la société, c'est favoriser le clientélisme (l'achat de vote) et la corruption, alors que la Bible enseigne la probité et la nécessité de l'effort individuel pour sortir de la pauvreté. Alors, comme

---

<sup>79</sup> Comme le fit Lula au Brésil en permettant l'accès à l'université de personnes n'ayant pas le niveau suffisant parce qu'en tant que pauvres elles n'ont pas eu la chance d'aller dans de bonnes écoles.

l'écrit Flexor : « en contraposition, toujours selon cette narrative, le marché offre une solution au problème de la pauvreté beaucoup plus efficace et justifiable car bénéficiant au plus grand nombre : il incite à l'effort et crée des opportunités de gains bénéfiques à tous. En ce sens, pour ce qui est de la justice sociale, le marché peut avantageusement substituer l'Etat. Lorsque ce dernier est corrompu et aux services de ses propres représentants, les aides aux pauvres peuvent être comparées à l'achat de votes et les impôts à une source d'inefficacité et de corruptions» (p.18).

Peut-on considérer qu'il y ait une contradiction entre le discours vantant l'effort individuel et fustigeant la paresse et le fait que les évangéliques étant en grand majorité pauvres ou vulnérables soient ceux qui en bénéficient le plus et appuient certaines des mesures d'aide de l'Etat ?

L'enquête menée par Flexor G. note que les politiques des transferts ne sont pas rejetées par la population de la périphérie de Rio. Les catholiques et les évangéliques ont une position timide sur ce sujet. Ce sont surtout les sans religion qui sont relativement aux catholiques et aux évangéliques plutôt contre ainsi que les blancs parmi les plus aisés. Plus éduqués, probablement mieux payés, les « sans religion » ont l'impression de payer pour les autres et de manière encore plus nette les blancs les plus aisés... Si on entre dans le détail on observe que les politiques de transfert (« *bolsa familia* », aide aux handicapés, aide à l'achat d'une maison) sont plus acceptées que celles visant à instituer un revenu minimum ou bien celles permettant l'accès aux hôpitaux publics sans contribution. Les « sans religion » sont par contre favorables aux politiques de discrimination positive pour l'accès aux universités publiques et privées, probablement parce qu'ils ont en bénéficié ou espèrent que leurs enfants en bénéficieront.

D'une manière générale, la défiance vis-à-vis de l'Etat est fondée sur deux appréciations critiques, la première est que l'Etat n'est pas aussi performant que le marché, lieu où peuvent se libérer les initiatives individuelles, la seconde est que l'enflure de l'Etat et des dépenses publiques est synonyme de clientélisme et de corruption. C'est d'ailleurs ce qui explique que lors du premier mandat de Lula et l'affaire de corruption dite du « *mensalao* » (mensualités versées aux députés pour qu'ils votent des lois) et celle concernant d'autres affaires (« aides » aux petits partis, les députés évangéliques ayant bénéficié de ces « largesses » (29 sur 70) aient pu être atteints et le payer par la suite auprès de l'électorat. 49 députés évangéliques ne furent pas réélus. C'est aussi ce qui explique que les députés évangéliques aient une position plus pragmatique que leur discours le laisserait entendre : tout en se méfiant de l'Etat, ils votent des lois qui pourraient se situer à la limite de leurs idéaux ou restent silencieux devant les transferts annoncés vis-à-vis des pauvres. La politique de Lula de transferts sociaux, celle de Lopez Obrador d'aider les pauvres n'ont pas rencontré, ne rencontrent pas une opposition farouche, à la hauteur de leurs discours comme si l'essentiel était ailleurs, même si on doit remarquer que l'opposition des évangéliques est un peu plus forte que celle des catholiques sur ces questions.

*Aussi quel est l'essentiel ?*

1. La lutte pour leur épanouissement dans le monde politique (on a vu que les évangéliques mexicains s'approprient Juárez et son legs laïc dans l'espoir que cela les aidera à se développer), 2. La lutte sur les valeurs traditionnelles, « culturelles » - comprises ici comme figées dans le temps - liées à la famille. Le culturel rejoint alors le culturel. Au total donc, s'il n'y a pas un divorce entre les idées et la pratique, si



le pragmatisme paraît s'imposer, c'est probablement parce que l'opposition se fait sur d'autres thèmes plus culturels.

Les évangéliques s'opposent ainsi aux minorités, soit celles qui existent « naturellement » (les indiens d'Amazonie par exemple), soit celles qui voient le jour grâce à leurs luttes. Ainsi en est-il des mobilisations des homosexuelles –ls pour la reconnaissance de leurs droits, du mariage pour tous, c'est-à-dire entre personnes du même sexe, de l'avortement parce qu'ils sont contraires, selon leur lecture, aux préceptes de la Bible. Comme l'indique Flexor G. : « *DataFolha* en 2016 indique un rejet du mariage entre personnes du même sexe bien plus élevé entre les évangéliques que parmi le reste de la population: 68% sont contre, 18% l'accepte et 10% y sont indifférents. Pour ce qui est de l'ensemble de la population, le taux de réjection est de 42%, et la proportion de ceux qui y sont favorable est de 44%. En relation à la question de l'avortement, les évangéliques sont aussi le groupe qui présente les positions les plus conservatrices. Le même sondage révèle que 64% de ces derniers sont favorables à des mesures légales, comme des peines de prison, contre les femmes qui pratiquent l'avortement. Les catholiques ont des opinions similaires, mais ils sont souvent moins radicaux. Un peu plus de la majorité (58%) appuient ce type de mesures.. Les évangéliques sont plus traditionnels que le reste de la population quand il s'agit de la division du travail entre homme et femme au sein de la famille » (p.5 et 6) ce qui explique probablement la « mollesse » de l'appui des Lopez Obrador aux mobilisations contre les féminicides.

2. Les idées conservatrices sont en plein essor en Amérique latine et marquent de plus en plus la vie politique.

La position des catholiques sur les valeurs culturelles se rapproche de celle des évangéliques de plus en plus influente. La crise actuelle se greffe sur des situations économiques déjà très fragiles dans la plupart des pays latino-américains. L'ampleur des réponses à la crise ne semble pas être à la hauteur des nécessités dans la plupart des pays et si parfois des mesures plus importantes sont prises, c'est souvent avec retard par rapport à la vitesse de contagion de la pandémie.

La crise économique se manifeste par une chute importante du PIB, une baisse encore plus importante de l'industrie et du commerce, une dépréciation des monnaies nationales conséquence des sorties de capitaux sans que cela puisse favoriser les exportations<sup>80</sup>, tout au moins jusqu'à l'arrêt de la production à cause de l'évolution de la contagion. La crise économique est en devenir et les premières estimations quant à la réduction de la croissance s'avèrent optimistes. La crise sociale s'amplifie. Elle était déjà présente dans nombre de pays en raison de la situation économique pré-pandémie. Avec la pandémie, la crise sociale croît considérablement : augmentation de l'informalité des emplois et du taux de chômage, baisse des revenus du travail, accroissement de la pauvreté et de la pauvreté extrême. L'incertitude quant au futur accentue l'anxiété.

Il y a un divorce entre une situation économique compliquée et l'exigence de réponses politiques simples de plus en plus partagée. Ceux qui parviennent à les énoncer en tirent les fruits en termes de

---

<sup>80</sup> Ainsi de février à février, la croissance des exportations vers les Etats-Unis a été de 8.9% en 2018, 6.5% en 2019 et de 5.2% en 2020 selon les données officielles des Etats-Unis. En données interannuelles, les exportations mexicaines vers les Etats-Unis ont dépassé celle de la Chine, celles-ci baissant de 31.30%. Pour autant, selon les prévisions de l'OCDE fin mars 2020 sur les pays du G-20, le Mexique devrait être le pays le plus affecté par la crise.

popularité. C'est pour l'instant le cas du président du Mexique. Ceux qui n'y parviennent pas perdent de leur crédibilité, c'est le cas du président du Brésil. Ceux qui se refusent aux réponses simples et tentent de répondre à la complexité de la crise maintiennent parfois leur popularité pour l'instant, mais personne ne peut affirmer que cette popularité se maintiendra. C'est le cas du président de l'Argentine.

Les solutions simples sont de deux ordres : minimiser la pandémie, laisser croire qu'il est possible d'atténuer ses effets par une pratique religieuse respectueuse des valeurs considérées comme sacrées. Nous les avons énumérées. ; affirmer que le retour au travail est absolument nécessaire en invoquant que la crise, provoquée par le confinement et l'arrêt de la production ne répondant pas aux nécessités immédiates, peut tuer davantage que le Covid-19, ce qui au bout d'un certain temps peut devenir une réalité.

Le retour au travail rencontre un écho certain chez ceux qui ne peuvent pas survivre dans le confinement, qui ont besoin de travailler pour nourrir leur famille quitte à risquer de mourir, risque minimisée par les discours de quelques présidents. Cette exigence, répétée jour après jour par le président brésilien, permet de désigner un bouc émissaire : les politiques, les gouverneurs des états, parfois les ministres de la santé qui bloquent tout retour au travail possible. Et comme il existe une profonde défiance vis-à-vis de l'Etat et des politiques, alimentée par les évangéliques, elle rencontre un écho populaire. Cet écho est d'autant plus fort potentiellement que la crise, la détérioration sociale vont plus vite que les améliorations espérées par les politiques, lorsque ces derniers prennent des mesures contra-cycliques pour aider les entreprises aux bords de la faillite, pour soulager les ménages par le versement de sommes, au demeurant très modestes. Défiance générale vis-à-vis de l'Etat, défiance accrue par son incapacité à juguler la crise et à améliorer, appellent à des réponses simples et à une radicalisation du discours pour un Etat fort, compris comme un Etat qui n'a pas à s'encombrer du jeu des règles démocratiques.

Les évangéliques ont des réponses simples aux problèmes posés par la pandémie. C'est pourquoi ils peuvent être des vecteurs à une montée de l'extrême droite. C'est ce qui explique que si le président brésilien perd en popularité du côté des couches moyennes<sup>81</sup>, il conserve auprès des pauvres qui avaient voté pour lui, et particulièrement des évangéliques, un appui, tout au moins tant qu'il ne sera pas affecté par les affaires d'interférence sur politique le juridique, de corruption, voire de complicité d'assassinat qui pèsent sur lui et son entourage familial.

L'horizon n'est cependant pas aussi sombre que décrit ci-dessus. Déjà avant la pandémie, des bouleversements politiques se dessinaient dans nombre de pays d'Amérique latine. Après l'onde de droite, une vague progressiste commençait à se dessiner à partir de nombreuses manifestations dans plusieurs pays, au Chili, en Equateur, l'élection de nouveaux présidents au Mexique et en Argentine,

---

<sup>81</sup> Ses positions rencontrent ultra conservatrices génèrent une opposition non seulement de ceux qui étaient opposés à son élection, mais également de la part de ceux pour qui ces discours choquent et attendent une intervention plus substantielle de l'Etat pour sauver l'économie. Et pour compliquer le tout, les arriérés de conflits non résolus, les excès non seulement verbaux mais factuels comme ceux visant à influencer la justice sur des enquêtes en cours, le rôle de l'armée font que l'ensemble qui en sort est peu cohérent. Ainsi en est-il par exemple du conflit en avril 2020 entre le président, appuyé par des généraux, de la mise en œuvre d'un plan Marshall, conduisant à une intervention accrue de l'Etat et son ministre de l'économie resté aux vieilles lunes libérales.

d'une maire homosexuelle à Bogota (Colombie) avec cependant une ombre en Bolivie avec la chute d'Evo Morales.

Lorsqu'on considère la popularité du président argentin, nouvellement élu, celle du président mexicain en régression, on constate que malgré des situations économiques très difficiles (chute du PIB, augmentation du chômage, de l'informalité, de la pauvreté, baisse des salaires réels), les présidents maintiennent des niveaux élevés de confiance. Elle pourrait se comprendre pour le président argentin qui comme nous l'avons vu a adopté assez rapidement le confinement, des mesures contra-cycliques, des aides directes aux plus démunis, aux salariés mis en chômage partiel. Elle est plus difficile à comprendre dans le cas du Mexique où, au-delà des mesures de confinement, quasiment rien n'a été fait sinon de promettre la création de deux millions d'emplois. Certes cette popularité s'érode, surtout en ce concerne ses réactions face aux violences faites aux femmes et au féminicide – 76% de la population considère que le président a mal réagi face aux manifestations - mais également sur d'autres domaines. Les enquêtes d'opinion faites fin février 2020 montrent que la popularité du président reste élevée en février, 63%, treize mois après le début de son mandat (77%), mais que s'agissant de sa politique contre la pauvreté la confiance baisse entre janvier 2020 et février 2020 passant de 58% à 43%, contre la corruption de 56% à 39%, en faveur de l'éducation de 74% à 70%, de la santé de 59% à 47% et, pour la conduite de l'économie de 67% à 62% entre les mêmes dates (voir El Financiero de 4 Mars 2020). Une autre enquête réalisée mi-avril 2020 révèle que 66% des mexicains sont préoccupés par la pandémie. En demandant de choisir entre trois thèmes : le coronavirus, l'insécurité et les sujets économiques (dont le chômage), 56% sont préoccupés par la pandémie le 18 Avril contre 51% un mois avant, l'insécurité 11% contre 25% et l'économie 25% contre 16% un mois auparavant. La crainte de la pandémie efface un peu les autres préoccupations, surtout celle concernant l'insécurité, mais les premiers effets économiques se faisant ressentir, l'angoisse devant la perte de son travail et la baisse de ses revenus monte. 71% des mexicains approuvent le confinement, 78% pensent que les effets de la pandémie seront pires dans le futur (El Financiero 18 Avril 2020).. Au total, la persistance de la popularité de Lopez Obrador est importante mais à mesure que la pandémie fait ses ravages, elle devient plus fragile.

En Argentine, le président et le gouvernement nouvellement élus (10 décembre 2019) ont à gérer une situation économique très grave : dette qui a enflé en trois ans, taux de croissance négatif du PIB, baisse des salaires considérable, hausse du chômage et montée de l'informalité. Mi-avril cependant, 75,1% de la population considère que les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la pandémie sont bonnes, 46% approuve le confinement et 40,1% l'approuve partiellement, indiquant ainsi qu'elle souhaiterait une part plus importante de souplesse dans cette mesure. 64,1% a une image positive du gouvernement a mi-avril contre à peine 40% un mois auparavant.



Le futur n'est ni connu, ni inéluctable. Des tendances sont prévisibles et dépendent à la fois de facteurs non contrôlables, exogènes, et de l'évolution de rapports de force générés par la crise. On peut considérer que pour l'ensemble des pays, l'ampleur de la crise économique est propice au développement de formes nouvelles de domination étatique. Cependant, si la crise dure et se développe avec son cortège de nouveaux pauvres s'ajoutant à ceux qui le sont déjà, avec l'appauvrissement des classes moyennes, comme c'est probable en Amérique latine, alors l'Etat apparaîtra de plus en plus comme incapable de trouver des solutions allégeant son coût social. La perte de crédibilité ressentie des gouvernements peut donner naissance à des formes nouvelles « illibérales » de démocratie (Haas R., 2020). La recherche d'un Etat fort, personnalisé autour d'un leader charismatique, favoriserait alors l'émergence de nouvelles formes de populisme avec l'appui probable des églises évangéliques en plein essor.

## Conclusion générale

La pandémie est peut être une opportunité pour changer en profondeur et décider un ensemble de mesures structurelles favorisant et le social et l'environnement afin d'emprunter enfin le chemin du développement durable. Elles sont au nombre de huit :

1/ l'essor de l'agriculture d'exportation s'est faite au détriment des paysans. L'exploitation des mines s'est réalisée le plus souvent au détriment des populations indiennes. La reprimarisation s'est réalisée au mépris de l'environnement et de la santé des paysans, des mineurs et des populations alentours. Elle s'est traduite par une détérioration de leur santé, par des migrations économiques forcées vers les villes. Imposer des normes environnementale et leur respect est de plus en plus une nécessité de survie ; 2/ Dans le contexte latino-américain où la marché intérieur joue un rôle important, il est nécessaire d'augmenter le pouvoir d'achat provenant du travail. Cette amélioration du pouvoir d'achat peut dynamiser le marché intérieur ; 3/ Cette amélioration passe surtout par une diminution des inégalités sociales grâce à une réforme fiscale qui ne soit plus régressive et puisse favoriser la solidarité. C'est une nécessité non seulement éthique mais aussi économique; 4/ Il est nécessaire d'améliorer les capacités du tissu industriel à répondre à la demande accrue en augmentant les dépenses en recherche – développement, en améliorant substantiellement la productivité du travail et le taux d'investissement dans le secteur industriel, les services de haute technologie qui lui sont liés et permettre ainsi que les entreprises puissent produire des biens complexes à haute technologie à l'égal de ce que fit et fait la Corée du sud, en favorisant un protectionnisme sélectif et temporaire en rupture avec mes pratiques ayant permis l'essor de la globalisation ; 5/ le choix d'un taux de change sous-évaluée est une condition *sine qua non* pour éviter les effets pervers auxquels conduit une monnaie appréciée sur le tissu industriel ; 6/ une politique industrielle agressive qui fasse des paris sur les industries du futur ; 7/ développer une politique de redistribution en faveur des catégories les plus vulnérables ; 8/ le retour d'un Etat stratège contrariant les lois du marché.

Toutes ces mesures sont liées. En prendre une et délaisser les autres c'est diminuer son efficacité potentielle. Un exemple : l'adoption d'un taux de change déprécié ne conduira pas automatiquement à une ré-industrialisation. C'est une condition nécessaire mais non suffisante quand bien même la pratique de taux de change apprécié ait pu dans le passé favoriser la désindustriation. Il s'agit donc d'une rupture. Celle-ci est possible en général lors de grands évènements. Il ne s'agit donc pas de solutions techniques, mais politiques impliquant de grandes mobilisations.

« Soyons réalistes, demandons l'impossible », c'est la seule manière se sortir du puits dans lequel l'Amérique latine s'enfonce depuis tant et tant d'années et plonge maintenant avec le Covid-19. C'est la seule manière d'aller de l'avant sans reculer.

## Bibliographie générale<sup>82</sup>

Afonso J.R., 2014, Imposto de renda e distribuição de renda e riqueza: as estatísticas fiscais e um debate premente no Brasil, *Revista de Estudos Tributários e Aduaneiros, Brasília-DF*, ano I, n.01, p. 28-60

Agamben G., 2003, *Homo Sacer, le pouvoir souverain et la vie nue*, Tome 2 *L'Etat d'exception*, Seuil  
Albrieu R. et alii., 2015, *Argentina : una estrategia de desarrollo para el siglo XXI*, Turmalina

Algan Y, Beasley E., Cohen D., Foucault M., 2019, *Les origines du populisme*, édition du Seuil  
Aubrée M. et Laplantine Fr., 1992, *La Table, le Livre et les Esprits, Naissance, évolution et actualité sociale spirite en France et au Brésil*, édition JC Lattès

Aubrée M, 2019, « Intronização de um Trump tropical », *Revista Confins*, n°501

Barranco Villafan B. et Blancarte R., 2019, *AMLO y la religión, el Estado laico bajo amenaza*, editeur Grijalbo,

Barceno A., 2020, 3 avril, « Coyuntura, escenarios y proyecciones hasta 2030 ante la presente crisis de Covid -19 », 1-65, *CEPAL*,

Birdsall, N. Lustig y C. Meyer: «The Strugglers: The New Poor in Latin America?» en *World Development* vol. 60, 8/2014

Birnbaum J., 2016, *Un silence si religieux, la gauche face au djihadisme*, édition Seuil, p. 138 et p.120

Bresser Pereira .L.C, 2019, « Secular stagnation, low growth and financial instability » *International Journal of Political Economy*, 1-19

Brest Lopez C. Garcia Diaz F. et Rapetti M, 2019, *El desafío exportador de la Argentina*, documento de trabajo n°110, 1-32, CIPPEC

Buchardt H-J, Dominguez R, Larrea C et Peters St (editores), 2016 : *Nada dura par siempre, neo-extrativismo tras el boom de las materias primas*, ICDD (Alemania), Universidad Andina Simon Bolivar (Ecuador)

CEPAL (2016), Latin American Economic Outlook (2016), *Towards a New Partnership with China*

Calderon Castillo J., 2017, « Iglesias evangelicas y el poder conservador en Latinoamerica », *Celag*, 1-7, internet : [www.celag.org/iglesias-evangelicas-poder-conservador-latinoamerica/](http://www.celag.org/iglesias-evangelicas-poder-conservador-latinoamerica/)

Calva J.L., 2019, «La economía Mexicana en su laberinto neo-liberal », *Revista El Trimestre economico*, n°343, 579-622

Cantura La Cruz, 2018, « Morts violentes, incertitudes et pénuries dans les terres d'Aragua », 166-176, *Les Temps Modernes*, 2018, n°697

Carbonnier Gilles, Campodonico Humberto, Tezanos Vásquez Sergio, org, 2017, *Alternative pathways to sustainable development: lessons from Latin America*, Ed Brill/Nijhoff

Cartier Bresson J., 2008, *Economie politique de la corruption et de la gouvernance*, édition L'harmattan.

---

<sup>82</sup> Les journaux cités le sont dans le texte, ainsi que les Instituts nationaux, banques, les instituts comme INDEC, Ministère de l'économie, Ministère du travail, CIFRA, FIPE en Argentine, Bradesco, Ibré, FGV, IBGE, IPEA, PNAD au Brésil, INEGI, Banco de Mexico au Mexique.

Cassini L., García Zanotti G. et Martín Schorr M., 2019, "Estrategias de financiarización en las producciones primarias de la Argentina durante los gobiernos del kirchnerismo (2003-2015)", 195-220, *Revista Cyclos n°53*

Chauvet M., 2019, « Seminar Business cycle measurement and dating », 1- 46

Cetrangolo O et Goldschmit A., 2019, Necesidades de regulación del sector privado en salud en América Latina, *Documentos de trabajo del IIEP –UBA*, n°40, 1-26

Cetrangolo O. et Goldschmit A., Avril 2020, blog *Alquimiaseconomicas*.

Coatz D. y Scheingart D. « La industria argentina en el siglo XXI: entre los avatares de la coyuntura y los desafíos estructurales », *Boletín informativo Techint*, n°353, 2016, pp. 61-100

Coatz D , García Díaz F., Porta F. y Schteingart D. "Incentivos y trayectorias de cambio estructural", en Mercado R., 2018, (editado por), *Ensayos sobre desarrollo sostenible, la dimensión económica de la agenda 2030 en Argentina*, PNUD.

COE, Conseil d'orientation pour l'emploi (2017, trois tomes) : *Automatisation, numérisation et emploi*, tome 1 : *Les impacts sur le volume, les structures et la localisation de l'emploi*, <http://www.coe.gouv.fr/>

Cordera R. (coordinador general), 2015, *Mas alla de la crisis, el reclamo del desarrollo*, ed. Fondo de cultura económica y la UNAM, voir plus particulièrement: Grupo Nuevo curso de desarrollo, "El cambio reciente de Mexico", p. 15-76, Ros J, « la trampa de lento crecimiento y tres reformas recientes, p. 159-182, Moreno-Brid J.C., « Cambio estructural para el crecimiento económico : grandes pendientes de la economía mexicana » p. 183-214

Coronil F., 2002, *El Estado magico*, ed.Nueva Sociedad

Delgado-Molina C.A., 2019, « La irrupción evangelica en Mexico. Entre las iglesias y la política », *Nueva Sociedad*, n° 280, 91-101,

Della Paolera G., Duran Amorochio X.D., Musacchio A, 2018, *The Industrialization of South America revisited, Evidences from Argentina, Brazil, Chile and Colombia 1890-2010*, NBER, Working paper n° 243450

Dornbusch R. Edwards S., 1992 ; sous la direction de, *The macroeconomics of populism*, NBER, Report

Fernandez, D. L. / Curado, M. L., "La matriz de competitividad argentina: evolución de la inserción internacional del país ante la controversia de los recursos naturales". En: *Revista de la Cepal* 127 (2019).

Flexor G et Dias da Silva, 2019 : « La désindustrialisation, les ressources naturelles et Nouveau - Développementisme: le cas du Brésil », *mimeo*.  
Flexor G, 2020, « Fé e classes sociais », *mimeo*

Frenkel R. et Rapetti M, 2011) : *Fragilidad externa o desindustrialización : cual es la principal amenaza para América Latina en la próxima década ?*, CEPAL, *Macroeconomía del desarrollo* n°6, 1-38



Grana J.M., 2015, «Evolución comparada del sector industrial argentino y estadounidense, entre el rezago productivo y el deterioro salarial », *H-Industria*, n°17, 34-63

*Grupo Técnico de Expertos para el diseño de un Comité para el Fechado de los Ciclos de la Economía de México* (GTDCFC), 2020, 1-98

Guillen Romo H., 1994, « De la pensée de la Cepal au néolibéralisme, du néolibéralisme au néo-structuralisme, une revue de la littérature latino-américaine », *Revue Tiers Monde*, n°140, 907-930),

Guillen Romo H., 2018, *Los caminos del desarrollo del tercer mundo al mundo emergente*, editores Siglo veintiuno

Haas R., 2020, « The pandemic will accelerate history rather than reshape it, in *Foreign Affairs*, 7 avri

Hausmann R., Hidalgo C. et alii (2014), *The Atlas of Economic Complexity, Mapping Paths to Perspectives*, Center for International Development, Harvard University, Harvard Kennedy School, Macro Connections MIT Media Lab.

Hirschman A. O., 1958, *The Strategy of Economic Development*, New Haven, Yale University Press

Hirschman, A. O. et Rothschild, M. ; "The Changing Tolerance for Income Inequality in the Course of Economic Development". *The Quarterly Journal of Economics*, Oxford, v. 87, n. 4, p. 544 – 566, 1973

Hirschman A. O., 1991, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, édition Fayard.

Ibarra C., 2008, "La paradoja del crecimiento lento de Mexico, *Revista Cepal*, n°95, 83-102

IEDI (*Instituto de Estudos para o Desenvolvimento Industrial*), 2020 : *A Complexidade das exportações brasileiras e a concorrência da China* et n°973.

IEDI, 2020, *O retrocesso exportador da industria*, n°974

Igualdes – Oxfam, 2018, *Privilegios que niegan derechos, desigualdad extrema y sequestro de la democracia en America Latina y el Caribe*.

Instituto Humanitas Unisinos - IHU, 7 aout 2017, dossier intitulé : Ernesto Laclau e a « razão populista », adresse internet : [humanitas@unisinos.br](mailto:humanitas@unisinos.br)

Furtado, C., 1966, *Développement et sous-développement*, édition PUF

Krasilshchikov V., 2020, *Brazil as the Case Study of the Middle-Level Development Trap*, ed. Palgrave

Lander E., 2018, « El Estado magico sigue ahí. Las continuidades y rupturas en la historia del petroestado venezolano », *Nueva Sociedad*, 30-44

Lindenboim J et Salvia A., (sous la direction de), 2015, *Hora de balance: proceso de acumulacion, Mercado de trabajo y bien estar, Argentina, 2002-2014*, Eudebia

Lo Vuolo R.M. : « Argentina, nos conviene esta receta económica ?, *mimeo internet*

Maurixio, R., 2019: *Formal salaried employment generation and transition to formality in developing countries: the case of Latin America*, ILO

Mathias G. et Salama P., 1983 : *L'Etat surdéveloppé, des métropoles aux tiers mondes*, 1983, Maspéro - La Découverte, traduite en espagnol, ed. ERA, et en portugais, ed. Brasiliense

Medeiros M et alii, 2014 : "O topo da distribuição de renda no Brasil : primeiras estimativas com dados tributários e comparação com pesquisas domiciliares, 2006-2012 ", mimeo, Universidade de Brasília, disponible en internet, 1-33.

Moreno Brid J.C, Monroye-Gomez-Franco L.A, Salat I. et Sanchez-Gomez J., « La evolución de los salarios ; causa y reflejo de la desigualdad en Mexico », 47-67 in Barquera Ibarra A. et Cordera Campos R. (coordinateurs), 2019, *América Latina frente a la hora de la igualdad : avances, retrocesos y desafíos*, Cepal - Unam

Morgan M. : Falling Inequality beneath Extrem and persistent Concentration : new evidence for Brazil Combining National Account, Survey and Fiscal Data. *WID, Working paper n°12*, 1-78.  
OCDE-CEPAL, (2012), *Perspectives économiques de l'Amérique latine, transformation de l'Etat et développement*

OCDE, 2018, *Estudios economicos, Mexico*

OCDE, 2019, *Estudios economicos, Argentina*

OCDE, 2018, *Economic Survey, Brazil*

OIT, 2019 ; *Panorama laboral, América latina y el Caribe*.

Olmes R., 2020, *La divina cuarta transformación*, disponible sur le net : <https://contralacorrupcion.mx/divina4t>

Putnam R. D. (2007) : « E Pluribus Unum : diversity and community in the twenty-first century », The 2006 Joan Skytte Prize Lecture, *Scandinavian Political Studies*, vol. 30, no 2

Ramirez Bonilla J.J., 2017, « [Mexique – États-Unis, d'une relation bilatérale asymétrique à une triangulation productive avec l'Asie pacifique](#) », *Revue Recherches Internationales*, n°110, p. 149-170.

Rifkin J, 2016, *La nouvelle société du coût marginal zéro, L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*, édition Babel

Rodriguez O., 1988, *La teoría del subdesarrollo de la Cepal*, ed Siglo XXI,

Romero Tellaheche J.A., 2014, *Los límites al crecimiento de Mexico*, ed. El Colegio de Mexico y la UNAM

Romero J., 2020, "La herencia del experimento neo-liberal", *Revista El trimestre economico*, n°345, 13-49.

Rufino Matamoros-Romero G., 2018, "El camino mexicano del lento crecimiento económico: una interpretación espuria de la metáfora del desarrollo como un rompecabezas de Albert O. Hirschman\*", *Revista Ensayo de Economía*, n°54, Universidad Nacional de Colombia

Saboia A.L. et J., 2009, « Whites, Blacks, and Brown in the Labor Market in Brazil: A Study About Inequalities », *The Review of Black Political Economy*, disponible sur internet: <https://www.researchgate.net/publication/226143548>

Saint Upery M, 2019, « Espejismo de la crisis venezolano, entrevista », *Revue Nueva Sociedad*

Salama P., 2006, *Le défi des inégalités, Amérique latine/Asie : une comparaison économique*, éditions La Découverte, publié en portugais, ed. perspectiva

Salama P., 2006, « Pourquoi une telle incapacité d'atteindre une croissance élevée en Amérique latine », *Revue Tiers Monde*, n°185, 156-181.

Salama P., (2010), *Migrants et lutte contre les discriminations en Europe*, édition du Conseil de l'Europe

Salama P., 2012, *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, ed. A.Colin, traduit en espagnol avec postface : *América Latina en la tormenta*, ed Colegio de la Frontera norte et Universidad de Guadalajara

Salama P., 2012, "Globalización comercial: desindustrialización prematura en América Latina e industrialización en Asia", *Comercio Exterior*, Vol. 62, Núm. 6, pp. 34-44

Salama P., 2012, "China-Brasil: industrialização e "desindustrialização precoce", *Cadernos do Desenvolvimento*, v. 7, n. 10, jan.-jun. 2012, p.229-251.

Salama P, 2015 : « ¿Se redujo la desigualdad en América Latina? Notas sobre una ilusión », *Nueva sociedad* n°258, paru ensuite dans *Problemes économiques*, la documentation française en 2016.

Salama P, 2016, « Reprimarisation sans industrialisation, une crise structurelle au Brésil », *Revue Contretemps*, n°30, p.99-116

Salama P., 2018, « Is change in Globalization's Rythm an Opportunity of Latin American Emerging Countries ? » in Chadaravian P., *The Political Economy of Lula's Brazil*, ed. Routledge

Salama P, 2018 : « Nuevas tecnologías : bipolarizacion de empleos e ingresos del trabajo ? *Revista problemas de desarrollo*, n°195, 1-24, publié en portugais dans Caderno do desenvolvimento et en espagnol, version différente, dans *Problémas del desarrollo*

Salama, P. 2018. « Los dos "pecados" originales de los gobiernos progresistas de Argentina y Brasil. *Revista de Economía Institucional*. 21-40

Salama P., 2018, « Argentine, Brésil, Venezuela, Populisme progressiste des années 2000, l'heure des bilans », *Revue Contretemps* n°38, publié en portugais dans la *Revista de economia politica* et en espagnol dans *Herramienta*

Salama P, 2019, « Le Brésil à reculons ? », *Revue Les Possibles*, publié en portugais dans *Caderno do desenvolvimento* du Centro Celso Furtado

Salama P., 2019, « Argentine, avancer sans reculer », *Revue Recherches internationale*, n°115 p. 119-145, version longue en espagnol dans *Herramienta*, 2020

Salama P., 2019, « Amérique latine : Good by industrie, hello stagnation », *Revue Alternatives Sud, CETRI*, p. 65-87, en portugais dans le blog *Americalatina*

Voir Salama P, 2020, « Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine » in *Les Possibles*, à paraître en portugais dans *Caderno do desenvolvimento*, 2020

Saludjian A, 2003 : *De la volatilité macro-économique à la vulnérabilité sociale : le cas du Mercosur, une critique du Régionalisme Ouvert*, Thèse Paris XIII, publiée chez L'Harmattan, 2006

Scott Kennedy, 2017, *The Fat Tech Dragon, Benchmarking China's Innovation Drive*, *Center for Strategic and International Studies*, 1-52

Shorr M. et Wainer A. (org.), 2018 : *La financiarización del capital, estrategias de acumulación de las grandes empresas en Argentina, Brasil, Francia y Estados Unidos*, ed. Futuro Anterior

Schteingart D (2018) « El rompezadas del mercado laboral latino-americano », *Nueva sociedad* n°275, 92-106.

Séman P. et Viotti N., 2019, « Todo lo que usted quiere saber sobre los evangélicos y le contaron mal », *Revista Anfibia*, disponible sur le net : <http://revistaanfibia.com/ensayo/todo-lo-que-quiere-saber-de-los-evangelicos-le-contaron-mal/>

Solimano A. et Soto R, 2005 : « Economic growth in Latin America in the Late of 20th Century: Evidence and interpretation », *CEPAL, serie macro economia del desarrollo N°33*

Storm S., 2020, "Demand- side, secular stagnation of productivity growth", mimeo internet

Summers L.H, 2014, "Reflections on the "new secular stagnation hypothesis", 27-41 dans *Secular stagnation: facts, causes and cures*, édité par Coen Teuling et Baldwin R., ed. CEPR.

Summers L.H., et Lukasz R, 2019, "On falling neutral rates, fiscal policy and the risk of secular stagnation", 1-68, in *Brooking papers on economic activity*

Svampa M., 2017, *Del cambio de época al fin de ciclo, gobiernos progresistas, extractivismo y movimientos sociales en América Latina*, Ensayo, Edhasa.

Svampa M., 2016, *Debates latinoamericanos. Indianismo, desarrollo, dependencia y populismo*, Buenos Aires, Edhasa

Teran Mantovani , 2018, « une géographie des conflits écologiques », 177-197, in « Venezuela 1998-2018, le pays des fractures », *Les Temps Modernes*, 2018, n°697.

Théry H., 2020, « Covid-19 au Brésil : aggravation, scénarios et risques » in *Institut des Amériques et i-Globes*, disponible sur le net in <https://www.autresbresils.net/Covid-19-au-Bresil-aggravants-scenarios-et-risques>

Tricontinental, 2019, *La cuestión evangelica, apuntes sobre el origen, la difusión en Latinoamérica y su influencia en la Ciudad de Buenos Aires*, 1-38, disponible sur le net : <https://www.thetricontinental.org/es/ba-research/la-cuestion-evangelica/>

Valladao A. (2017) : « Climbing the Global the Golbal Digital Ladder : Latin America's Inescapable Trial », working paper, *OCP Policy Center*, 1-18

Weiler J, 1965, *L'économie internationale depuis 1950*, éditions PUF

Xiaodan Ding et Metodij Hadzi-Vaskov (2017) : Composition of Trade in Latin America and the Carabbean, *Working paper WP/17/42 IMFnouvelles technologies*

Zacharie A, 2019, *Mondialisation et national-populisme, la nouvelle grand transformation*, édition La muette – le bord de l'eau

Zettelmeyer J., 2006: "Growth and Reforms in Latin America: a Survey of Facts and Arguments", *WP/06/210 FMI*

## **Introduction générale**

### **Chapitre 1 : Adieu à l'hyper-globalisation ?**

introduction

#### **I. D'une hyper-globalisation à un ralentissement des échanges commerciaux**

a. D'une hyper-globalisation...

b. ...à un ralentissement

#### **II. Dans les années 1990, l'éclatement international de la chaîne de valeur entraîne une plus grande vulnérabilité et une perte de souveraineté dangereuse**

a. La chaîne de valeur s'internationalise : les segments d'une ligne de production s'externalisent dans différents pays pour tout un ensemble de secteurs productifs.

b. Les échanges de biens industriels Sud – Sud se sont développés. Cependant, les pays latino-américains, en général, ont peu participé au processus d'éclatement de la chaîne de valeur.

c. Nouvelles vulnérabilités en Amérique latine?

#### **III. Hyper-globalisation et fragmentations au sein des nations**

a. Pays et fragmentation territoriale

b. Ouverture peu ou prou contrôlée, des vertus mythiques du libre échange

#### **IV. De l'essoufflement de la globalisation à l'effondrement des échanges**

a. La pandémie provoque une chute considérable des échanges.

b. Une relocalisation à plusieurs vitesses

### **Chapitre 2 : Pourquoi les pays latino-américains souffrent-ils d'une stagnation économique sur longue période ?**

Introduction

*Un contexte peu favorable pour résister aux effets de la pandémie*

*Les pays latino-américains sont différents et semblables*

#### **I. Une tendance à la stagnation économique : données statistiques**

- a. Les pays latino-américains sur le long terme ne sont pas des pays émergents
- b. Relation entre le couple reprimarisation - désindustrialisation et tendance à la stagnation.

## **II. La stagnation expliquée par le courant structuraliste latino-américain**

- a. Les pays latino-américains sont profondément inégalitaires et ceux qui l'étaient moins (Argentine, Chili...), le sont devenus ces trente-quarante dernières années.
- b. A plus d'un point de vue le courant structuraliste a été iconoclaste et innovateur.
- c. Quelles actualisations ?

## **III. Les thèses « para keynésiennes » peuvent-elles s'appliquer aux économies semi-industrialisées ?**

- a. La tendance à la stagnation dans les économies avancées a essentiellement deux origines : un excès d'épargne d'une part, l'inefficacité de la politique monétaire d'autre part.
- b. Cette théorie n'est pas pertinente pour les pays latino-américains

## ***IV. La désindustrialisation explique-t-elle le faible taux de croissance du PIB par tête sur longue période ?***

- a. Un survol des lieux où se produisent et s'utilisent les nouvelles technologies
- b. Privilégier l'industrie ?
- c. La désindustrialisation précoce en Amérique latine est liée au faible taux d'investissement et à un effort en termes de recherche largement insuffisant.
- 1. La désindustrialisation n'est pas un processus linéaire. Elle est irrégulière, différente selon les grands pays latino-américains.
- b. Le cas du Mexique est particulièrement emblématique

## ***V. La forte volatilité explique-t-elle le faible taux de croissance du PIB par tête sur longue période ?***

- a. Volatilité et croissance du PIB en Amérique latine et dans quelques grands pays
- b. La volatilité de la croissance n'est pas la même en Argentine, au Brésil et au Mexique
- c. L'Argentine, un approfondissement

## **VI. Causes de la tendance à la stagnation du taux de croissance du PIB selon les pays**

- a. La tendance à la stagnation ne s'explique pas de la même manière dans les grands pays latino-américains.
- b. La crise est structurelle en Amérique latine

### **Chapitre 3 : Du Sras-CoV-2 à un virus social en Amérique latine**

#### Introduction

#### **I. Quelles ont été les politiques décidées pour faire face aux conséquences sociales et économiques de la pandémie en Amérique latine ?**

- a. Retour de l'Etat/Nation
- b. Les politiques de lutte contre la contagion sont en général très en-deçà de ce qui se serait nécessaire, surtout au Mexique, au Nicaragua et au Venezuela.
- c. La pandémie agit sur un « corps malade »

#### **II. Les premières conséquences économiques et sociales de la pandémie : un tsunami**

- a. Un déficit en santé plus ou moins prononcé, inégalités devant la mort
- b. Les premiers effets, les plus insoutenables : le nombre de décès

### **Chapitre 4 : Contagion virale, risques politiques en Amérique latine**

#### Introduction

#### **I. Des populismes des années 2000**

- a. Le populisme progressiste des années 2000
  - 1. La redistribution
  - 2. Tous les gouvernements populistes-progressistes ne se ressemblent pas, mais ils présentent des points communs.
- b. Populismes d'extrême droite ou la haine vis-à-vis des minorités

#### **II. Eglises évangéliques, l'ultra-conservatisme renforcé avec la pandémie ?**



a. Le populisme vu d'en bas, l'influence croissante des discours des églises évangéliques

1. Une présence de plus en plus importante des évangéliques

2. Qui sont-ils ?

b. Quel est le comportement moyen des évangéliques? Quels sont leurs rapports à l'ordre, l'avortement, le mariage entre homosexuels, l'aide aux pauvres ? En un mot sont-ils plus conservateurs ?

1. Quid de la confiance personnelle ?

2. Les idées conservatrices sont en plein essor en Amérique latine et marquent de plus en plus la vie politique.

### **Conclusion générale**

### **Bibliographie générale**